

M. Rocard dans le Pacifique

Le temps est venu de clore la brouille entre Paris et plusieurs capitales du Pacifique sud, notamment Canberra. Telle est la raison d'être du périple que le premier ministre français effectue, du 18 au 28 août, dans la région, et qui le conduira en Australie, en Nouvelle-Calédonie, à Fidji, à Wallis-et-Futuna ainsi qu'en Polynésie française. M. Rocard veut ainsi réaliser l'intégration des territoires français dans leur environnement régional.

Avec l'état le plus important de la zone il s'agit de la malaisie, mais il faut bien noter que la réconciliation donne aujourd'hui lieu à la forver. A observer le réchauffement des relations franco-australienne, on se dit, en effet, que les deux pays étaient vraiment pressés d'un fin avec leur brouille. Pour un peu, la fameuse crise des années 1986-1987 entre Paris et Canberra, qui s'était traduite par le renvoi de l'ambassadeur australien et la suspension de tout contact ministériel, le tout épicé de commentaires aigre-doux, apparaît, avec le recul, comme une fort mauvaise querelle tenant plus du péché d'orgueil que d'un réel choc d'intérêts.

La fièvre une fois tombée, on s'est efforcé de retrouver le temps perdu, et Canberra se félicite de l'« amélioration significative » des relations bilatérales tout en rendant hommage à la « sincérité » et à l'« intégrité » de la démarche des autorités françaises.

Il est vrai qu'entre-temps, à la satisfaction de nombreux Etats du Pacifique sud, les accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, signés en juin 1988, ont éliminé une grave pomme de discorde. Et sur les autres principaux points de divergence, en premier lieu les essais nucléaires de la France à Mururoa, M. Rocard, qui doit se rendre sur place, a assez bien résumé la situation en déclarant, à propos des relations franco-australienne : « Nous sommes d'accord sur notre désaccord ». Même si la formule en irrite encore certains, notamment les Néozélandais, elle souligne qu'après des années de dialogue de sourds l'acquis n'est pas mince.

Ainsi la France s'est-elle redonnée une image de manœuvre dans une région où ses intérêts ne sont pas négligeables. La coopération économique franco-australienne a remanié avec vigueur depuis l'an dernier, MM. Rocard et Bob Hawke, son collègue australien, qui se rencontreront vendredi à Canberra, entendent également coordonner leurs efforts en vue d'obtenir l'interdiction de toute forme d'exploitation de l'Antarctique. Le premier ministre veut aussi, à l'occasion de son passage à Fidji, allier un peu diplomatique et tourisme en visitant les « petites », pour suivre une offensive de charme auprès de micro-Etats qui n'ont guère apprécié les échos cocardiers, concernant la Nouvelle-Calédonie, de l'hôte précédent de Matignon.

Enfin, au moment où Paris accueille une conférence qui tente de mettre fin au drame cambodgien, la France, en tant que présidente en exercice de la CEE, souhaite qu'une place soit faite, aux côtés des inévitables Japonais et Américains, aux Européens dans les alliances en gestation dans le Pacifique sud et en Asie du Sud-Est. Paris admet — les moyens d'une diplomatie, un progrès très net après la défense frileuse des intérêts français dans la zone.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 08170 - 4,50 F



3790147004500 08170

La difficile formation d'un gouvernement en Pologne

M. Jaruzelski convoque tous les partis pour trouver une issue à la crise

Les différents mouvements politiques polonais représentés au Parlement poursuivaient, mercredi 16 août, des tractations pour tenter de former un gouvernement de coalition. Le général Jaruzelski, a invité les représentants des diverses forces politiques à se réunir

d'urgence afin de trouver ensemble une issue à la crise. M. Walesa s'est déclaré favorable à un « gouvernement de responsabilité nationale » dirigé par l'opposition, mais dans lequel les communistes conserveraient au moins les postes-clés de la défense et de l'intérieur.

Démocratisation et « déstabilisation »

par Daniel Vernet

Après Mikhaïl Gorbatchev, lors de sa visite à Paris, plusieurs porte-parole soviétiques viennent de mettre en garde contre les risques de « déstabilisation » en Europe centrale, dans ces pays socialistes, qui ont été créés à la fin de la dernière guerre pour être le « glacis » de l'URSS. Que les dirigeants de Moscou, tout en se gardant de vouloir intervenir dans les affaires intérieures de leurs

alliés, soient inquiets, on le comprend aisément. Il apparaît, en effet, que dans les pays où la volonté populaire peut s'exprimer avec un petit degré de liberté — Pologne et Hongrie — les partis communistes au pouvoir depuis plus de quarante ans sont désavoués, malgré les efforts accomplis pour se donner, à Budapest au moins, des abords plus attrayants.

La situation n'est pas très différente en URSS,

où les élections du 26 mars dernier ont montré que les candidats officiels n'avaient généralement pas la faveur populaire. En RDA, où le système reste fermé à toute libéralisation, les Allemands de l'Est « votent avec leurs pieds », comme ils l'ont toujours fait, malgré la construction du mur de Berlin en 1961 et les risques que présente toute tentative de passage à l'Ouest.

(Lire la suite et nos informations page 5.)

Tandis que le pape dénonce le « génocide »

Le général Aoun accepte l'appel de l'ONU à un cessez-le-feu au Liban

Le chef du gouvernement libanais soutenu par les chrétiens, le général Aoun, a déclaré, mercredi 16 août à l'AFP et au « Monde », qu'il acceptait « inconditionnellement » l'appel du Conseil de sécurité de l'ONU, qui demandait à « toutes les parties » de cesser

« immédiatement » leurs opérations. M. Hoss, chef du gouvernement soutenu par Damas, a déclaré que c'était là un « besoin urgent ». Jean-Paul II, dénonçant le « génocide », a demandé, mardi, à la Syrie de cesser ses bombardements, et déclaré vouloir se rendre au Liban.



Lire, page 3, l'article de FRANÇOISE CHIPAUX.

L'ENQUÊTE : l'ouverture dans la grande île extrême-orientale de l'URSS

Sakhaline ou la perestroïka en différé

Aux lointains confins extrême-orientaux de l'URSS, Sakhaline ne sent encore souffler que très faiblement le vent de la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev. Longtemps réservée aux bagnards et aux exilés, dont le souvenir hante les populations locales, cette île, en bordure de l'océan Pacifique, commence pourtant à s'ouvrir au monde extérieur, particulièrement au Japon voisin.

YUZHNO-SAKHALINSK de notre envoyé spécial

Sakhaline : un nom qui évoque tragiquement des brumes de l'Histoire vers la fin de l'été 1983 : c'est en effet au large de cette grande île, s'étendant sur plus de 1 000 kilomètres de

l'embouchure du fleuve Amour au nord jusqu'au détroit de La Pérouse, qui la sépare de Hokkaido au sud, que fut abattu par un chasseur soviétique un appareil de la Korean Airlines avec deux cent soixante-cinq passagers à bord.

Les rigueurs du climat, la mer du détroit de Tartarie — gelée quatre mois de l'année, — des brouillards impénétrables et des côtes inhospitalières, décrits par les premiers navigateurs qui y abordèrent (tel La Pérouse en 1787), ont sans doute moins contribué à la sinistre image de ce bout du monde que ce qu'en ont fait les hommes. Sakhaline fut longtemps synonyme de douleur et de mort : colonie pénitentiaire à la fin du siècle dernier, elle fut, du milieu des années 30 au début des années 50, l'une des terres de l'archipel du Goulag.

A 10 000 kilomètres de Moscou, le territoire de Sakhaline (qui inclut aussi l'archipel des Kouriles) s'éveille lentement au changement promis par M. Gorbatchev et cherche à s'affranchir de la tutelle du gouvernement central, afin de bénéficier de ses richesses en matières premières (bois, charbon et pétrole) et ne plus être uniquement une source d'approvisionnement du continent.

La première conséquence de la perestroïka à Sakhaline a été l'ouverture de cette île, paradoxalement plus connue du temps des tsars (grâce à la description qu'en fit, entre autres, l'écrivain Anton Tchekhov) que par la suite. Considérée comme une zone frontalière sensible, Sakhaline fut pratiquement interdite aux étrangers jusqu'au début de cette année.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

Développement rural

Des groupements d'employeurs se forment pour mieux utiliser la main-d'œuvre, avec l'accord des syndicats

PAGE 15

Un entretien avec M. Paul Quilès

« Le satellite Spot-4 doit permettre de conserver notre avance dans le domaine spatial »

PAGE 9

XXIII. — Le « Maréchal » acclamé

PAGE 2

La reprise en main en Chine

Les universités, à leur tour...

PAGE 18

La Finlande se tourne vers la CEE

L'URSS réduisant ses exportations, les industriels finlandais font les yeux doux à l'Europe

PAGE 14

Le sommaire complet se trouve page 18

Prospection dans le Gard et l'Ardèche

Fièvre de l'or en pays cévenol

Un géologue et un ingénieur géophysicien parisiens espèrent découvrir de l'or dans les Cévennes, à la frontière de l'Ardèche et du Gard. Un permis exclusif de recherche leur a été délivré le 24 août 1988 et ils se sont associés, en juillet dernier, à la société canadienne Inco, qui a décidé de consacrer 10 millions de dollars aux travaux d'exploration. Les premiers « sondages carottés » devraient commencer cet automne, mais, dans les villages concernés, le projet est loin de faire l'unanimité.

AUBENAS (Ardèche) de notre envoyée spéciale

Ils sont partis à la chasse au trésor un beau jour de 1985. Cette

année-là, Pierre Nicolini et Michel Quint s'en vont graver les sentiers des Cévennes à la recherche de gros cailloux. Leur marceau sous le bras, ils arpègent crêtes et fonds de vallée en ramassant, ici et là, quelques « échantillons ». Pierre Nicolini a la main heureuse : dès ses premières balades, il rapporte des Cévennes une pierre d'une teneur en or de 28 grammes par tonne. Sans doute un signe des choses : voici confirmés les résultats de la méthode des « cartes prévisionnelles » mise au point par le géologue au cours de sa carrière. Pierre Nicolini et Michel Quint n'en démontrent plus : cette région recèle de l'or en quantité. Ils le trouveront.

Tous deux ont la foi. L'expérience aussi. Pierre Nicolini, « géologue expert international » et auteur ou coauteur de découvertes de gîtes ou gisements, a

parcouru le monde à la recherche de métaux précieux. La voix sonore, le verbe aisé, il adore raconter, à grand renfort de mouvements de bras, l'épopée de ses découvertes : du cuivre au Niger, du cobalt en Zambie, du kaolin au Costa-Rica, de l'argent au Mexique, du tungstène au Portugal, du chrome en Haïti et de l'or à Saint-Domingue. En 1952, et malgré le scepticisme de ses collègues du service des mines de l'Afrique équatoriale française (AEF), Pierre Nicolini a même trouvé du diamant entre la poste et la gare de Brazzaville. A cette époque, raconte-t-il volontiers, il venait de relater à pied Brazzaville à Libreville, avec une boussole et un podomètre, en compagnie d'une centaine de Congolais afin de dresser la carte géologique du Congo et du Gabon.

ANNE CHEMIN.
(Lire la suite page 8.)

GUY BEART
CHANSON CRÉÉE A BEYROUTH LE 13 MAI 1989

LIBAN LIBRE
GUY BEART ET LES ENFANTS LIBRES

Liban libre...
Libre
Liban

UN DISQUE
DE LIBERTÉ ET D'ESPERANCE • UN DOCUMENT ÉMOUVANT

DISQUES
POCKETTE DOUBLE
PHOTOS, TEXTES
ET TÉMOIGNAGES

45 T CHEZ VOTRE DISQUAIRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Espagne, 120 pes.; Grèce, 180 dr.; Hongrie, 90 p.; Italie, 1 800 L.; Liban, 0,400 L.; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 140 esc.; Singapour, 335 F CFA; Suède, 12,50 kr.; Suisse, 1,50 S.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

لبنان حرة

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Voyages à Toulouse, à Clermont-Ferrand, à Lyon... Partout le maréchal Pétain reçoit un accueil enthousiaste. Et le chef de l'Etat français devient très vite l'objet d'un culte orchestré par son entourage. Images, brochures, calendriers, agendas chantent sa gloire, exaltent sa bonté et louent ses qualités de chef.

«TOUS les enfants qui t'aiment Et vénèrent tes ans, A ton appel suprême Ont répondu : « présent ! » [...] Maréchal, nous voilà !

Devant toi, le sauveur de la France, Nous jurons, nous les gars, De servir et de suivre tes pas... Car Pétain, c'est la France, La France, c'est Pétain.

Ce fut le « tube de l'année ». On le chantait dans l'enthousiasme, de trois à quatre-vingt-dix ans. Son auteur, André Montagnard, avait déjà connu le succès avec *Un pastis bien français*. Les paroles naïves de ce *Maréchal, nous voilà !* ont la mivellerie des consécration au Sacré-Cœur. Elles suscitaient l'adhésion d'un maréchalisme de base. Comme tout régime charismatique, l'Etat français exalte la personne de son chef. Rétrospectivement, les formes du culte rendu à Pétain laissent pantois. Il était déjà incroyablement populaire en 1940, et c'est bien pour cela que Paul Reynaud l'avait mis en avant pour essayer de rassurer les Français. Mais dès qu'il fut au pouvoir le culte personnel devint un élément important du nouveau régime et fut dès lors systématiquement organisé.

On ne peut nier la spontanéité du mouvement qui porta les Français vers ce vieillard. Dans le désastre, ils avaient trouvé, comme le dit Henri Amoureux, « quelque chose à aimer » : ce qui frappe, c'est la coïncidence entre les images qui cristallisent cette ferveur et les choix idéologiques qui allaient être faits : il s'agissait justement de ramener dans un ordre familial ceux qui avaient voulu désobéir aux leçons de la tradition. L'image paternelle avait tout pour plaire : celle du grand-père en adoucissait les contours.

Mais, très vite, l'entourage perçut le profit que l'on pouvait tirer de l'enthousiasme populaire. Dès qu'il s'installa à Vichy, le maréchal Pétain cherche le contact de la foule : les promenades et les déjeuners sont rapidement insuffisants : tous les jeudis, il reçoit les délégations chargées de cadeaux touchants, dont on fera le compte minutieux. A Noël 1940, les écoliers de France avaient été invités, par une affiche apposée dans les écoles, à écrire au « Maréchal » : 2 200 000 enfants avaient répondu.

Les 6 et 7 novembre, le « Maréchal » inaugure la série de voyages officiels qui doit lui servir à fidéliser les foules qui viennent lui rendre hommage. On commence par Toulouse et Montauban. Le succès est complet : le Sud-Ouest a l'enthousiasme facile. Pourtant, dès le 11 novembre suivant, à Clermont-Ferrand, Pétain sent à nouveau la foule vibrer : dans un geste ému, il a embrassé le drapeau du 33^e régiment d'infanterie, l'un de ceux qu'il commanda en 1914. C'est le voyage à Lyon qui va constituer le véritable sacre. Désormais, l'enthousiasme populaire est orchestré, relayé par radio, suivi par la presse qui voyage avec le chef de l'Etat : on crée un véritable événement médiatique.

Il est clair que Pétain sent qu'il entre dans une légende qui compte politiquement. Le 8 novembre, son fils, Jacques Chevalier, secrétaire général à l'Instruction publique, a organisé à son intention une cérémonie très maréchaliste : dans la forêt de Tronçais, à quelques lieues de Vichy, un chêne, planté du temps de Colbert, a été baptisé « chêne Pétain » (cet honneur lui vaudra d'être « fusillé » à la Libération). Le « Maréchal » est photographié portant sur l'épaule une hachette, et le martelage des initiales suit le cérémonial des

Eaux et Forêts. A la veille de son départ pour Lyon, le 17 novembre, a été lancée une grande campagne de propagande et de solidarité : les enfants des écoles vont vendre « à la sortie des messes et des cinémas » des portraits du chef de l'Etat au profit des chômeurs — et surtout des prisonniers.

Le voyage à Lyon est remarquablement orchestré. Tous les reportages, très abondants, insistent sur la présence de la foule, nombreuse et pleine d'émotion. Dès le début, nous dit-on, elle a retrouvé « une personne humaine, un chef, un père [...] » (James de Coquet). Lorsqu'on arrive à la préfecture, il est question d'une « marée humaine ». L'après-midi est triomphale : le « Maréchal » passe les troupes en revue, et la place Bellecour (qui deviendra, après son départ, place du Maréchal-Pétain) est noire de monde. Le défilé doit faire vibrer les cœurs : un sort particulier est fait aux « éléments motorisés », parmi lesquels les reporters dénombrent sans rire des éléments « à bicyclette » entre les side-cars et les automitrailleuses. Alors, aux cris répétés de « Vive la France ! » et de « Vive le Maréchal ! » se mêlent des « Vive l'armée ! » reconfortants. Certes, note le même journaliste, un étranger pourrait ne pas comprendre et « aurait peut-être pensé que ces Français » sont « retournés ». Mais non : « ils sont changés », c'est clair !

Bien entendu, il ne s'agit pas seulement de serrer des mains : tous les gestes prennent une signification politique. Lorsque le président de l'Union des syndicats du Sud-Est lui présente tout particulièrement « des domestiques de ferme fiers de leur métier », la réponse du chef est pleine sinon de tact, du moins d'enseignement : « Ma conviction profonde, c'est qu'il faut qu'il y ait des maîtres dans tous les métiers... ». Lorsqu'à la préfecture Pétain salue les « représentants des corps constitués », on nous précise bien qu'ils sont « groupés par corporations », en une image mi-médiévale mi-Révolution nationale.

Pour honorer le travail, il choisit aussi de marcher dans les rues populaires. Il pénètre dans l'atelier d'un vieux canut, tout occupé à tisser une « belle pièce de soie violette et or ». Et, à l'école professionnelle de métallurgie, il insiste pour chanter avec les apprentis le deuxième couplet de la *Marseillaise*, « plus propre à rapprocher les âmes » parce que faisant moins appel à la violence.

Le message politique doit passer : tous les jours soigneusement vêtus de son uniforme kaki, ne portant que la médaille militaire, Pétain circule entre deux haies de scouts ; il évoque, mais sur un ton familier, le regret qu'il a de ne pas avoir été écouté, plusieurs années durant.

L'EGLISE est omniprésente tout au long du voyage : c'est au cardinal Gerlier que Pétain parle familièrement quand il est reçu par les officiels. Le *De Profundis* solennel à la cathédrale Saint-Jean permet au primat des Gaules de rappeler que ce lieu saint a toujours reçu les souverains français : il évoque plus précisément les figures populaires de Saint Louis et d'Henri IV. Dans le chœur, on a placé le siège du « Maréchal » de façon que la foule contemple son profil. Le sermon du cardinal réconcilie l'histoire humaine et Providence : « Dieu a permis que vous fussiez là... »

Il faut affirmer qu'un ordre nouveau s'est mis en place : sur la place des Terreaux, les membres du service d'ordre légionnaire (Légion française des combattants), le SOL, le bras tendu, prêtent le serment de fidélité qu'il prononce avec eux. Et lorsque, dans le parc de la Tête-d'Or, on fleurit le monument aux morts, le journaliste du *Figaro* prévient le lecteur : il ne s'agit pas de confondre ce moment de recueillement, digne et noble, à ce qui se passait dans des années d'« idéologie » devant tous les monuments aux morts de France ; on avait alors le spectacle affligeant d'un « politicien débailé, ses feuilles à la main, ces affreuses voix de meetings et de banquets [...] ». Avant de partir, le « Maréchal » n'oubliera nullement la très moderne « conférence de presse » qui lui permet de faire état de sa satisfaction : l'accueil est d'autant plus émouvant qu'il vient d'une ville dont les habitants sont connus pour leur retenue.

Sur la lancée, il visitera aussi le Sud-Est : les 3 et 4 décembre, ce sera Mar-



Dans une école, l'instituteur et ses élèves installent un poste de TSF pour écouter un discours du « Maréchal » spécialement adressé aux écoliers.

XXIII

Le « Maréchal » acclamé

par
Jean-Pierre Azéma

seille, avec des arrêts en Arles et Avignon, puis à Toulon. Les mêmes scènes se reproduisent avec quelques nuances : à Toulon, les membres du SOL prêtent serment à bord du *Strasbourg*, rescapé de la canonade de Mers-el-Kébir. La politique de la famille a été mise en place et les mères — un peu délaissées, il faut le dire, à Lyon — sont plus à l'honneur. Et Pétain cultive son image de grand-père : il demande son nom à une petite Linette ; il tapote les joues des bébés. Du haut du balcon où la foule l'a une fois de plus réclamé, il prend un souci tout paternel de son peuple : « La température est fraîche ; ne vous attendez pas dans la rue... » Mais tous les reportages disent la même chose : la foule est éperdue de bonheur ; lui est simple, il a serré la main du mécanicien de la locomotive. Il est surtout infatigable. Les journalistes, courtisés, n'évoquent jamais son âge, et sa canne semble plus un signe personnel, une sorte de sceptre débonnaire, que l'appui dont a besoin un vieillard ; son âge donne lieu à des métaphores subtiles : « son visage qu'il a mis qu'une fleur étrange de jeunesse », mais on se plaît à signaler qu'il a « d'ailleurs, comme d'habitude, oublié de s'asseoir ».

Dans le train du retour, il reçoit toujours les journalistes et les remercie. Il est vrai qu'il n'a pas à se plaindre d'eux : les récits sont édifiants. Les allusions aux circonstances politiques sont discrètes : on évoque surtout les torts du régime passé, plus que les problèmes actuels. Et lorsque le *Figaro* note que, justement, l'Opéra de Lyon rouvre ses portes le jour de la visite du « Maréchal », et qu'on y jouera *Faust*, « naturellement », chacun peut interpréter l'adverbe.

Son entourage chercha, dès 1940, à récompenser la fidélité à la personne même du « chef ». En septembre 1940,

Bernard Ménétriel, son médecin personnel et le chef de son secrétariat particulier, incitait un certain capitaine Ehret, ancien joaillier, à « créer une image symbolisant l'unité française aux ordres de son chef ». Il choisit de réunir « après dix-neuf siècles l'arme à double tranchant que portaient les Gaulois et leur chef Vercingétorix à l'époque de la première épreuve d'où devait sortir notre pays » et le bâton étoilé de maréchal de France : ainsi naquit la « francisque gallique », dont les premiers insignes étaient portés dès février 1941 et que porteront un peu plus de 2 500 titulaires. Plus rien maintenant n'est laissé au hasard. Aux services de l'information, contrôlés par des fidèles de Laval, se superposent des officines diverses qui, sous la direction de Bernard Ménétriel, contrôlent l'image de Pétain. Chaque jour, les services de l'information éditent une *Note d'orientation*, et les consignes de censure, innombrables, entrent dans les moindres détails : ainsi, dans les articles, Pétain doit être nommé très précisément d'abord « Le Maréchal de France, chef de l'Etat », puis, dans la suite : « Le Maréchal »...

TOUTES les images, et peut-être même tous les articles de journaux, expriment cette dualité : d'une part, le « Maréchal » est simple et bon ; d'autre part, c'est un chef, il l'a montré. On la retrouve dans l'abondante littérature qui, malgré la pénurie de papier, se répandit pour exalter la vie glorieuse du sauveur de la France. Comme même les livres d'enfants sont publiés par des ramifications du bureau d'« information », leur contenu est significatif : avec des accents évangéliques : « Il grandit au milieu des siens, simple et bon... » (Il était une fois un Maréchal...) ; des allusions : on rappelle toujours qu'en 17 il a lutté contre « de mauvais bergers », mais on n'a pas besoin d'être plus explicite. Cela suffit pour expliquer qu'il était prédestiné à combattre les monstres : « Comme il parlait, on vit les vilains

cloportes, toutes les araignées, sous les termites, toute la vermine qui avait fait tant de mal à la France, on la vit quitter en grande hâte le sol de la patrie... » Aux parents d'expliquer que derrière cette histoire de *Pouique le glouton et Lulu le paresseux* transparaît le *Massilia*...

Calendriers, abécédaires, images pieuses, les cinq photos autorisées se vendirent par millions. Plus efficaces peut-être, en tout cas tout à fait modernes d'esprit, furent les brochures destinées à présenter à toutes les catégories sociales dans quel esprit il fallait désormais travailler et ce qui avait été fait par le nouveau gouvernement.

AINSI cet *Agenda de la France nouvelle*, édité en décembre 40, présente-t-il la nouvelle culture : les renseignements pratiques (un exposé des nouvelles législations sur la nationalité, par exemple), mais aussi les justifications idéologiques : Robert Valléry-Radot explique « pourquoi le problème juif s'est posé » et, trois pages plus loin, s'occupe des francs-maçons. Voici un *Agenda* précis d'histoire de France : on rappelle les épisodes importants, que peut-être les instituteurs ont sabotés : les véritables héros sont Vercingétorix, Du Guesclin et Jeanne d'Arc, qui tous avaient, c'est évident, « les yeux clairs », ce qui aide à désigner finement le dernier de la lignée. La leçon s'achève sur les raisons du désastre de 40 : non seulement on n'avait pas écouté le « Maréchal », mais « c'est le moment que choisissent les métallurgistes parisiens pour menacer d'une grève... ». Plus loin, on invite les ménagères à se rendre compte que Joseph de Maistre a été plus important que Benjamin Constant, qui est bien sûr. Enfin, on doit sentir que le bon sens a retrouvé sa vraie place et, accessoirement, triomphe de la pénurie : un article rappelle qu'il faut se coucher tôt, un autre met en garde contre le goût malsain des pilotes, source de mauvais esprit. Le tout entre force recettes de topinambours ou de méthodes pour faire d'un seul polet cinq plats.

Il ne faudrait pas croire que les élites intellectuelles aient échappé à ce torrent de misères. Passe encore qu'un José Germain ou un René Benjamin fassent des apologies déhiantes. Mais le très jeune Maurice contribue, au moins au début, à l'hagiographie : « Les paroles du Maréchal Pétain, le soir du 25 juin, rendaient un son presque intemporel ; ce n'était pas un homme qui nous parlait, mais du plus profond de notre histoire nous entendions monter l'appel de la grande nation humiliée. » Claudel, pour la Noël 40, y va de son ode : « France, écoute ce vieil homme qui sur toi se penche et qui te parle comme un père ! »

« Fille de Saint Louis, écoute-le et dis : En as-tu assez maintenant de la politique ? »

Le maréchalisme de base, celui des manifestations populaires d'attachement à Pétain, sera un capital politiquement plus durable que l'attachement à la Révolution nationale proprement dite. Un certain nombre de Français, même lorsqu'ils contestèrent politiquement les orientations du régime, et tout particulièrement la collaboration de l'Etat français avec le Reich, conserveront à l'égard de Pétain des trésors d'indulgence, établiront des distinctions subtiles entre le « Maréchal » et ses ministres. Cela les aidera beaucoup à se persuader que de Gaulle et Pétain menaient le même combat, l'un portant l'épée, l'autre le bouchier. Et, en 1944 encore, dans les villes de zone nord servies de *Marseillaise* et de drapeaux tricolores, la venue du « Maréchal » continuait de rassembler des bataillons de maréchalistes fervents.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- *Images de la France de Vichy*, Paris, La Documentation française, 1988, 254 p.
- Henri Amoureux, *Quarante millions de pétainistes*, Paris, Laffont, 1977, 549 p.
- Herbert R. Lotman, *Pétain*, Paris, Le Seuil, 1984, 723 p.

Demain :
Nous, Philippe Pétain...

L'aggravation du conflit libanais et ses conséquences diplomatiques

La Syrie et ses alliés réaffirment leur détermination de faire tomber le général Aoun

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

L'appel au cessez-le-feu général au Liban lancé mardi soir 15 août par le Conseil de sécurité de l'ONU sera-t-il mieux entendu que ceux déjà lancés de toutes parts ? On en doute à Beyrouth. Le calme très relatif qui règne ici depuis vingt-quatre heures va, en effet, de pair avec un renforcement des pressions militaires sur le terrain, où quasiment tous les fronts enserment le pays libanais ont été réactivés. La bataille s'est pour l'instant déplacée sur les frontières du Liban et c'est pour cela que nous respirons un peu, nous disait mardi soir un responsable chrétien, affirmant toutefois que « ce répit serait de courte durée ».

Celui-ci n'a cependant pas levé la crainte des Libanais, qui, pour la sixième journée consécutive, sont restés cloîtrés chez eux. Les préparatifs militaires observés sur le terrain du côté des alliés de Damas et des forces syriennes se sont poursuivis, notamment dans la plaine orientale de la Bekaa, très touchée par les bombardements de l'artillerie

du général Aoun, et sur les crêtes du Mont-Liban épargnées jusque-là. A Damas, les alliés libanais et palestiniens de la Syrie se sont, pour la première fois dans la capitale syrienne, réunis en compagnie des ministres syrien et irakien des affaires étrangères pour renouveler leur détermination à provoquer la chute du général Aoun et dénoncer « l'appel qui lui apporte le régime irakien ».

A Beyrouth, c'est M. Selim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane, qui se montre au créneau pour affirmer que le général Aoun « assume la responsabilité directe de la dégradation de la situation par son insistance à poursuivre ce qu'il nomme une guerre de libération et en refusant un cessez-le-feu ».

« Comment le général Aoun prétend-il appuyer les résolutions du sommet de Casablanca alors que celles-ci comprennent un appel clair au cessez-le-feu qu'il refuse », a-t-il demandé, avant d'ajouter : « Il faut que ceux qui sont intéressés par le sort du Liban prennent cette vérité en considération. Il ne suffit pas de lancer des appels humanitaires et de distribuer

arbitrairement des accusations ». M. Hoss fait allusion dans sa déclaration aux propos du général Aoun qui avait affirmé lundi qu'il n'y aurait pas de cessez-le-feu avant la programmation du retrait syrien. A cet égard, si la réunion du Conseil de sécurité qu'il souhaitait depuis le début de sa « guerre de libération », le 14 mars dernier, est un succès politique pour le général Aoun, il ne fait pas de doute non plus que la déclaration adoptée par les quinze membres du conseil de sécurité le 14 mars dernier, est un succès politique pour le général Aoun, car tous ont été les conséquences d'une intensification de la violence. En outre, il ne peut accepter que ce soit qui ne prévoit pas un retrait syrien.

En faveur de qui va jouer le temps accordé par le Conseil de sécurité (réuni d'urgence peut-être, mais pour une déclaration qui n'est pas de nature à modifier très vite la situation) : c'est aujourd'hui la question que se posent les Libanais, pour lesquels l'heure reste au pessimisme le plus noir.

FRANÇOISE CHÉPAUX

Jean-Paul II dénonce le « génocide » et souhaite se rendre à Beyrouth

Le pape Jean-Paul II a annoncé, mardi 15 août, qu'il souhaiterait se rendre à Beyrouth et à suppléer les autorités syriennes d'arrêter les bombardements qui ravagent la capitale libanaise, où un véritable « génocide est en train de se commettre ». S'adressant à deux mille pèlerins du monde entier rassemblés dans la cour de sa résidence d'été à Castelgandolfo, le souverain pontife a déclaré qu'il avait « souhaité plus d'une fois se rendre au Liban » et que « chaque jour dans ses prières il se retrouve là-bas en pèlerinage ».

« Mais en ce qui concerne ma présence physique dans cette région et mon ministère pastoral parmi ces frères, on m'a conseillé de surseoir pour le moment à cause de la situation », a répliqué le pape. Notant que ces jours-ci la situation s'était encore aggravée, Jean-Paul II a dit : « Je sens encore plus en ce moment l'impératif intérieur de me rendre au Liban. Je prie, afin que l'on ne m'oppose pas de difficultés pour la réalisation de ce ministère pastoral ».

La France « renforce sa présence navale »

Le pape, visiblement ému, a lancé un appel à la Syrie : « Assez de Dieu, au nom de Dieu », a-t-il répété deux fois. « Je m'adresse aux autorités syriennes pour leur demander d'arrêter les bombardements qui visent à la destruction de la capitale libanaise et du pays tout entier ». Il a également lu aux pèlerins une lettre que lui ont adressée des Beyrouthins : « De nos abris souterrains, sous le silence des fûts et l'explosion des obus nous nous orions vers vous notre terre profonde ».

Pour sa part, la France a décidé mardi de « renforcer sa présence navale » en Méditerranée orientale en y déplaçant une frégate et pour soutenir son offensive diplomatique pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu au Liban. Alors qu'un émissaire français se rendait à Moscou pour y discuter des moyens de favoriser la cessation des combats, Matignon a annoncé que la frégate *Duquesne* — un bâtiment lance-missiles de moyen tonnage — avait appareillé mardi matin pour rejoindre deux autres navires français en Méditerranée orientale (nos dernières éditions du 16 août).

L'hôtel Matignon a souligné dans un communiqué que la France « poursuivait et intensifierait son action diplomatique auprès des capitales concernées et des organisations internationales pour un arrêt immédiat des combats ». Parallèlement, on indiquait au Quai d'Orsay que M. Roland Dumas avait envoyé mardi un « message personnel à l'ensemble de ses collègues des Douze pour les informer du déroulement de l'action diplomatique française ». La Belgique avait souhaité lundi une initiative des Douze en faveur du Liban.

La décision de « renforcer la présence navale de la France dans la zone » a été prise afin de pouvoir « apporter toute assistance qui pourrait être demandée et d'être en mesure de porter secours à la communauté internationale », précise le communiqué de Matignon. Il rappelle notamment que l'ambassade de France à Beyrouth a été touchée à plusieurs reprises par des tirs d'artillerie.

L'offensive diplomatique française s'est également poursuivie mardi avec le voyage du directeur du cabinet de M. Dumas, M. Jacques Andréani, qui s'est rendu à Moscou pour s'entretenir avec le premier vice-ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh. Les initiatives de Paris visent notamment à réactiver les efforts de paix du comité tripartite de la Ligue arabe (Maroc, Algérie, Arabie saoudite), qui a, de son côté, renouvelé mardi son appel à un cessez-le-feu. Ce désir semble être partagé à Moscou, où un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a souligné lundi que le comité avait « besoin d'un soutien plus ferme et mieux coordonné ».

La France et l'URSS avaient publié en juillet, à l'occasion de la visite du numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev, une déclaration commune sur le Liban appelant à « un cessez-le-feu immédiat et rigoureusement respecté ».

Deux autres émissaires français, M. Alain Decaux, ministre délégué à la Francophonie, qui a rencontré le pape Jean-Paul II, et M. Patrick Leclercq, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay, qui s'étaient notamment entretenus à Tunis avec le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khibi — ont rendu compte de leurs missions respectives à M. Dumas. Quant au secrétaire d'Etat pour les relations culturelles internationales, M. Thierry de Beauchamp, il a rencontré le roi Hassan II du Maroc après une brève visite au Caire. (AFP).

Le gouvernement israélien déplore l'« indifférence » de la communauté internationale

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les dirigeants israéliens dénoncent haut et fort ce qu'ils appellent l'« indifférence » de la communauté internationale à l'égard des chrétiens du Liban, mais assurent, dans le même souffle, qu'ils n'ont aucunement l'intention de venir à l'aide de leurs anciens « alliés » libanais.

Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a ainsi appelé, mardi 15 août, les deux super-puissances à faire pression sur la Syrie et stigmatiser l'absence de réactions de l'opinion internationale « alors que des dizaines de civils sont tués chaque jour ». Mais il a souligné qu'Israël n'avait aucune velléité d'intervention. Le premier ministre faisait partie du gouvernement qui décida l'intervention israélienne au Liban en 1982 et ordonna plusieurs séries de bombardements aériens sur Beyrouth.

Même tonalité dans les propos du chef travailliste et ministre des finances, M. Shimon Peres, qui a souligné « la relative apathie » de la communauté internationale à l'égard des souffrances des chrétiens du Liban tout en affirmant qu'Israël n'avait « aucunement l'intention de retourner » dans ce pays.

Devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, a jugé que, pour le moment, il n'était pas utile qu'Israël rappelle publiquement à la Syrie qu'il y avait certaines limites, « des lignes rouges », à ne pas dépasser au Liban — sauf à « nuire » sur les intérêts de sécurité de l'Etat hébreu.

Le Conseil de sécurité des Nations unies appelle au cessez-le-feu

WASHINGTON
correspondance

Après plusieurs heures d'intenses consultations qui se sont prolongées tard dans la nuit de mardi à mercredi 16 août, les membres du Conseil de sécurité des Nations unies, réunis à l'initiative du secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, se sont mis d'accord sur les termes d'une déclaration invitant « toutes les parties intéressées » à observer un cessez-le-feu immédiat et complet au Liban.

Sans préjuger son action ultérieure, le Conseil demande au secrétaire général de l'Organisation internationale, en coopération avec le comité tripartite de la Ligue arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite), de prendre les contacts nécessaires au respect d'un éventuel cessez-le-feu. Le Conseil invite tous les Etats à soutenir l'action de ce comité, notamment ses propositions de règlement de la crise libanaise. Celle-ci, estime le Conseil, doit être considérée sous tous ses aspects, y compris celui de l'unité nationale du Liban. Dans l'immédiat, tenant compte des « indices souffrants » du peuple libanais, les parties sont invitées à mettre fin aux opérations, aux bombardements sur terre et par mer, à lever les sièges et à ouvrir les voies de communication.

La délégation française a joué un rôle actif dans la mise au point

laborieuse de ce document. Certes, une résolution du conseil aurait eu un poids plus lourd, mais l'élaboration aurait pris beaucoup de temps, étant donné la difficulté à trouver un langage suffisamment dosé pour ne pas provoquer un débat acrimonieux entre les membres du conseil. Dans ce contexte, la déclaration du conseil répondait à la nécessité d'agir d'urgence, en même temps que, par le président algérien du Conseil de sécurité, elle a pris un caractère solennel.

L'initiative de M. Pérez de Cuellar était justifiée par l'échec des pays arabes dans leurs efforts pour aboutir à un cessez-le-feu. La démarche du secrétaire général marquait également le début d'une intervention plus active de l'organisation internationale dans la crise du Liban.

Otages : M. Bush pessimiste

Par ailleurs, avant de partir en vacances dans sa maison de Kennebunkport (Maine), le président Bush s'est adressé aux journalistes avec une franchise et un réalisme très proches du pessimisme. Le président a pratiquement fait un aveu d'impuissance concernant les otages américains au Liban en admettant implicitement que deux semaines d'une intense activité diplomatique et la menace de l'intervention militaire américaine n'avaient pas rapproché le problème des otages d'une solution. « Nous continuerons nos efforts », a-t-il dit, en demandant à l'Iran d'aider à la libération des otages. Cette contribution serait un « bon et clair signal » du désir de Téhéran de rétablir ses relations avec les Etats-Unis, a-t-il en substance le président, mais en ajoutant que, à la lumière des signaux de Téhéran, il était difficile de déterminer si le président Rafsanjani contrôlait bien la situation. Renouvelant son appel à l'Iran, le président a déclaré : « Nous n'avons pas à être hostiles à l'Iran jusqu'à la fin de nos jours... ».

Enfin, le président Bush a justifié l'absence d'une action militaire de représailles à la suite de la mort du colonel Higgins par le souci de ne pas mettre en danger la vie d'autres Américains. « Je ne veux pas être responsable de la perte de vies humaines innocentes », a-t-il dit. Mais, en même temps, il n'a pas exclu la possibilité de recourir à la force dans certaines circonstances. Apparemment, le président ne semble pas avoir retenu la suggestion de poursuivre en justice le cheikh Obeid en demandant son extradition à Israël.

En outre, l'escalade des combats au Liban préoccupe gravement les milieux officiels dans la mesure où elle rend encore plus difficiles les efforts engagés pour obtenir la libération des otages. Aussi, le département d'Etat avait, lundi 14 août, condamné sévèrement les Syriens et leurs alliés, mais, finalement, il s'est rallié mardi au langage plus modéré employé par le Conseil de sécurité des Nations unies.

HENRI PIERRE

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk estime que son pays est « au seuil d'une ère nouvelle »

Le gouvernement américain a exprimé, mardi 15 août, l'espoir d'un « dialogue actif » avec le nouveau président sud-africain, M. Frederik De Klerk, en vue de promouvoir des négociations entre la minorité blanche au pouvoir et la majorité noire. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, s'est cependant refusé à indiquer si M. De Klerk, qui avait été invité aux Etats-Unis par le secrétaire d'Etat, M. James Baker, mais avait dû renoncer à cette visite en raison de l'opposition du Congrès, serait à nouveau invité à Washington maintenant qu'il assume la présidence. « Le niveau du dialogue sera déterminé mutuellement dans nos discussions avec le nouveau gouvernement », a-t-il dit.



PANCHO

qu'il appartient au Parti national. M. De Klerk ne méritait pas le temps que le monde veut lui accorder pour changer le pays. Le temps de faire quoi ? Tout ce qu'il veut est de nous donner l'apartheid... M. De Klerk est un véritable crétin [crispé en afrikaans, c'est-à-dire un conservateur].

A Lusaka, l'ANC (Congrès national africain) parlant de « l'ignominieuse » chute de Pieter Botha a estimé que c'était « le signal du début de la fin du système de l'apartheid ». M. Alfred Nzo, secrétaire général du mouvement, en exil, a déclaré que M. De Klerk serait « le dernier des dirigeants illégitimes de l'apartheid dans notre pays ».

Chacun attend du nouveau président qu'il passe à l'action et prove concrètement la réalité de ses bonnes intentions. N'a-t-il pas affirmé qu'il voulait « un pays libre de la domination et de l'oppression sous toutes ses formes » ? Rien de fondamental ne sera annoncé avant les élections. Ensuite, le nouvel homme fort de l'Afrique du Sud devra dévoiler ses batteries. Le véritable test commencera alors, et cet ancien avocat disposera de peu de temps pour prouver qu'il est un véritable réformateur. Son action passée en rend plus d'un sceptique. N'est-il pas celui, comme le rappelle le professeur David Welsh, de l'université du Cap, qui avait pressé le président Botha de mettre un bémol au projet réformiste qu'il s'appropriait à annoncer dans le discours du Rubicon le 15 août 1985 ? Un discours qui fut en fait son premier pas vers le déclin et la chute. Quatre ans plus tard, jour pour jour, il a ôté la place à la suite d'une querelle de palais rocambolesque que M. Zach de Beer, coleader du parti démocrate, a qualifié de « plutôt sordide ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

ALGÉRIE : conseiller du président

Le général Belhouche quitte ses fonctions

Le général Belhouche, soixante-cinq ans, le plus haut gradé de l'armée algérienne, a quitté ses fonctions aux termes d'un décret présidentiel du 9 juillet, publié au *Journal officiel* de la République algérienne du 19 juillet 1989 et distribué mardi 15 août. La décision du président Chadli Bendjedid de mettre fin aux activités de son conseiller aux affaires militaires semble s'inscrire dans le processus de dépolitisation de l'armée algérienne, entamé après les émeutes d'octobre 1988.

Le décret n'indique pas que le général Belhouche sera « appelé à d'autres fonctions », selon la formule consacrée, ce qui laisse supposer que son retrait de la vie publique pourrait être définitif. A plusieurs reprises, ces derniers mois, on avait d'ailleurs laissé entendre qu'il souhaitait prendre sa retraite. A la suite des émeutes de l'an passé, le général, chargé de superviser l'état d'urgence, avait déjà quitté ses fonctions de chef d'état-major pour le poste de conseiller du président aux affaires militaires.

Il avait rejoint ainsi d'autres officiers de la « vieille garde », notamment le général Mohammed Attia, inspecteur général de l'armée. Les destinées des forces gouvernementales étaient confiées à la génération suivante d'officiers de carrière, formés dans les grandes écoles militaires, en particulier les généraux Khaled Nezzar à l'état-major, Lamine Zeroul, à l'armée de terre, Abdelmalek Guemzaï, à l'armée de l'air, et Abdelmajid Taghit, à la marine. Quelques mois plus tard, en mars 1989, l'armée décida de se retirer du comité central du Front de libération nationale (FLN), au pouvoir, dont elle occupait d'office un nombre important de sièges et où

elle avait joué un rôle politique primordial.

Prenant acte de la décision du président Chadli Bendjedid d'instaurer le multipartisme, l'armée, selon son porte-parole, connaît qu'elle « ne saurait s'impliquer dans le jeu complexe des tendances », tout en apportant « sa totale adhésion au processus démocratique en cours ». Le retrait du général Belhouche ne semble pas être une disgrâce politique : ce vétéran de la guerre de libération nationale continuait, semble-t-il, à entretenir de bonnes relations personnelles avec le chef de l'Etat, en faveur duquel il s'était déstabilisé en 1979, lors de la succession de Boumedienne.

Il avait aussi joué un rôle de premier plan dans la destitution du président Ahmed Ben Bella, le 19 juin 1965. Homme discret, peu loquace, il était apprécié pour ses médiations entre groupes rivaux.

Agitation à Constantine

D'autre part, des habitants de la banlieue de Constantine, la deuxième ville d'Algérie, ont bloqué, dimanche, la route qui traverse leur bidonville et cette action s'est accompagnée de violences et de destruction de biens publics », rapporte, mardi, le quotidien *El Moudjahid*. Le calme serait revenu dans le bidonville de Dahsi, après l'intervention des forces de l'ordre, mais la route était toujours bloquée tandis qu'un important cordon de sécurité était maintenu en place, rapporte encore le journal algérien. Aucune indication n'a été fournie sur l'étendue des dégâts et il n'est fait aucune mention de blessés. — (AFP, AP.)

سنة ١٤١٠ هـ

Diplomatie

Le voyage de M. Michel Rocard dans le Pacifique sud

M. Michel Rocard devait quitter Paris, mercredi 16 août, pour une tournée dans le Pacifique sud, qui commencera par un séjour en Australie et se conclura par une visite sur l'atoll de Mururoa, où se déroulent les essais nucléaires français, comme de discordance persistante entre les gouvernements français et australien. Mais ce désaccord n'empêche plus un réchauffement des relations entre Paris et Canberra, qui trouve sa traduction avec la visite de M. Rocard. L'Hôtel Matignon souligne que les deux pays ont désor-

mais « un niveau de désaccord normal », et que la France entretient un « dialogue majeur » avec une Australie devenue « un partenaire essentiel ».

L'entourage du premier ministre indique que ce voyage « s'inscrit dans la perspective d'une coopération régionale dans le Pacifique » et de l'intégration de la France dans cet environnement régional. Ce voyage était donc programmé, ajoute-t-on, avant que M. Rocard, en visite en Nouvelle-Calédonie à l'occasion des obsèques de

Jean-Marie Tjibaou, au mois de mai ne s'engage à revenir sur le territoire français après les élections provinciales de juin.

Cette volonté d'intégration régionale explique, selon les proches du premier ministre, le choix d'un programme qui mêle territoires français (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie) et États de la zone. De même, le choix d'un grand (Australie) et d'un petit (Fidji) pays a une « valeur symbolique ».

Lors de sa visite à Fidji, M. Rocard s'entretiendra avec M. Henry Naisali, secrétaire général du Forum du Pacifique sud, organisation qui regroupe l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les micro-États insulaires de la région.

M. Rocard sera accompagné de M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, et de M. Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. Il sera rejoint en Polynésie par M. Gérard Renon, secrétaire d'État à la défense.

Première étape : l'Australie

Après la réconciliation politique, la relance de la coopération économique

SYDNEY
de notre correspondant
dans le Pacifique sud

M. Michel Rocard aura été précédé à Canberra par Bruce Lalonde, secrétaire d'État chargé de l'environnement, d'Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et d'Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

Son déplacement répond à la visite effectuée à Paris il y a deux mois par son homologue australien, M. Bob Hawke. Les deux hommes ont établi des liens de confiance. Mais rien n'aurait été vraiment possible entre les deux chefs de gouvernement sans la signature des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, accueillie ici par un immense soulagement.

Canberra a salué abondamment la performance et n'a eu de cesse depuis de soutenir la démarche française. La diplomatie australienne ne ménage aucun moyen de pression pour marginaliser de la scène internationale le chef du Front uni de libération kanak (FULK), M. Yann Célané Uregei, adversaire déclaré d'avoir compromis en Nouvelle-Calédonie, et a pesé de tout son poids pour que le Forum du Pacifique sud, réuni en juillet sur l'île de Kiribati, se félicite des « progrès réalisés par le gouvernement de M. Rocard dans la mise en œuvre des accords de Matignon ». Ces efforts au sein du comité de décolonisation de l'ONU, sur les tablettes duquel figure depuis 1986 le dossier calédonien, vont dans le même sens, ainsi que l'a souligné, encore mardi, la modération d'un projet de résolu-

tion adopté, à l'unanimité, par le Comité spécial de décolonisation.

Certes, une telle description autour de la Nouvelle-Calédonie ne fait pas oublier en Australie cette autre pomme de discorde liée à la présence française dans le Pacifique sud que représentent les essais nucléaires de Mururoa. Mais Canberra a renoncé à en faire un *caveau* béni.

Dès lors, la voie devenait libre pour relancer une coopération économique jusque-là en souffrance. Les exportations françaises en Australie ont augmenté de 36 % en 1988 et fait un bond de 110 % au premier semestre de 1989 (par rapport à la même période de 1988). S'il est vrai que ces chiffres flattaient sur le papier, ils ont été renforcés par la livraison exceptionnelle de huit Airbus A-320, la vigueur du redémarrage n'est pas moins notable. Dans l'autre sens, les exportations australiennes en France ont également progressé, bien que suivant un rythme plus modéré (6 % à 8 %).

Mais beaucoup plus encourageantes pour les deux pays sont les occasions qui s'offrent en matière de coopération industrielle. Les stratégies sont complémentaires. Exportatrices de matières premières et de produits agricoles et importatrices de biens manufacturés — schéma qui s'apparente à celui d'un pays sous-développé — l'Australie est aujourd'hui particulièrement friande de transfert de technologie et d'investissements industriels, spécialités dans lesquelles la France attend qu'un signe pour offrir ses services.

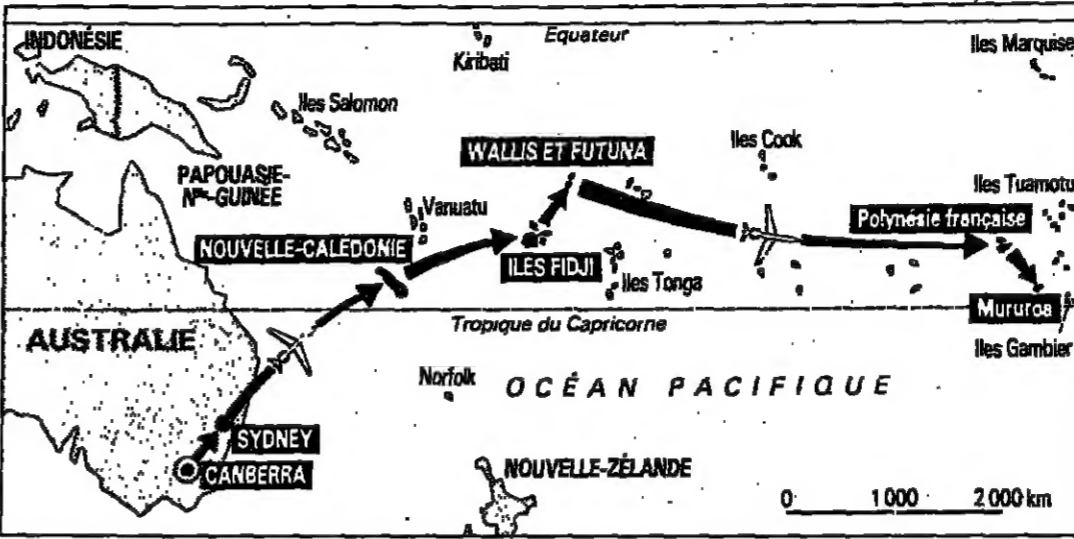
Qu'il s'agisse de Thomson pour l'équipement de radar et de sonars, de Rhône-Poulenc pour la production de gallium et de « terre rare »,

de Pechiney dans le secteur de l'aluminium ou d'Alstom pour la fourniture de câbles sous-marins à fibres optiques, etc., la liste des contrats signés ou en préparation donne la mesure du coup de fouet donné à l'implantation de sociétés françaises en Australie.

Convergences
sur l'environnement

Dans ce contexte, la récente découverte d'une sensibilité commune dans le domaine de l'environnement a complété le tableau des retrouvailles par une indiscutable touche de solennité. Si elle ne se résume pas à une totale virginité sur ce territoire en raison de ses activités nucléaires, la France a, en tout cas, marqué de sérieux points dans l'opinion australienne en ayant pris l'initiative, conjointement avec Canberra, de bouter la convention de Wellington réglementant l'exploitation minière dans l'Antarctique au motif que le texte n'est pas assez audacieux.

Réactualisant le traité sur l'Antarctique vieux de trente ans, la convention mise au point l'an dernier à Wellington en Nouvelle-Zélande envisage la perspective d'une exploitation des richesses dormantes sous le continent de glace (or, pétrole, uranium, charbon), ne serait-ce que pour mieux commencer à y opposer des garde-fous. Mais la France et l'Australie, seules parmi les vingt-deux signataires du traité de 1959, plaident de concert pour une interdiction totale de toute forme d'exploitation. « Il faudra aller beaucoup plus loin, indiquait Michel Rocard dans le dernier numéro de l'Express : Nous allons



travailler ensemble à la mise au point d'un mémorandum et le remettre aux signataires du traité sur l'Antarctique. Nous leur demandons de faire de ce continent une réserve internationale ».

La complexité n'est pas l'occasion de ce genre de croisade commune peut se révéler précieuse pour la France à l'heure où Canberra déploie un activisme diplomatique remarquable dans la zone Asie-Pacifique. On a vu de la récente conférence à Paris sur le Cambodge où l'Australie, très attentive à tout ce qui touche la péninsule indochinoise, s'est vu confier la coprésidence — avec le Japon — de la commission « reconstruction ». On a constaté régulièrement lors des réunions du GATT, où le groupe de Cairns, dirigé par l'Australie et regroupant une centaine de petits

pays — principalement asiatiques et sud-américains — mise une guerre d'assurance contre les subventions agricoles, tout en jouant les médiateurs entre la CEE et les États-Unis.

Mais le geste australien le plus original est incontestablement le projet de création d'une organisation économique de type OCDE propre à l'Asie-Pacifique. Il s'agit d'initier le projet de statut d'observateur, espérant que l'Australie lui fournira un généreux coup de main. L'onde de choc créée par la signature des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie est encore loin d'avoir épuisé ses effets.

FRÉDÉRIC BOBIN.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

Asie

CORÉE DU SUD : l'opposition accusée de « collusion » avec le Nord

M. Kim Dae-jung estime que la « trêve » avec le pouvoir est rompue

TOKYO
de notre correspondant

La principale figure de l'opposition, M. Kim Dae-jung, luttant une nouvelle fois pour sa survie politique : il a été en effet accusé, samedi 12 août, par le parquet de Séoul d'avoir accepté de l'argent d'un ancien membre de son parti, M. So Kyung-won, qui l'aurait lui-même reçu de Corée du Nord. Les autorités affirment en outre que M. Kim avait été informé à l'avance du voyage de M. So à Pyongyang. S'il s'agit de faits, les deux faits constituent une violation de la loi sur la sécurité nationale. Déjà interrogé par la justice pendant vingt-deux heures au début août, M. Kim devra se présenter une nouvelle fois aux autorités le 22 août.

L'affaire risque d'entamer la crédibilité de M. Kim et celle du Parti pour la paix et la démocratie (PPD), dont il est le président, auprès de l'électorat modéré. Elle pourrait se traduire par une crise au sein de la principale formation d'opposition et par une aggravation de la tension politique. Quatre des sept personnes impliquées dans ce scandale sont en effet membres du parti de M. Kim Dae-jung. Ce dernier a déclaré, dimanche, qu'étant donné cette affaire, il ne pouvait pas « la trêve avec le régime Roh est terminée » et que son parti n'a pas d'autre solution que de « lutter par tous les moyens contre ceux qui veulent le détruire ».

M. So, arrêté le 28 juin par les services secrets (l'Agence de planification de la sécurité, ancienne KCIA), a été formellement inculpé d'espionnage et encourt une peine de prison à perpétuité. Il est accusé de s'être rendu illégalement en Corée du Nord en août 1988 et d'avoir reçu 50000 dollars à Pyongyang, puis 12000 dollars d'un agent nord-coréen en Europe de l'Est à son retour. En échange de cet argent, il aurait fourni des informations sur la situation sud-coréenne. M. So s'est volontairement présenté aux auto-

rités le 25 juin, sous la pression des dirigeants de son parti après les avoir informés de sa visite secrète à Pyongyang quelques mois auparavant. Il avait confié à M. Kim Dae-jung, Deux de ses parents, également détenus, sont accusés d'avoir dépensé 150000 dollars pour l'organisation en février dernier d'une manifestation de paysans hostiles à l'ouverture du marché agricole qui avait tourné à l'émeute — somme dont l'origine reste inconnue mais dont la police soupçonne qu'elle viendrait de Pyongyang.

De vieilles
allégations

Une autre personne soupçonnée d'être impliquée dans cette affaire est l'ex-vice-président du PPD, M. Moon Dong-hwan, frère cadet du pasteur Moon Ik-hwan, qui se rendit à Pyongyang en mars et passe actuellement en jugement. M. Moon, qui a démissionné de ses fonctions dans le parti au lendemain de l'arrestation de M. So, dont il était le « parrain » politique, a été récemment empêché, ainsi que sa femme, de nationalité américaine, de quitter Séoul pour les États-Unis. M. Kim Dae-jung et Moon Dong-hwan étaient-ils au courant du voyage de M. So à Pyongyang ? M. Kim confia-t-il à M. So une lettre adressée au président Kim Il-sung, comme l'affirment les services secrets ? Début août, M. Kim Dae-jung rejeta toutes les charges qui pesaient contre lui. A ces premières accusations s'est ajoutée désormais celle, plus grave, d'avoir accepté une partie de l'argent que M. So aurait reçu des Coréens du Nord. La somme en question est certes peu importante, mais le fait de l'avoir acceptée (s'il est établi) risque de compromettre sérieusement l'avenir politique de M. Kim dans un pays où la « menace du Nord » est encore viscéralement ressentie par la majorité.

Cette affaire ravive les vieilles allégations que faisait déjà courir le

régime Park Chung-hee (1961-1979) sur M. Kim Dae-jung, selon lesquelles il aurait été lié aux communistes de sa ville natale de Mokpo au lendemain de la guerre. Des accusations qui n'ont jamais pu être justifiées mais qui tendaient à faire planer le doute que M. Kim serait un sympathisant des communistes et à lui aliéner ainsi les couches modérées de la population. Sous différents chefs d'accusation, M. Kim Dae-jung a passé la majorité des vingt dernières années en exil, en résidence surveillée ou en prison.

Cette fois, sans préjuger la réalité de faits qui restent à établir, on ne peut que constater que ce « scandale d'espionnage » servait à un moment opportun pour le pouvoir une élection partielle doit avoir lieu à Séoul le 18 août, à la suite de l'annulation de l'élection d'un candidat gouvernemental, occasion que le PPD voulait saisir pour cultiver les classes moyennes et se donner l'image d'un parti centriste.

A la suite de l'accord intervenu en mars dernier entre le président Roh et M. Kim Dae-jung (le renoncement au référendum sur la première année du mandat du président étant compensé par des assurances données par ce dernier concernant la poursuite de l'enquête sur le régime de son prédécesseur déchu, M. Chun Doo-hwan), le PPD avait diminué ses attaques contre le gouvernement. Un assoupissement qui, pour tactique qu'il ait pu être, a suscité la colère des habitants de Kwangju, victimes en 1980 d'une féroce répression par l'armée : pour la première fois, M. Kim Dae-jung, un « enfant » de la province de Cholla (où est situé Kwangju), et héros de cette ville martyre, y a été accueilli en juin par une population hostile. Coupé des mouvements radicaux, il est aujourd'hui bloqué dans sa tentative d'attirer l'électorat modéré par cette affaire d'espionnage.

Les accusations portées contre M. Kim sont les plus graves formulées à son égard depuis la fin du régime Chun Doo-hwan et les

mesures de libéralisation annoncées par M. Roh en juin 1987. Elles s'inscrivent en fait dans une vaste opération contre les opposants. Les contacts pris directement par certains d'entre eux avec la Corée du Nord, à la suite de la déclaration d'ouverture en direction de Pyongyang du président Roh Tae-woo, le 7 juillet 1988, ont donné un brutal coup de frein à cette politique et placé le chef de l'État dans une situation délicate à l'égard de la droite de son parti et des militaires. Dans sa déclaration du 7 juillet, M. Roh avait affirmé que le Nord ne devait plus être considéré comme un ennemi mais comme un partenaire.

Contacts
secrets

Tandis que les étudiants et les éléments radicaux des syndicats entretenaient un climat de violence dans les rues, au moins deux opposants sont allés en Corée du Nord ces derniers mois au nez des services secrets. Une étudiante, M^{lle} Im So-kyong, s'est même rendue clandestinement à Pyongyang pour le Festival international de la jeunesse au début de juillet, malgré l'interdiction des autorités. A son retour, mardi, elle a été arrêtée ainsi que le Père Moon Gyu-hyon, qui l'avait aidée à se rendre en Corée du Nord. L'Église coréenne a été placée dans une position embarrassante par les contacts intempestifs des opposants avec le Nord : fin juillet, le Père Moon Gyu-hyon s'est lui-même rendu à Pyongyang à la demande d'un petit groupe religieux de Séoul auquel il appartient, l'Association des prêtres catholiques coréens pour la justice, afin d'accompagner M^{lle} Im dans son équipe de retour en Corée du Sud. La conférence épiscopale coréenne a aussitôt déclaré qu'elle se dissociait d'une telle initiative.

Les autorités font valoir que tous les contacts avec la Corée du Nord doivent être gérés par le gouverne-

ment. Après des initiatives spectaculaires, comme la visite à Pyongyang en janvier dernier du président du groupe Hyundai (avec l'approbation des autorités de Séoul), la politique d'ouverture en direction de Pyongyang paraît avoir été gelée, notamment depuis l'invitation à se rendre à Pyongyang adressée au pasteur Moon Ik-hwan par le président Kim Il-sung. Des contacts secrets entre les autorités des deux pays n'en semblent pas moins avoir été maintenus.

Le climat de détente que supposait la politique d'ouverture vers le Nord a surtout eu pour résultat d'accroître le développement des relations de la Corée du Sud avec la Chine, l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est (second volet de la déclaration du 7 juillet de M. Roh). Mais peu de progrès substantiels ont été accomplis dans l'approfondissement du dialogue entre les deux Corées. Pyongyang, il est vrai, n'a guère montré d'intérêt à des contacts directs avec le Sud (en matière économique, par exemple), mettant comme préalable un certain nombre de conditions difficilement acceptables par Séoul. Les opposants sud-coréens ont rejeté la faute sur les autorités du Sud, estimant qu'une fois de plus elles n'étaient pas sincères dans leur politique d'ouverture.

Les autorités sud-coréennes s'emploient actuellement à reprendre en main une situation intérieure qui a failli leur échapper. Elles cherchent à réprimer le mouvement étudiant (le groupe Chondaebyong étant particulièrement visé) et à juguler des syndicats, souvent liés à des organisations dissidentes, dont les demandes menacent l'équilibre économique, et notamment la compétitivité des produits coréens à l'étranger. Depuis le mois d'avril, cinq cent quarante personnes considérées comme des activistes de mouvements syndicaux, religieux et paysans auraient été arrêtées.

Le gouvernement vise en réalité à étouffer l'opposition extra-

parlementaire. Pour mener à bien une telle opération, il lui faut aussi neutraliser une personnalité difficilement contrôlable, plus charismatique, voire démagogue à ses heures, que les autres figures de l'opposition : Kim Dae-jung. Celui-ci est en outre dans le collimateur de la droite et des militaires à cause de ses demandes répétées de comparution de l'ex-président Chun devant le Parlement et de mise à l'écart de l'ex-général Chang Ho-nyong, qui commandait les forces spéciales à Kwangju.

Les accusations qui pèsent sur M. Kim Dae-jung pourraient conduire à un réajustement des forces d'opposition : le nouveau Parti républicain de M. Kim Jong-pil a déjà annoncé qu'il était prêt à soutenir la politique d'« élimination de la menace exercée par les forces révolutionnaires » menée par le gouvernement. Quant à M. Kim Dae-jung, il risque d'être isolé : une situation dont son rival, M. Kim Young-sam, président du Parti pour la réconciliation démocratique, pourrait bien chercher à profiter plutôt que de serrer les rangs de l'opposition.

Ph. P.

● AFGHANISTAN : Kaboul à nouveau pilonnée. — Alors que dix-huit roquettes s'étaient déjà abattues, mardi 15 août dans la nuit, sur la capitale afghane, endommageant légèrement la piste de l'aéroport, les bombardements se sont intensifiés dans la soirée et mercredi matin, au moins quarante nouvelles roquettes atteignant la ville. Les roquettes tirées contre Kaboul au cours des quatre dernières semaines ont fait cent quatre-vingt-huit morts et quatre cent quatre-vingt-trois blessés. Par ailleurs, le périmètre de sécurité autour de la ville a été élargi, à la suite d'informations faisant état de la livraison aux moudjahidines par les États-Unis de nouvelles roquettes à longue portée. — (AFP.)

Europe

POLOGNE : la crise politique

Les manœuvres se poursuivent pour la formation d'un gouvernement de « responsabilité nationale »

La Pologne, sans gouvernement depuis plus de deux semaines, a entamé, mercredi 16 août, une nouvelle journée de tractations politiques visant à déboucher l'impassée créée par les revendications de Solidarité sur la formation d'un gouvernement.

Les contacts se poursuivent dans les coulisses du Parlement, réuni mercredi et jeudi en session ordinaire. Le sénateur de Solidarité Jarosław Kaczyński a mené mardi des entretiens avec les deux petits partis, ex-alliés du Parti communiste, et qui font aujourd'hui la balance dans cette crise gouvernementale, le Parti paysan (ZSL) et le Parti démocrate (SD). Les groupes parlementaires de Solidarité et du ZSL devaient tenir une réunion commune, et il n'était pas exclu que les chefs des différentes formations

politiques répondent dès mercredi à l'invitation lancée la veille par le général Jaruzelski. Celui-ci, dans une déclaration diffusée mardi soir par la présidence de la République, a exprimé sa « préoccupation à l'égard de l'instabilité croissante de la situation politique et économique en Pologne » et a donc proposé de réunir, « dès que possible », « les représentants des principales forces politiques et sociales », afin de rechercher « des solutions rationnelles » à la crise.

A Gdansk, Lech Wałęsa a réagi favorablement à cet appel, tout en maintenant la pression : « La situation exige des pourparlers et un accord, a-t-il déclaré ; nous sommes prêts à discuter, mais nous ne permettrons pas la renaissance d'un monopole. Un peu plus tôt dans la journée, le président de Solidarité

avait pris soin de tempérer ses propos des jours précédents sur la nécessité d'un « gouvernement sans communistes », qui avaient amené Moscou à renouveler ses mises en garde contre les risques de « désintégration ». Le matin même, Adam Michnik, l'un des stratèges de Solidarité, avait également tenu à rassurer les dirigeants soviétiques, dans un éditorial publié par le quotidien de l'opposition, *Gazeta*. Puis Wałęsa se prononçait publiquement pour un « gouvernement de responsabilité nationale, constitué par une coalition Solidarité-ZSL-SD et respectant les prérogatives du président de la République ». Ces prérogatives, précisait-on dans l'entourage de Lech Wałęsa, assurent au général Jaruzelski la haute main sur la sécurité et l'ordre public, ainsi que sur la « continuité de l'Etat socialiste ». Solidarité acceptait donc de laisser

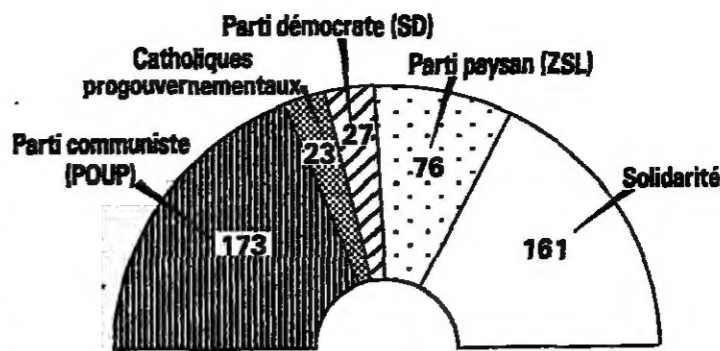
au moins les postes-clés de l'intérieur et de la défense au POUF. En revanche, M. Wałęsa revendiquait clairement les portefeuilles économiques, car, explique-t-il, « nous voulons entreprendre une réforme fondamentale, que les communistes ne sont pas en mesure de conduire ». Enfin, le gouvernement doit être dirigé par « des forces qui ne détruisent pas la structure de l'Europe, qui ne menacent pas le fonctionnement du pacte de Varsovie ».

Mutisme du PC

Qui donc prendrait la tête de ce gouvernement de grande union nationale ? La question reste totalement ouverte, même si Lech Wałęsa, dans le style ambigu dont il est coutumier, s'est déclaré prêt à assumer cette tâche, mais en dernier ressort. « Si vraiment la société le demande... ».

L'hypothèse Malinowski — le président du ZSL — proposée par le général Jaruzelski, premier ministre démissionnaire, a fait long feu, et l'intéressé lui-même n'a pas jugé utile de reporter un voyage à Berlin-Est, prévu de longue date, qu'il a entamé mercredi. Trop proche des communistes, qu'il a suivis assidûment pendant l'état de guerre, M. Malinowski est contesté dans son propre parti. En fait, il se trouve en Pologne suffisamment de réformateurs de tous bords susceptibles de remplir ces fonctions : le long entretien qu'a eu mercredi Lech Wałęsa avec Tadeusz Fiszbach à Gdansk n'est, à ce titre, pas passé inaperçu. Premier secrétaire du POUF à Gdansk pendant l'époque légale de Solidarité avant d'être limogé, M. Fiszbach est l'une des personnalités communistes les plus réformatrices, et avait joué du soutien ouvert de Solidarité pendant les élections de juin.

Alors que le Parti démocrate vient de déclarer à son tour favorable à un gouvernement de coalition avec Solidarité, le POUF lui reste étrangement silencieux. Depuis une interview musclée de son nouveau chef, M. Rakowski, à la télévision soviétique, vendredi dernier, aucune prise de position notable n'a été rendue publique. Un mutisme étonnant, lorsque l'on sait que l'aile dure du parti, le « béton », comme on l'appelle en Pologne, s'est nettement ressaisi depuis l'humiliation des élections de juin.



LA DIÈTE POLONAISE

Quelques précédents

Les gouvernements à direction non communiste en Europe de l'Est

La cas de figure de gouvernements de coalition présidés par une personnalité non communiste s'est déjà produit en Europe de l'Est, et notamment en Pologne, dans les années de l'immédiat après-guerre.

Ainsi la République populaire de Pologne, créée le 22 juillet 1944, a eu pour premier chef de gouvernement un socialiste, Edward Osobka Morawski, issu d'une fraction du Parti socialiste ouvrier polonais (RPPS). Osobka présida également le gouvernement suivant, un « gouvernement d'union nationale » formé, le 28 juin 1945, en application des accords de Yalta. Le chef du Parti paysan (SL), Stanisław Mikolajczyk, fut nommé vice-président de ce gouvernement, dans lequel les communistes, tout en se contentant de sept portefeuilles sur vingt-cinq, détenaient les postes-clés : défense, intérieur, affaires étrangères, information, industrie.

En Hongrie, le Parti des petits propriétaires avaient remporté 57 % des sièges aux élections de 1945. Mais un accord conclu juste avant les élections prévoyait que, quels que soient les résultats, un gouvernement de coalition serait formé à l'issue du scrutin, ce qui permit au Parti communiste de conserver le ministère de l'intérieur. Après la proclamation de la République en janvier 1946, le chef du Parti des petits propriétaires, Ferenc Nagy, dirigea le gouvernement jusqu'à ce qu'il fut contraint de démissionner sous la pression des communistes, pendant l'été 1947.

S. K.

Démocratisation et « désintégration »

(Suite de la première page.)

Sauf à revenir à la « doctrine Brejnev » officiellement répudiée, les dirigeants de Moscou, devront bien s'habituer à cette évidence : quand les peuples « alliés » ont, même partiellement, leur mot à dire, ils se prononcent pour un régime totalement différent de celui qui leur a été imposé. Ce n'est pas le résultat de manœuvres subversives des puissances occidentales, c'est la conséquence de la faillite du système. Il n'y a pas de changement sans une certaine « désintégration » de l'ordre existant, l'Union soviétique en fait elle-même l'expérience à l'intérieur de ses frontières.

Cependant, le Kremlin a toujours fait de la consolidation de son « glacis » et de la reconnaissance des frontières « soviétiques » de la doctrine Brejnev, l'élément central de sa politique, qui, du temps de Brejnev, s'est traduite par l'Accord final de la conférence d'Helsinki.

Avec l'acceptation, voire l'encouragement, d'une certaine démocratisation dans les pays de l'Est, cette politique court des risques. Comment soutenir sérieusement la souveraineté populaire,

bafoyée pendant des décennies, va être restaurée, et affirmer en même temps que cette souveraineté n'est que des limites dans les intérêts géostratégiques soviétiques ? Les réformateurs polonais et hongrois, qu'ils soient dans l'opposition ou membres des PC, ont, certes, compris qu'ils seraient d'autant plus libres de bouleverser totalement le système politique et économique interne à leurs pays qu'ils respecteraient dans leur action diplomatique quelques tabous toujours vigoureux. Pourtant, les réactions soviétiques à la tragi-comédie gouvernementale polonaise le montrent : Moscou considère que le meilleur garant de la préservation de ses intérêts se trouve dans la présence — si possible hégémonique — dans les gouvernements des pays de l'Est, de communistes sanctionnés par les électeurs.

Les Occidentaux, et tout particulièrement les Européens de l'Ouest, seraient bien avisés de réfléchir à la contradiction dans laquelle pourraient se débattre bientôt ces autres Européens qu'ils redécouvrent au-delà de la frontière artificiellement tracée après 1945 avec les mêmes aspirations au bien-être et à la démocratie.

Cette contradiction entre démocratisation et maintien du statu

quo militaro-stratégique risque d'apparaître sous une forme exacerbée quand le carcan dogmatique et policier pesant sur l'Allemagne de l'Est se fissurera. Car, en RDA, revendications démocratiques et aspirations nationales sont plus étroitement liées que dans les autres pays de l'Est. L'embarras des dirigeants de Bonn face aux demandes massives d'immigration d'Allemands de l'Est n'est qu'un avant-goût du dilemme politique auquel ils seraient confrontés si un mouvement de démocratisation se développait dans « l'autre Allemagne ». Celui-ci déboucherait inévitablement sur une remise en question de l'existence même de la RDA, cette construction statique n'ayant d'autre fondement qu'un autre justification idéologique, alors que le « socialisme scientifique » est reculé partout à l'est de la ligne Oder-Neisse.

En engageant une réflexion commune, les Européens de l'Ouest éviteraient de se retrouver un jour dans la désagréable situation de devoir choisir entre l'appui à la démocratisation dans les pays socialistes et la stabilité des relations Est-Ouest — on peut compter sur Moscou pour si nécessaire, faire monter les enchères — et de « savoir que la courtoisie comme remède à l'aventure ».

DANIEL VERNET.

Amériques

PANAMA

M. Bush n'exclut pas un « enlèvement » du général Noriega

M. George Bush a évoqué mardi 15 août l'hypothèse dans laquelle il serait envisagé d'arrêter son fils aîné par la force (snatch) le général Noriega, l'homme fort de Panama, inculpé en février 1988 par un tribunal américain. Le président a expliqué qu'il était de son devoir d'« essayer de conduire les gens devant la justice ». Toutefois, il s'est aussi déclaré conscient des

dangers d'une telle opération qui requerrait nécessairement la mise en œuvre de moyens militaires.

Par ailleurs, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, nord et latino-américaines, ont condamné mardi — une semaine avant une réunion prévue de l'Organisation des Etats américains (OEA) à Panama — les violations répétées

des droits élémentaires dans ce pays, ainsi que la décision de l'OEA d'entériner l'annulation par le régime de M. Noriega des élections du 7 mai. Le président du Comité panaméen des droits de l'homme lui-même, M. Osvaldo Velásquez, a appelé l'organisation régionale à faire preuve, à l'avenir, de plus « de lucidité, de courage et d'impartialité ». L'OEA sert de médiateur dans les négociations tripartites (pouvoir-armée-opposition) entamées pour trouver une solution à la grave crise politique que traverse le pays.

Le gouvernement panaméen a, pour sa part, refusé, lors d'une nouvelle séance d'entretiens le 14 août, la proposition de l'opposition visant à l'organisation d'un référendum — et cela à deux semaines de l'expiration du mandat de l'actuel président, M. Solís Palma.

Tensions

Les dirigeants de l'opposition ont été leur signature d'un document condamnant les récentes manœuvres militaires américaines à la résolution globale du « problème politique interne du Panama ». Ils ont cependant appelé les Etats-Unis à la modération.

Mais les tensions bilatérales ne s'apaisent toujours pas : trois militaires américains ont été détenus quelques heures, mardi, à Colon, la deuxième ville du pays, après une altercation avec une patrouille panaméenne. Le Southern Command a, lui, procédé le même jour à un exercice éclair visant à tester les moyens de défense de l'ambassade des Etats-Unis. — (AFP, UPI.)

ÉTATS-UNIS

Annnonce d'un plan important de lutte contre la drogue

M. George Bush s'est déclaré, mardi 15 août, opposé à des sanctions économiques systématiques contre les pays d'Amérique latine producteurs de drogue. Le président s'est exprimé lors d'une conférence de presse consécutive à une réunion du Conseil national pour les affaires politiques dont l'objectif était d'analyser le plan présenté par le « tsar » de la lutte antidrogue, M. William Bennett. Ce programme sera rendu public avant le 5 septembre. Il proposera une aide financière substantielle aux pays producteurs pour lutter contre leur « paradis » et autres trafiquants ; il mettra également l'accent sur l'éducation des étudiants et les soins apportés aux toxicomanes aux Etats-Unis. Ce plan appelle aussi à une augmentation du nombre des prisons. Il coûterait environ 7 milliards de dollars par an — une augmentation de plus de 15 % par rapport à la situation actuelle. M. Bush s'est engagé à le financer sans augmentation des impôts.

La veille, un sondage Gallup avait révélé que, pour la première fois aux Etats-Unis, ce problème de la drogue est devenu la première préoccupation du public américain — tous âges confondus, — dépassant désor-

mais les craintes de guerre ou de crise économique.

Le ministre des affaires étrangères colombien, M. Julio Londono, a déclaré pour sa part, mardi 15 août, que son pays était hostile à toute présence militaire américaine sur son territoire en vue de combattre la production de drogue. Des congressistes américains sont favorables à cette formule. M. Bush, quant à lui, a déclaré : « Je ne pense pas que nous puissions imposer la force à un pays ».

Enfin, une banque a, le 14 août, pour la première fois aux Etats-Unis, reconnu sa culpabilité dans une affaire de recyclage de dollars provenant du trafic de la cocaïne. Le Banco de Occidente, d'origine colombienne mais dont le siège est à Panama, admet que deux de ses employés ont « blanchi » 400 millions de dollars en provenance du fameux « cartel de Medellín », tenu pour responsable des importations de cocaïne colombienne aux Etats-Unis, soit 80 % du total. La filiale panaméenne du Banco de Occidente a payé une amende de composition de 5 millions de dollars. — (AFP, Reuters, UPI.)

URSS

La « Pravda » rappelle à l'ordre les dirigeants des Républiques baltes

Alors que la grève de la minorité russeophone se poursuit dans les instances dirigeantes du Parti, l'*Estonia*, la *Pravda* a vivement critiqué, mardi 15 août, les directions du Parti communiste dans les trois Républiques baltes. Elle leur reproche de ne pas maîtriser la situation.

Les comités centraux de ces républiques (Lettonie, Lituanie, Estonie), écrit la *Pravda*, doivent clairement se prononcer en faveur d'un renforcement de leurs liens avec l'Union soviétique, à un moment où des groupes « antisoviétiques » arment une « hystérie nationaliste » et réclament l'indépendance totale. Ces forces (autrefois dit les « fronts populaires ») créés il y a environ un an et demi) « ont intensifié leurs activités, luttent pour la sécession des républiques » et la restauration des structures socio-politiques bourgeoises. Un certain nombre d'organisations du Parti communiste dans les régions baltes,

poursuit le journal, ne tiennent pas compte des résolutions adoptées par les instances dirigeantes du Parti, refusant notamment de s'opposer activement aux extrémistes : « Il est urgent de restaurer la discipline au sein du Parti ».

La *Pravda* publie cet article quelques jours avant le cinquantième anniversaire de la signature, le 23 août 1939, en annexe au pacte de non-agression germano-soviétique, du protocole secret qui prévoyait l'établissement dans le nord-est de l'Europe de « zones d'influence » allemande et soviétique, notamment dans les pays baltes. Cet anniversaire devrait être marqué par de grandes manifestations organisées par les « fronts populaires » d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie.

M^{lle} Galina Staravolova, députée d'Arménie et membre de la commission de Soviet suprême sur le Haut-Karabakh, a déclaré, mardi 15 août,

que la situation était « très inquiétante » à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. « La fait, dit-elle à l'AFP, que des meetings interdits et une grève puissent être organisés dans le centre de la ville, alors que tant de soldats sont chargés de faire respecter le couvre-feu, signifie que les autorités ne contrôlent plus la situation ». Selon ses informations, « des Arméniens sont battus et attaqués dans les rues de Bakou, et des victimes ne sont pas à exclure ».

Par ailleurs, selon Reuters, les dirigeants du PC d'Azerbaïdjan ont engagé, mardi, des discussions avec les responsables du Front populaire qui a lancé un mot d'ordre de grève générale, pour l'automne, dans les transports et l'industrie pétrolière. Ces entretiens interviennent après plusieurs journées de tensions, marquées notamment par d'importantes manifestations nationalistes et des arrêts de travail à Bakou.

TURQUIE : la mort de deux détenus

Cinq intellectuels ont commencé une grève de la faim

Cinq intellectuels turcs ont entamé, mardi 15 août à Istanbul, une grève de la faim de quarante-huit heures pour protester contre la mort de deux détenus intervenue le 2 août dans la prison de Aydin, à cent kilomètres d'Izmir. Il s'agit de MM. Aziz Nesin, soixante-quatre ans, écrivain ; Mehmet Ali Aybar, quatre-vingt un ans, ancien président du Parti révolutionnaire socialiste ; Emül Galip Fındıklı, soixante-sept ans, président de l'Association turque des droits de l'homme (ATDH) ; Raif Nuri İleri, soixante-dix ans, écrivain spécialisé dans le communisme turc, et de M^{me} Mina Urgan, soixante-quatre ans, professeur de littérature anglaise.

Ces intellectuels réclament l'abrogation de la « circulaire du 1^{er} août 1988 » qui réglemente les conditions de détention des prisonniers politiques et l'amélioration des « prisons

spéciales » où ceux-ci sont incarcérés. Au cours d'une conférence de presse, M. İleri a annoncé que quatre détenus, qui en sont au quarante-neuvième jour de leur grève de la faim, sont actuellement dans le coma. Il a précisé que l'objectif de l'action des intellectuels était de « mobiliser les masses populaires contre les mesures arbitraires et autoritaires des responsables politiques ».

A Ankara, les travaux du comité de révision des peines disciplinaires pour les détenus accusés de « troubler l'ordre de la prison » ont été prolongés faute de pouvoir aboutir « dans un bref délai », a déclaré le ministre turc de la justice, M. Özalp Sungur. Cette décision ne devrait toutefois pas retarder la présentation devant le Conseil d'Etat des conclusions d'une autre commission, mise en place en même temps, pour amender le règlement intérieur des

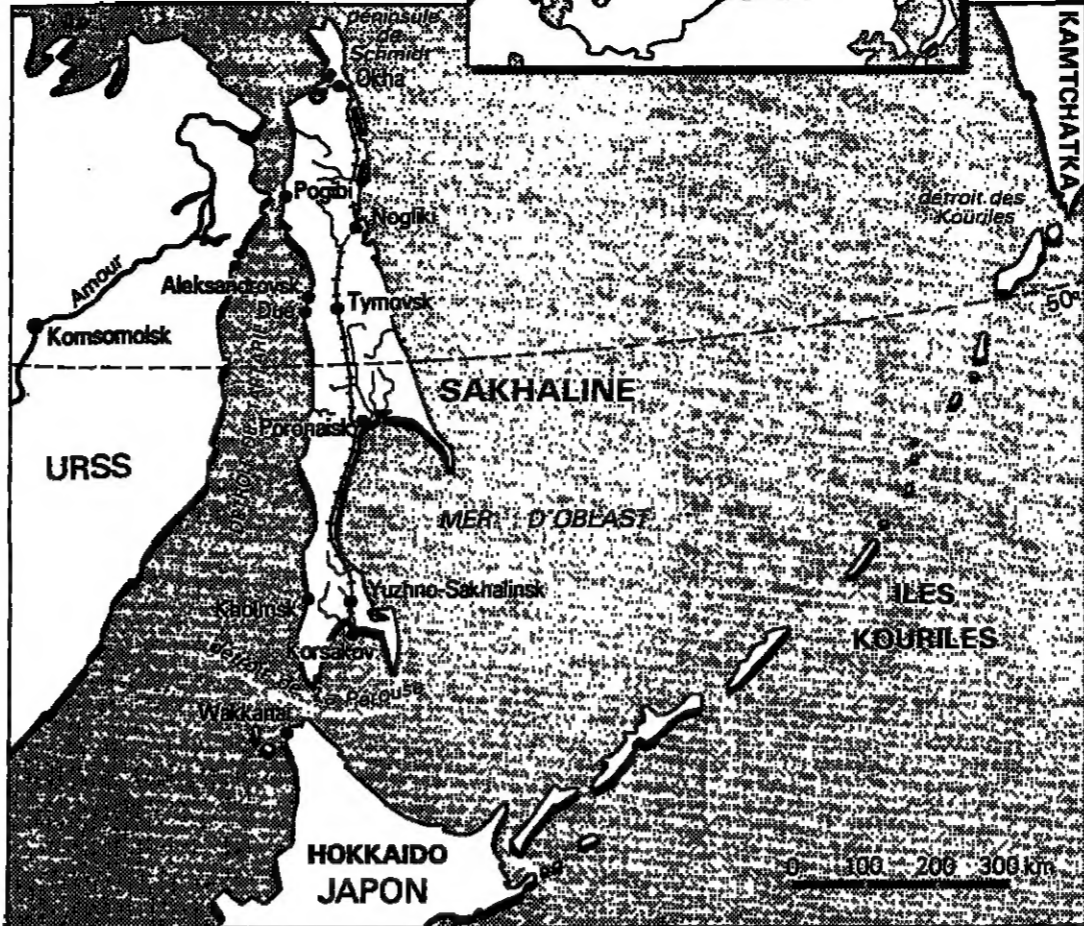
prisons. Ces groupes de travail avaient été créés pour tenter de mettre un terme au mouvement de grève de la faim dans les prisons. — (AFP.)

● Huit morts dans une attaque de séparatistes kurdes. — L'agence Anatolie rapporte que huit personnes, dont sept gendarmes, ont été tuées dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 août lors d'une attaque de « séparatistes » kurdes contre un poste de gendarmerie dans la province de Siran, à 600 kilomètres à l'est d'Ankara. Toutes les armes et munitions du poste ont été volées. Cette opération, les plus basses habituelles des organisations séparatistes kurdes, semblait uniquement destinée, selon les observateurs, à mettre la main sur des armes en prévision d'une vaste offensive de l'armée qui pourrait avoir lieu avant la fin du mois d'août. — (AFP.)

لبنان من الدول

Enquête

dans l'île extrême-orientale de l'URSS la perestroïka en différé



L'autonomie économique, l'arrêt de la dictature des ministères et la fin d'une situation de colonie du centre constituent le leitmotiv des demandes aussi bien des autorités locales que des représentants du Mouvement démocratique, dont le candidat, M. Vasily Goulet, a été élu au Soviet suprême en mars dernier avec 65% des voix, battant le secrétaire général du parti. De même que la perestroïka — différée par l'éloignement — tarde à se faire sentir, le mouvement de réforme politique n'est encore ici qu'embryonnaire.

A Yuzhno-Sakhalinsk, cent cinquante membres du Parti communiste ont cependant rendu leur carte depuis le début de l'année pour protester contre la lenteur des réformes. Plusieurs d'entre eux ont été vivement attaqués dans la presse pour avoir critiqué le maintien de cadres jugés incompétents à la tête de comités chargés de réformes économiques.

Un cinquième de la production nationale de poisson vient de Sakhaline, les aciéries sur le fleuve Amour fonctionnent avec notre gaz et jusqu'à l'Oural, le papier des journaux et des cahiers utilisés à l'école est fait à partir du bois de nos forêts. Sakhaline est riche, et nous devons tirer profit de notre situation de zone frontière pour passer des accords, notamment avec les Japonais », nous dit M. Valery Belousov, qui reconnaît qu'il faudra attendre une dizaine d'années avant que l'île obtienne l'indépendance financière souhaitée.

L'annonce récente, par les Japonais, de l'éventuelle reprise, fin août, des négociations sur un projet (d'un montant de 4 milliards de dollars) d'exploitation en commun de gaz et de pétrole, ajourné depuis quinze ans, a fait renaître les espoirs. Celui-ci pourrait notamment conduire à la construction d'un pipeline jusqu'à Hokkaido. Les réserves en gaz de Sakhaline sont estimées à

100 milliards de mètres cubes et celles en pétrole à plusieurs centaines de millions de tonnes : l'exploitation et le traitement local de ces ressources, la création de zones économiques spéciales destinées à attirer les capitaux et les technologies étrangères (essentiellement celles du Japon ou de la Corée du Sud) ainsi que le développement du tourisme sont les grands axes d'un décollage de l'économie.

Défendre l'environnement

Mettant l'accent sur l'autonomie économique de Sakhaline, le Mouvement démocratique a aussi pour plate-forme politique la défense de l'environnement. La déforestation, conséquence de coupes excessives, aggravée par un incendie qui en juin a ravagé 220 000 hectares au centre de l'île, ruine l'équilibre écologique, notamment celui des rivières où se reproduisent les saumons (l'une des richesses de Sakhaline). L'eau est en outre polluée au nord par l'extraction du pétrole et au sud par les usines de pâte à papier. Dans les deux cas, des technologies obsolètes en sont la cause.

Dans le Sud, estime l'un de nos interlocuteurs, il faudrait arrêter les coupes de bois pour avoir une chance de restaurer l'ordre naturel : « Dans quelques années, en l'absence de toute politique de protection de l'environnement, la faune et la flore de Sakhaline, qui sont encore extraordinairement riches, seront irrémédiablement détruites. »

Le chemin paraît long avant que se concrétisent les espoirs de développement de Sakhaline. Dès que l'on quitte Yuzhno-Sakhalinsk, les problèmes de l'île se conjuguent à une absence de tout mouvement de réforme politique, exception faite de quelques groupuscules écologiques.

La pauvreté des infrastructures est évidente. Il n'y a pas moins de

trois normes en matière d'écartement des voies ferrées (celle des Japonais, celles des Soviétiques à l'extrême Nord et celle du chemin de fer de la compagnie pétrolière qui relie Okha à Nogliki, les deux villes du pétrole, séparées par 275 kilomètres). Quant aux routes, non asphaltées sinon par endroits, elles ne sont souvent que des fondrières traversant des villages aux maisons grises comme la mer.

Après avoir atterri dans des gérbes d'eau sur la piste de terre battue transformée par la pluie en un archipel de marais, de Nogliki,

le petit avion arrive dans l'autre voie pionnière du pétrole, Okha. Au bord de sa lagune, elle est sillonnée par les tubulures des pipelines qui chevauchent des routes défoncées et serpentent entre les maisons. Okha est reliée par un pipeline de 570 kilomètres à Komsomolsk.

Le pétrole

Le premier gisement de pétrole avait été découvert en 1889 par un capitaine de la marine russe, Grigori Zotov. Des Anglais, des Allemands et un Chinois obtin-

rent des concessions, mais ce sont les Japonais qui en 1923, profitant de l'instabilité sur le continent, commencèrent vraiment l'exploitation.

Sur une hauteur, une maison de bois qu'on pourrait prendre pour une église est, avec le derrick de Zotov, le dernier vestige de cette époque : c'était le consulat japonais. Une soixantaine de tombes dans le cimetière rappellent que c'est aussi à Okha que furent internés deux mille prisonniers japonais (sur vingt-cinq mille) lorsque le 9 août 1945 les troupes

soviétiques envahirent la partie sud de l'île.

Aujourd'hui, la production de pétrole s'élève à 2,5 millions de tonnes, et celle de gaz à 2 milliards de mètres cubes. Productions qui pourraient passer respectivement à 10 millions de tonnes et à 25 milliards de mètres cubes si commençait l'exploitation des gisements offshore par le consortium japonais.

Si « le froid bivouac reste dans les mémoires », selon l'expression du journaliste du *Quotidien des pétroliers*, Dimitri Baranov, Okha a perdu son esprit pionnier. Mais la population (38 000 personnes), dont la moitié vit du pétrole, a conservé des mœurs rudes. La pollution de la mer environnante atteint des proportions alarmantes bien que la péninsule de Schmidt, dans l'extrême Nord, reste, avec son microclimat, une sorte de réserve naturelle encore pratiquement non explorée, défendue par les rochers géants du cap Elisabeth : quelques bourgades sont habitées par des Nivkhs, une des ethnies de l'Extrême-Orient soviétique.

Comme ailleurs en URSS, la perestroïka a soulevé à Sakhaline une vague d'espoirs mais les pesanteurs du régime, les résistances et le sous-développement, notamment en matière d'infrastructures, hypothèquent bien des projets.

A quelques heures de bateau du riche Japon, Sakhaline paraît en retard de quarante ans. L'île regarde en direction de Hokkaido pour développer une coopération régionale en matière de pêche et de tourisme. Les groupes de Japonais nostalgiques ou curieux qui s'embarquent désormais deux fois par mois à Wakkanai, dans l'extrême nord de Hokkaido, surnommée « la porte de la neige et de la glace » du temps de Karafuto, pour un pèlerinage à Sakhaline ne sont-ils qu'une avant-garde ? C'est ce que l'on espère de l'autre côté du détroit de La Pérouse.

PHILIPPE PONS.

Une diaspora coréenne oubliée

YUZHNO-SAKHALINSK
de notre envoyé spécial

DERRIÈRE son étal coloré de fleurs et de radis, Mme Im mange une soupe de riz accompagnée de poisson séché, piquant de ses baguettes du kimchi (condiment traditionnel coréen fait de chou fermenté). Sur le grand marché, derrière la gare de Yuzhno-Sakhalinsk, la plupart des marchandes sont d'origine coréenne. Les jeunes parlent russe entre elles, tandis que les plus âgées s'investissent en coréen. Beaucoup parmi ces dernières parlent aussi japonais.

Mme Im est arrivée à Sakhaline en 1938, venant de la province de Cholla, dans le sud de la péninsule coréenne. Elle avait alors un nom japonais : la Corée étant à l'époque une colonie japonaise, ses ressortissants avaient la nationalité japonaise et, à l'école, on enseignait dans la langue du colonisateur. Puis, elle fut apatride. Aujourd'hui, elle possède un passeport soviétique, porte son nom coréen et a un prénom russe.

Elle est née « la cinquième année de Showa », nous dit-elle, employant le système japonais des âges impériaux pour désigner l'année de sa naissance (1930). Elle avait dix-huit ans lorsqu'elle arriva à Sakhaline. Elle accompagnait son mari, coréen, amené par les Japonais, qui, depuis leur victoire sur la Russie (1905), avaient le contrôle de la partie sud de l'île, pour travailler dans les mines. « Nous n'avions guère le choix. » Le Japon dut renoncer à ses colonies, et Mme Im, comme la majorité des Coréens de Sakhaline, fut prise au piège : déjà victime de l'Histoire, elle devint prisonnière de la guerre froide et ne put quitter l'île.

Intégration progressive

Les yeux fermés, Mme Im se souvient des rituels de son enfance, des fêtes de village avec les tambours. Mais le temps a eu raison de l'Histoire ainsi que de ses blessures, et, comme beaucoup de ses compatriotes, elle sait qu'il est trop tard pour rentrer en Corée : « Ma vie est ici, désormais. » Elle n'a plus de nouvelles de sa famille restée au pays et ses enfants ne parlent que russe. Les traditions coréennes ? « Mon mari et moi, nous célébrions le culte des ancêtres et le nouvel an lunaire, mais, pour nos enfants, cela n'a pas grand sens. Mais nous mangeons toujours de la nourriture coréenne. »

Il y a eu un problème coréen à Sakhaline. Celui, tragique, d'une diaspora oubliée, à la culture progressivement érodée, victime de vieux conflits, des rapports de forces entre les

grandes puissances, et ignorée dans son désir, partagé alors par la majorité, de retourner au pays. La division de la Corée, l'absence de relations entre Moscou et Séoul et l'indifférence du Japon scellèrent le sort des Coréens de Sakhaline. Certains se révoltaient, comme ce fut le cas en 1967 à Yuzhno-Sakhalinsk : un épisode dont les autorités, lorsqu'on les interroge, « ne se souviennent pas », mais qui fit des morts et fut suivi d'une vague de répressions, racontant de vieux Coréens.

Officiellement, il y a trente-six mille Coréens à Sakhaline, constituant la plus importante diaspora après celle de la province autonome de Jilin, en Manchourie (deux millions). La grande majorité est de nationalité soviétique, mais cinq mille personnes qui, pour la plupart, avaient été contraintes de prendre la nationalité nord-coréenne, puis qui y ont renoncé sans pour autant devenir citoyens soviétiques.

Au début des années 60, le consulat de Corée du Nord avait fait pression sur la communauté coréenne de Sakhaline pour qu'elle choisisse la République populaire démocratique de Corée (RPDC), affirmant que le gouvernement de Pyongyang était la seule autorité légitime de toute la Corée et faisant courir la rumeur que la péninsule allait bientôt être réunifiée.

Aucun des Coréens originaires du Sud que nous avons rencontrés ne veut aller au Nord. Mais il ne semble pas y avoir d'hostilité entre les personnes originaires de l'une ou de l'autre partie de la péninsule.

Depuis 1988, il est théoriquement possible aux Coréens qui le désirent de quitter l'île. Une centaine de personnes se sont rendues l'année dernière en Corée du Sud via le Japon, et, en septembre, un vol charter doit venir de Séoul chercher cent autres personnes désireuses de reprendre contact avec leur famille. Théoriquement, elles pourront ensuite, si elles le veulent, être rapatriées. Officiellement, il n'y aurait actuellement que sept demandes de rapatriement.

Au fil des conversations avec une vingtaine de Coréens de Sakhaline, dont certains rencontrés au hasard et avec qui le dialogue pouvait être d'autant plus direct qu'il se déroulait en japonais, donc sans interprète soviétique, se dessine l'impression d'une progressive intégration de la communauté coréenne.

Les pleurs se sont peu à peu écartés. Les sentiments d'appartenance et d'identité culturelle varient selon les générations. Certaines personnes âgées n'ont effectivement qu'un souhait : retourner en Corée pour y finir

leur vie. Sans doute, de mille à deux mille personnes sont dans ce cas. Pour la génération qui a une cinquantaine d'années, la nostalgie du pays natal est, en revanche, atténuée par d'autres sentiments qui lient irrémédiablement à Sakhaline : l'attachement aux enfants.

« Une abstraction »

Habitant dans le « quartier coréen », de l'autre côté de la rivière Susui, qui ne se distingue guère, sinon par ses vieilles maisons de bois entourées de potagers, M. Peter Kang a pris la nationalité soviétique à la fin des années 50 : « A la suite de la guerre de Corée (1950-1953), nous avons perdu tout espoir de revenir au pays », nous dit ce vieil homme, originaire de Pusan. Une décision qui facilitait aussi les études des enfants, explique-t-il. Pour son fils aîné, horloger, la Corée est « une abstraction ». Il irait bien voir comment est ce pays, mais non pour y vivre, dit-il en russe traduit par son père.

Outre la question des enfants qui ne parlent pas coréen (la dernière école coréenne a été fermée en 1963, et ce n'est que depuis un an que les activités culturelles nationales ont repris) et ne souhaitent pas partir, d'autres facteurs limitent le choix théorique qu'ont désormais les Coréens de Sakhaline. D'abord, il faut de l'argent ; ensuite, une invitation des familles demeurées en Corée. M. Lee, cinquante-neuf ans, est en contact épistolaire avec ses parents, qui habitent dans la région de Taegu (Corée du Sud). « Mais j'ai compris que, pour des questions d'héritage à partager, personne ne souhaite que je revienne », nous dit-il.

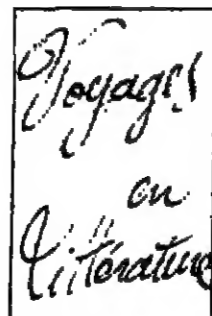
Anatoli Park, qui a pris la nationalité soviétique en épousant une Russe en 1981, se sent « coréen vivant en Union soviétique ».

Lui non plus ne quitterait pas Sakhaline. En revanche, M. Lee Han-su, qui a trente-trois ans et parle un anglais qu'il a appris à la radio, se sent un étranger : « J'ai refusé de prendre la nationalité soviétique, car je veux aller en Corée du Sud. Je ne me méritais que le bas », nous dit-il. Combien de jeunes Coréens pensent comme lui ? « Pas beaucoup, mais il y en a. » Quel que soit leur nombre, ils ne semblent guère entendus ni des autorités locales ni à l'étranger.

L'accord intervenu fin juillet entre les Croix-Rouges japonaise et sud-coréenne, aux termes duquel la première s'engage à prendre en charge une partie des frais de rapatriement des Coréens désirant quitter Sakhaline, devrait cependant faciliter les possibilités de retour.

Ph. P.

Concours



ANNULATION DE LA QUESTION 28

Conformément à l'article 18 du règlement complet du concours « Voyages en littérature », les participants pouvaient apporter jusqu'au 31 juillet 1989 la preuve qu'une réponse à une ou à plusieurs questions pouvait être contestée.

A ce jour, nos lecteurs, fin lettrés, nous ont apporté des remarques concernant la question n° 28b. Ils nous ont, en effet, rappelé que le graveur Jacques CALLOT n'avait pas eu d'enfant et qu'il n'avait donc pas pu avoir de petite-fille. Nous les prions de nous excuser pour cette erreur et les félicitons pour leurs connaissances.

Le graveur Jacques CALLOT n'eut pas de descendance. Aussi Madame de GRAFFIGNY ne peut-elle être sa « petite-fille », comme le mentionnait pourtant notre source (Elyane DEZON-JONES, *Les Écrivains féministes*, Magnard, 1983, p. 107).

Madame de GRAFFIGNY descendait de Jean CALLOT, frère du précédent. Elle est donnée par les notices biographiques comme l'arrière-petite-nièce du graveur (M. PREVOST, ROMAN D'AMAT, H. TRIBOUT DE MOREMBERT, *Dictionnaire de biographie française*, Paris, Librairie Letouzey et Ané, 1985, t. 16, p. 895 ; et J. FR. MICHAUD, *Biographie universelle ancienne et moderne*, Graz (Autriche), Akademische Druck, 1967, vol. XVII, p. 309).

D'après le tome 1 de la *Correspondance de Madame de Graffigny* (présenté par English Showalter, Oxford, The Voltaire Foundation-Taylor Institution, 1985, p. XXV et s.), Françoise de JACQUONCOURT, dame de GRAFFIGNY, était la petite-nièce de Jacques CALLOT, non son arrière-petite-nièce.

Nous neutralisons donc la question 28. La sélection sera effectuée sur la base du nombre de bonnes réponses aux trente-deux questions non affectées par cette décision et les ex aequo seront départagés par la question subsidiaire selon les modalités initialement connues.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

لدي في البيت

Société

Sur le pavé de Paris

Douze mille pèlerins contre les « crimes de la Révolution »

A l'appel de l'Association 15-août-1989, douze mille personnes ont défilé dans les rues de Paris, en expiation des « crimes commis par la Révolution ». L'association et son journal, l'Anti-89, sont proches de la Fraternité Saint-Pie-X de Mgr Marcel Lefebvre.

Ils avaient voulu célébrer la contre-révolution place de la Concorde. Heureusement pour eux, la préfecture de police le leur a interdit. Au large pavé du Louvre, devant Saint-Germain-l'Auxerrois, la foule des catholiques traditionnalistes aurait semé le chaos au pied de l'Obélisque. Ce n'est pas que la foule manquait, mais le 15 août avait sans doute retenu dans les campagnes et sur les plages nombre de réfractaires au Bicentenaire.

Ils s'étaient revus un million. Ils se sont prétendus trente mille, mais ils n'étaient que douze mille au plus fort de la procession de l'après-midi (les renseignements généraux en ont compté « un peu plus de dix mille »). Si leur foi n'a pas déplacé les foules espérées, comme des messies, « d'avoir accompli ce qui devait être accompli ».

Cela tenait de la réunion politique et de la grande messe en latin, du pique-nique bon enfant et du rite expiatoire. On a sifflé Harlem Désir et chanté le *Salve Regina*, vénéralisant « la mère de Dieu » et « Notre Dame ». « O l'odeur de la sainte, l'odeur de la sainte, l'odeur de la sainte », on a bouffé du lait et récité un *Je vous salue Marie* avant de s'attaquer au carton-repas, assis en famille à même le trottoir.

Ils étaient venus de partout à défaut d'être en nombre, surtout des provinces de l'Ouest, des pays choux et vendons, où l'on a mal à la mémoire. Foule digne et recueillie, disciplinée et bourgeoise, plus Le Quesnoy que Grouseilles, les archétypes de la *Vie est un long fleuve tranquille*. Adolescents en jupe plissée, scouts et loubards en bas blancs, prêtres en soutane; avec, ici et là, une mantille noire ou un discret carré Hermès pour se protéger du soleil; et quelques gros bras, l'air important et le poil en pétard, à ce ne soit quelle évenantualité.

Il était 10 heures. Les cars avaient à peine débarqué les derniers « Anti-89 » devant les dômes du Louvre, que M. François Brigneau, éditeur de *National-Hebdo*, le journal du Front national, s'empara du micro pour s'efforcer de ce que ce rassemblement de contre-révolutionnaires ait été refoulé loin de la Concorde, « réservé à M. Harlem Désir et à ses danseurs de rock » (1).

Puis le *Te Deum* de Marc-Antoine Charpentier a retenti et l'on a prié et chanté en latin. Tandis que l'abbé Louis Coache célébrait la messe, d'autres prêtres confessaient des fidèles, à genoux sur le pavé de Paris, qui en a entendu d'autres. Le vent soufflait dans les micros, dominant parfois le *Gloria* ou l'*Agnus Dei* d'une « messe royale » avec chœur, dite en l'honneur de l'Assomption de la très Sainte Vierge Marie.

Très raide dans son costume anthracite, le prince Sixte-René de Bourbon-Parma, le chef de file des royalistes légitimistes, suivait l'office au premier rang, distingué.

Paris ayant été libéré de ses embarras habituels par la grâce du 15 août, la rue appartenait à cette autre France qui ne désespère pas de délivrer la nation de l'héritage révo-

C'EST VRAI CETTE HISTOIRE DE CARNEL PLACE DE LA BASTILLE?



des autres fidèles par un fauteuil et un prie-Dieu tendus de velours écarlate. Les autres personnalités de l'extrême droite, catholiques ou non, se se bousculaient pas sous le soleil de plomb de cette Assomption intégriste, excepté quelques figures du Front national: M^{me} Martine Lehideux ou M. Jean-Claude Martinez. Les organisateurs s'en félicitaient presque: le contraire les eût embarrassés. A rassemblement voulu « apolitique », foule anonyme de l'intégrisme ordinaire.

Tels les apôtres

Organisée par les fidèles de Mgr Lefebvre, aujourd'hui excommunié, cette manifestation n'avait pas fait l'unanimité à l'extrême droite, ce qui explique, outre sa date, son demi-succès (ou son demi-échec). Désireux, néanmoins, de ne pas apparaître comme les porteurs d'une seule chapelle, les organisateurs avaient en le souci de faire de ce 15 août une manifestation attrape-tout, c'est-à-dire de la présenter en termes très généraux comme antirévolutionnaire, catholique et nationale.

L'une des diatribes entendues au cours de la journée dit bien le traumatisme que reste, pour ces douze mille « pèlerins », la Révolution de 1789: « Voilà deux cents ans (...), la Révolution déclenchait une marée de blasphèmes, de profanations et de crimes contre Dieu et son fils Jésus-Christ, contre la sainte Église, ses prêtres, ses fidèles, contre le roi et tous ses sujets respectueux des droits de Dieu. Par dizaines, les enfants de la France furent massacrés, déportés et privés de leurs biens... Lorsque le sang eut cessé de couler, cette Révolution donna naissance à une France laïque dont les institutions, sans Dieu, demeurent jusqu'à nos jours... »

FAITS DIVERS

Victime d'un vol à Paris

Une automobiliste est placée en garde à vue après une course-poursuite meurtrière

M^{me} Nang-Tian, quarante-trois ans, se trouvait, mardi 15 août, en garde à vue à Paris pour avoir, après le vol de son sac à main, provoqué le mort de Dominique Méroet, dix-neuf ans, et très grièvement blessé Pierre Mendy, dix-neuf ans également, en heurtant leur scooter avec sa voiture à l'issue d'une course-poursuite.

Lundi, en début d'après-midi au pont de Tolbiac (Paris-12^e), M^{me} Nang-Tian ouvre les vitres de sa BMW en raison de la canicule. La présence de son sac à main, posé à côté d'elle sur l'autre siège avant, n'a pas échappé au conducteur casqué d'un scooter noir et à son passager. Ils s'approchent au niveau de la portière: en quelques secondes, une main saisit le sac et le scooter démarre en trombe. La conductrice de la BMW se lance aussitôt à leur poursuite, et

s'engage d'abord rue de Tolbiac puis rue du Chevaleret. Les deux malfaiteurs se défilent alors du sac à main, mais la poursuite continue, et soudain, c'est le choc, face au numéro 44 de la rue Domrémy (13^e): le scooter s'encastré brutalement sous une voiture en stationnement. Le conducteur, Dominique Méroet, est tué sur le coup, tandis que le passager, Pierre Mendy, très gravement blessé, est transporté à l'hôpital de la Salpêtrière.

Les deux victimes seraient connues des services de police: la présence d'un scooter noir aurait, en effet, été signalée sur de nombreux lieux d'agression au cours de ces derniers mois, notamment à l'est de Paris, sans qu'il soit formellement établi que les deux-roues appartenaient bien aux deux jeunes gens.

Deux nouveaux décès après une explosion dans une usine de Haute-Garonne. — Après la mort, lundi 14 août, d'un ouvrier à la suite de l'explosion due à une fuite d'hydrogène à l'usine Sidobre Sinova de Boussens (Haute-Garonne) (le Monde du 16 août), deux des six brûlés sont décédés, mardi, à l'hôpital Rangueil de Toulouse.

Un jeune homme tué alors qu'il escaladait le mur d'une propriété. — David Lupo, dix-huit ans, a été tué dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 août, alors qu'il était en train d'escalader le mur d'une maison de Brignoles (Var). Le propriétaire, M. Lucien Bouteiller, retraité, a atteint d'un coup de fusil de chasse en pleine poitrine. Il devait être présenté, mardi, au parquet de Draguignan.

lutionnaire. Après le café et une interminable « évocation » consacrée aux rois de France et au « Christ-Roi », la foule se mit en marche, plantant là une réplique grandeur nature de la guillotine, manifestement destinée à raviver le spectre de la Terreur.

Ce ne fut pas une « manif » mais une procession avec prêtres en chasuble et enfants de chœur en robe rouge et surplis de demelles. On pria et on chanta à nouveau les cantiques

de l'Eglise de toujours: *Parle, commande, règne: Chez nous soyez reine; Victoire, tu règneras...*

Vendéens symboliquement en tête, la procession partit rue de Rivoli, remonta la rue des Pyramides et l'avenue de l'Opéra pour revenir à son point de départ par les rues du Quatre-Septembre et du Louvre.

Là, après un *Magnificat* entonné à plein poumons, la foule se dispersa. On rangea les bannières à fleurs de lys que devait le soleil déclinant et l'on regagna les cars, les uns convaincus d'avoir fait nombre, les autres d'avoir fait date: « Après tout, les apôtres n'étaient que douze au commencement... »

BERTRAND LE GENDRE.

(1) En réalité aucun rassemblement politique n'a été autorisé cette année place de la Concorde; la fête de SOS-Racisme a eu lieu sur l'esplanade du château de Vincennes.

M. Antony (FN) se défend d'avoir boudé la manifestation des « Anti-89 ». — M. Bernard Antony dit Romain Maris, député européen du Front national, s'est défendu dans un communiqué d'avoir provoqué le moindre « défilé hostile au rassemblement du 15 août de l'association « Anti-89 ». Considéré comme l'une des figures de proue des catholiques traditionnalistes restés fidèles au pape après les réunions publiques de Mgr Marcel Lefebvre, M. Antony se déclare « parfaitement solidaire de tous ceux qui expriment, ce 15 août, leur refus de la commémoration officielle du Bicentenaire d'une révolution sangnante ouvrant l'ère des grands totalitarismes modernes ».

Prospection dans le Gard et l'Ardèche

Fièvre de l'or en pays cévenol

Ganière», voit alors le jour. Cette association affiliée à la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, diffuse des fiches d'information auprès des propriétaires, se plonge dans le code minier et imprime un bulletin trimestriel, *Etamine*, aujourd'hui diffusé à un millier d'exemplaires. Mais la procédure administrative suit son cours et, le 24 août 1988, un permis exclusif de recherche, dit permis d'Adama, est accordé à Pierre Nicolini et à Michel Quint. Le permis est accordé pour une durée de trois ans, concerne un territoire de 38 kilomètres carrés à cheval sur les départements du Gard et de l'Ardèche. Huit communes sont concernées.

Les réunions publiques entre les géologues et la population n'apaisèrent pas les rancœurs. Au contraire. Le 12 août 1987, Pierre Nicolini et Michel Quint se retrouvent à la mairie de Bordenave (Gard), face à une centaine d'habitants qui les harcelent « en fin d'obtenir des informations ». « J'ai toujours été passionné par la géologie et les recherches minières, lance Pierre Nicolini de son estrade, et ce que j'ai fait de manière très désintéressée pour le tiers-monde pendant vingt-deux ans... » Le géologue ne peut achever sa phrase: la salle tonne et beaucoup sont debout. « Il n'y avait aucune assimilation, aucune allusion », bredouille Pierre Nicolini dans le brouhaha en esquissant un sourire crispé. Mais il est trop tard. Les Cévenols détestent que l'on compare leurs terres aux anciennes colonies.

Il n'y a ni argent, ni plus, que l'on vienne « endeuiller » leurs paysages. Tous évoquent le vil-et-rien des camions, les chantiers à ciel ouvert, les nuages de poussière venus de la mine. Ceux qui sont allés à Salsigne (Aude), la plus grande mine d'or française, en sont revenus déprimés. « C'est la fin du monde », disent-ils. Le bruit, la poussière, les terres ébranlées. Plus un arbre et beaucoup de camions.

L'eau et le mot magique

Les installations seront discrètes, répondent les deux géologues, qui ne savent pas encore si l'exploitation sera souterraine ou à ciel ouvert. Il suffira de prévoir des aires de chargement et de déchargement, des bureaux, des laboratoires, et une batterie de broyeur et de concentrateurs, explique Michel Quint. Il faudra sans doute également traiter les eaux des bassins d'épandage et donc installer une petite station d'épuration. Le tout peut tenir sur un peu plus d'un hectare.

Mais c'est l'eau qui inquiète le plus les Cévenols. Les sources sont rares, et certains maires craignent que les forages ne les détournent. Sans compter la consommation des bassins d'épandage de la mine et la

pollution qui pourrait en découler. La mise en exploitation, le 4 mai 1987, le directeur du parc des Cévennes, invité à faire part de ses observations puisque le permis se situe à la fois dans la zone périphérique du parc et au sein de la réserve de la « biosphère Cévennes », émettait un avis « très réservé » sur ce permis en soulignant sa crainte de « dégradations irréversibles du paysage ». « Nous voulons avant tout avoir des explications, souligne M. Francis Bessis, le maire de Bordenave. Nous ne sommes pas contre le travail, bien sûr, mais pas à n'importe quel prix. Nous ne voulons pas non plus de décapage des arbres et de détournement des sources... »

La ruée des orpailleurs

Les géologues ont alors prononcé le mot magique: l'emploi. Une cinquantaine au minimum, peut-être plus si les filons se révèlent intéressants. Mais la plupart des maires des communes n'y croient guère: combien seront réservés aux gens du pays? « Tous les « autochtones » sont retraités, et les jeunes qui se sont installés ici n'ont pas fait la ville pour aller travailler dans une mine », souligne Noël Garidel, le maire de Malbosc, un village de deux cent soixante-cinq habitants. Ils essayent aussi de nous séduire avec la redevance minière: environ 150 F par tonne d'or extraite, dont la commune ne touchera que 10 %! En plus, la mine ne durera pas un siècle. Un jour, ils s'en vont en nous laissant un désert... »

Le lent repeuplement des villages, entamé à la fin des années 60 par les « néo-ruraux », n'aurait alors servi à rien. Malbosc, qui compte encore deux tiers « d'anciens », a vu partir un à un les jeunes du village. L'école a bien failli fermer en 1978 à la fin de l'année, il ne restait plus qu'un élève. Aujourd'hui, grâce aux « implantés », ils sont une quinzaine, et la mairie a ouvert une garderie municipale qui accueille une dizaine d'enfants. Une garantie pour l'avenir. Les « néo-ruraux » ont aussi apporté quelques emplois: de l'artisanat, des travaux liés au tourisme, de l'élevage, et des activités traditionnelles, comme la châtaine, aujourd'hui destinée au marché des produits de luxe. « Nous essayons de maintenir une économie en vie », souligne Gilles Coladon, qui a choisi, après une carrière dans la publicité à Paris, de faire du « conseil en communication en campagne ». « On peut créer ici des emplois dans le débroussaillage, l'élevage, les randonnées, ou le tourisme. Il faut privilégier ce développement local qui respecte la montagne et prévient les incendies au détriment de ces grandes opérations qui détruisent tout sur leur passage... »

Plus de cinq mille personnes ont participé, mardi 15 août dans les rues de Paris proches de la cathédrale Notre-Dame, à la procession traditionnelle de la fête de l'Assomption. En l'absence du cardinal Lustiger, celle-ci était présidée par son auxiliaire, Mgr André Vingt-Trois, et encadrée par des chevaliers de l'ordre du Saint-Sépulchre.

On notait la présence de nombreux étrangers portant des bannières de sanctuaires célèbres de la

Autour de la cathédrale Notre-Dame

5 000 catholiques ont participé à la procession de l'Assomption

Plus de cinq mille personnes ont participé, mardi 15 août dans les rues de Paris proches de la cathédrale Notre-Dame, à la procession traditionnelle de la fête de l'Assomption. En l'absence du cardinal Lustiger, celle-ci était présidée par son auxiliaire, Mgr André Vingt-Trois, et encadrée par des chevaliers de l'ordre du Saint-Sépulchre.

On notait la présence de nombreux étrangers portant des bannières de sanctuaires célèbres de la

Le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle

Des milliers de jeunes ont fait étape à Lourdes

Le sanctuaire marial de Lourdes était, mardi 15 août, jour de l'Assomption, la dernière étape avant la frontière espagnole, pour une vingtaine de milliers de jeunes pèlerins français et étrangers en route pour Saint-Jacques-de-Compostelle, où le pape a invité les jeunes catholiques du monde entier. Lui-même sera présent, samedi 19 et dimanche 20 août, dans ce haut lieu de la chrétienté occidentale (le Monde du 11 août).

Quelque cent cinquante cars avaient convergé à Lourdes, après avoir emprunté cinq routes différentes depuis Paris, le Mont-Saint-Michel, Vézelay, Ars et Toulon, c'est-à-dire les voies traditionnelles à travers la France des pèlerins de Compostelle. Une vingtaine d'évêques, sept cents prêtres ont présidé ce rassemblement international de l'Assomption à Lourdes. Près de quatre-vingts pays étaient représentés.

Au cours de l'homélie de la messe, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a surtout évoqué la « souffrance » de plusieurs pays, notamment du Liban: « Il y a ici des témoins de cette souffrance », a-t-il dit. Je pense notamment à nos amis libanais, mais aussi à tous ceux qui viennent de pays où ils voudraient rendre librement leur culte à Dieu... »

Les jeunes pèlerins devaient ensuite quitter Lourdes pour d'autres rassemblements, le 16 août à Burgos et le lendemain à Leon, avant d'arriver vendredi à Saint-Jacques-de-Compostelle. A Rome, dans son homélie de l'Assomption, outre sa déclaration sur le Liban (voir page 3), le pape a également mentionné son invitation à la rejoindre à Compostelle sur « l'antique chemin de Saint-Jacques ». « Dans la géographie de la foi, a ajouté Jean-Paul II à l'intention des jeunes, vous allez suivre un itinéraire privilégié, la voie de la vérité et de la vie, l'itinéraire du Christ lui-même... »

Le seul à demeurer serein est sans doute Jacques Coquebert de Neuville, qui séjourne, l'été, dans son château du XVIII^e. Sa famille possède environ 450 hectares autour des communes de Malbosc, de Bordenave, et de Bordenave. Les premiers sondages autour lieu sur ses terres, mais la mine ne lui fait pas peur: il y a encore un siècle et demi, ses ancêtres exploitaient l'antimoine et le charbon de cette région des Cévennes. Un des contrats de mariage de la famille, au dix-huitième siècle, signait même une dot comprenant des lingots d'antimoine. « Bien sûr, les installations ne sont pas très jolies, mais l'exploitation minière n'a rien de déshonorant, note-t-il. Les recherches ont l'air de l'orienter vers les zones les moins boisées, ce qui est extrêmement réconfortant, car je tiens à mes bois. Certains des pins ont été plantés au dix-neuvième siècle par mon arrière-grand-père... » Les villages, eux, soulignent que le château se situe à plus de 30 kilomètres des zones de recherche.

Mais, depuis quelques mois, la situation a changé: les Cévenols ont désormais affilié au « premier producteur de nickel du monde non communiste » la société canadienne INCO (1). Le 3 juillet dernier, Pierre Nicolini et Michel Quint ont signé avec elle un accord créant la société « Cevenor », prête à investir 10 millions de dollars pour la première phase de l'opération: l'exploration. Les premiers sondages auront lieu dès le mois d'octobre au moyen de « carottes » prélevées sur 200 mètres de profondeur par des forages multiples. Il faudra, malgré tout, attendre encore plusieurs années avant de s'assurer de la rentabilité de l'exploitation.

Tandis que certains Cévenols tempèrent, d'autres se contentent de sourire. En faisant confiance à l'ardité de leur terre. Après tout, Pierre Nicolini et Michel Quint ne sont pas les premiers chercheurs d'or de la région. Tous les étés, les orpailleurs envahissent la vallée, et les plus anciens se souviennent encore des « mines d'or de la Gagnière ». 1 237 mètres de galeries avaient été creusées entre 1905 et 1911. Selon le service des mines d'alors, la roche ne recelait que 0,5 gramme d'or par tonne. Les travaux furent abandonnés juste avant la première guerre mondiale. Pourquoi Nicolini et Quint réinvestissent-ils là où les autres ont échoué, se disent-ils aujourd'hui? La nature se chargeait alors, elle-même, de congédier les nouveaux venus.

ANNE CHERMIN.

(1) L'International Nickel Company of Canada (INCO), qui emploie vingt mille personnes dans le monde, est aussi un producteur important de cuivre, de métaux précieux et de cobalt. En 1987, son chiffre d'affaires consolidé atteignait 1 790 millions de dollars.

Société

Un entretien avec M. Paul Quilès

« Le satellite Spot 4 doit permettre de conserver notre avance dans le domaine spatial »



M. Paul Quilès, ministre des télécommunications et de l'espace.

MM. Paul Quilès, ministre des télécommunications et de l'espace, et Hubert Curien, ministre de la recherche, ont présenté au conseil des ministres, mercredi 16 août, les grandes lignes du programme de développement du satellite d'observation de la Terre Spot 4. Dans un entretien au Monde, M. Quilès précise les enjeux stratégiques et économiques de cet engin spatial, en principe le dernier et le plus performant des satellites français d'observation de la Terre. Prévu pour être lancé à la fin de 1995, il faudra environ cinq ans à la société Matra pour le construire et parfaire la mise au point des équipements de bord.

La décision de pérenniser cette filière a une grande importance industrielle. De nombreux matériaux, communs à Spot 4 et au satellite militaire Hélios, seront financés conjointement par les deux programmes. Ils pourront également être utilisés pour la plate-forme polaire du programme Columbus de l'Agence spatiale européenne. Il faut insister sur le rôle de Spot en faveur de l'industrie et aussi de l'exportation de notre savoir-faire, de nos prestations de service et de nos matériels tels que les stations terrestres (10 réparties dans 9 pays, sont actuellement équipées pour recevoir les images des satellites Spot). Il y a une réelle mobilisation des énergies autour de ces objectifs.

Télédétection et environnement

Quels perfectionnements et services supplémentaires Spot 4 offrira-t-il par rapport à ses prédécesseurs ?

Spot 4 aura une durée de vie de cinq ans au lieu de deux ans théoriques pour ses prédécesseurs. Il utilisera une plate-forme commune avec le satellite militaire Hélios et exportera un instrument de prise de vues appelé HRVIR (Haute résolution visible et infrarouge) qui permettra notamment des observations concernant l'environnement que n'offrent pas les trois premières versions de Spot.

Le lancement de ce satellite est programmé normalement pour la fin de 1995. Cependant, en cas de défaillance de Spot 2 (lancement prévu à la fin de 1989) ou de Spot 3 (fin de 1992), ce lancement pourrait intervenir dès le milieu de 1994. Ce calendrier garantit ainsi que, même en cas de problème, le service en orbite ne sera pas interrompu plus d'un an.

Grâce à l'infrarouge, Spot 4 sera mieux adapté à l'étude des végétaux. Quelle a été l'origine des demandes des clients et comment le système a-t-il évolué pour y répondre ?

Le développement du nouvel instrument HRVIR permet de disposer d'une voie infrarouge, indispensable à toutes les observations où la teneur en eau est un paramètre clef. Cette faculté existe déjà dans les programmes étrangers concurrents (Landsat). L'existence de cette nouvelle possibilité relancera la filière Spot, à un moment où les préoccupations relatives à l'environnement deviennent de plus en plus prioritaires.

Pour être plus encore que d'autres domaines, l'environnement tire partie de la télédétection, par la connaissance qu'elle apporte du degré de maturité des cultures, de leur état sanitaire, ou, plus en amont, des réserves en eau d'une

région ou de son humidité globale. Ces capacités trouvent par exemple leur illustration dans l'étude de l'avancée du désert en Afrique, l'évaluation des dommages causés par les pluies acides en Europe, ou l'observation de la forêt équatoriale en Amérique du Sud.

La résolution de Spot correspond pratiquement à celle des premiers satellites militaires des années 70. Les militaires font d'ailleurs partie des clients de Spot Image. Le perfectionnement des satellites de télédétection civils et la large diffusion mondiale de leurs images ne risquent-ils pas de poser à l'avenir quelques problèmes diplomatiques avec des pays un peu chahuteurs sur le « secret défense » ?

Ne soyons pas naïfs : le formidable développement des satellites conduit à relativiser cet aspect du problème. Il est vrai qu'un domaine d'application notable de ces programmes de satellites est celui de la reconnaissance, dont l'intérêt dans les relations internationales est de première importance. Il procure aux pays qui en disposent un avantage évident, et il permet d'apporter des idées puissantes dans les relations d'Etat à Etat. C'est pour ces raisons que la France a décidé, alors que

ENVIRONNEMENT

La lutte contre les incendies

L'Office national des forêts intensifie son action pour le reboisement et la prévention

Dans la zone méditerranéenne, 6 000 hectares de forêts sont complètement reconstitués chaque année sur les 25 000 hectares parcourus, en moyenne, par les incendies, dont la moitié de maquis et de garrigues plus ou moins dégradés. Compte tenu du bilan catastrophique — encore provisoire — de l'été 1989, le ministre de l'Agric-

culture, M. Henri Nallet, devrait annoncer prochainement un effort supplémentaire de l'Etat pour le reboisement comme pour les actions de prévention. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, l'Office national des forêts (ONF) a tenu à montrer, sous deux formes différentes, comment il s'acquittait de ses tâches.

MARSEILLE de notre correspondant

« Nous voilà revenus au stade de la lande à genêts », Denis Laurens, chef de l'ONF des Alpes-de-Haute-Provence, désigne les vastes étendues calcinées de la forêt domaniale de l'Issole, à Saint-André-les-Alpes dans la haute vallée du Verdon. Le feu est passé au printemps dernier. Un incendie tenace qui a taillé sa route, pendant quatre jours, dans un maquis très accidenté avant d'être éteint par des chutes de neige. Bilan : 300 hectares détruits, parmi les plus productifs de cette vaste forêt de 2 300 hectares créée à la fin du siècle dernier pour lutter contre l'érosion. Une forêt diversifiée associant les plus noirs — l'espèce dominante — aux mélèzes, aux ôdres et aux pins à crochets.

La perte commerciale n'est pas négligeable, car les bois incendies, qu'ils se vendent, sont dévalorisés à moitié. En amont, c'est la production de la forêt de l'Issole, achetée par les scieries locales pour sa transformation en bois de charpente, coffrage, paillage ou de trituration, suffisait à couvrir les dépenses d'entretien. Mais les conséquences écologiques sont bien plus considérables : accroissement des risques d'érosion, diminution de la matière organique par destruction de la litière et coup d'arrêt donné à l'évolution qualitative de la forêt. « En plantant des pins », explique Denis Laurens, l'homme avait accéléré l'évolution de la végétation vers des formes plus élaborées. Au bout de cent ans, le sapin s'installait naturellement sous le couvert favorable des pins et était nous donner, d'ici un nouveau défilé de cent ans, la formation végétale la plus évoluée de notre région : la sapinière. « Plus de pins, plus de sapins. Le cycle repart de zéro et son achèvement demandera... deux siècles.

Après l'incendie, le risque phytosanitaire est le plus redouté des forestiers. Le bois brûlé doit être vendu sans tarder. Non seulement il se déprécie très vite, mais les arbres défrayés, encore sur pied, présentent des dangers d'infestation, parfois foudroyants, par les scolytes

et autres insectes prédateurs vivant à l'état endémique sous l'écorce. Dans la forêt de l'Issole, l'ONF n'a guère perdu de temps. Dès le 5 juillet, après estimation et marquage, il a mis en vente 25 000 mètres cubes de bois. Une moitié seulement a trouvé preneur. L'autre sera à nouveau proposée sur le marché à l'automne. En ce milieu du mois d'août, les travaux de protection des sols contre l'érosion sont également bien engagés. Dans les pentes les plus fortes — plus de 10 % de la zone incendiée — on réalise des « fascines », sorte de fagots de bois brûlés que l'on cale en travers des souches d'arbres troncées et qui servent à retenir la terre.

Pâturages et ski de fond

Le reboisement commencera à l'automne. Il se fera avec les essences préexistantes, les seules capables de supporter le plein découvert et les conditions climatiques assez rudes des Alpes du Sud. « On cherche, depuis plusieurs années, des espèces de substitution qui seraient moins combustibles que le pin noir », indique Denis Laurens. Mais sans résultats probants pour le moment. Les plantations seront achevées au printemps de 1991. Il faudra encore, pendant quatre ans, les entretenir avec soin, les défendre contre la végétation concurrente, notamment les genêts cendrés et les épilobes, remplacer les sujets disparus... « C'est une affaire », estime Denis Laurens, qui sera à peu près cicatrisée vers 1995.

Le reboisement a un coût : 4 millions de francs pour 200 hectares à Saint-André-les-Alpes. Par rapport aux besoins, l'effort de l'Office est nettement insuffisant. Mais le problème majeur reste celui de la forêt privée, qui représente presque la moitié des superficies boisées en Provence-Alpes-Côte d'Azur (530 000 hectares sur 1 100 000). On a encouragé les propriétaires à se regrouper pour bénéficier des aides de l'Etat et de la Communauté européenne (jusqu'à 90 % du montant des investissements). Sans grand succès jusqu'ici.

Dans le domaine de la prévention des incendies, l'aménagement syvo-

Nouvelle mission soviétique vers Mir

Deux cosmonautes soviétiques, Alexander Serébrov (quarante-cinq ans) et Alexander Viktorenko (quarante-trois ans), quitteront, le 6 septembre, le cosmodrome de Baïkonour pour une nouvelle mission à bord de la station orbitale Mir, annoncée, mardi 15 août, M. Alexei Leonov, chef de l'Agence spatiale soviétique. Stoppés pendant quatre mois pour des raisons financières et techniques, les travaux vont donc reprendre à bord du laboratoire spatial, déserté depuis le retour sur terre, le 27 avril, des cosmonautes Volkov, Krikalov et Poliakov. Contrairement à leurs prédécesseurs, Serébrov et Viktorenko ne séjourneront que six mois à bord de Mir.

M. Alexei Leonov a également annoncé, pour 1991, un vol non habité de la navette soviétique Bourane, lancée pour la première fois en novembre 1988. Envoyée en vol automatique, celle-ci pourrait embarquer, en cours de route, l'un des occupants de la station Mir, qu'elle ramènerait à terre. Soumis à de vives critiques de la part de certains spécialistes soviétiques, tant sur son coût que sur son utilité (le Monde du 23 novembre 1988), le programme de la navette pourrait être sérieusement revu à la baisse : selon les dernières estimations, Bourane ne devrait pas effectuer plus d'un vol par an d'ici à l'an 2000, alors que dix vols chaque année étaient évoqués à l'origine. — (Reuters, UPI.)

Eclipse totale de la lune du 16 au 17 août

Le phénomène ne s'était pas vu, en France, depuis le 17 octobre 1987, et dans l'est des Etats-Unis depuis sept ans : l'éclipse totale de la Lune, théoriquement observable dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 août par un milliard de personnes sur l'ensemble du globe, est donc, en soi, un petit événement. Doublié d'un spectacle propre à ravir tous les amoureux du ciel étoilé — du moins dans nos contrées — à veiller un peu. En France, ce n'est en effet qu'à 3 h 20 que l'ombre de la Terre doit commencer à grignoter la pleine Lune, pour recouvrir une heure plus tard la totalité de notre satellite. A partir de 4 h 20 et jusqu'à 5 h 56, la Lune ne reçoit plus de rayons directs du Soleil, reflétant seulement une faible lumière rouge cuivre. Une métamorphose parfaitement visible à l'œil nu — ou, mieux, avec une paire de jumelles — si le ciel est dégagé.

● Nouvel échec de lancement d'un missile Trident 2. — Un essai de tir d'un missile stratégique Trident 2 à partir d'un sous-marin en plongée a échoué, mardi 15 août, le missile ayant explosé quelques secondes après son lancement, a annoncé la marine américaine. L'explosion n'a causé aucun dégât. La Navy enregistre ainsi son deuxième échec, depuis le 21 mars, sur les trois essais de mise à feu du dernier-ne des missiles américains. — (AFP.)

● Le « Radeau des cimes » acquiescé du Brésil. L'équipe de l'expédition « Radeau des cimes », qui comptait étudier la faune et la flore très mal connues vivant sur le haut des arbres de la forêt amazonienne, a été prise, le 15 août, de quitter le Brésil avec son matériel. Elle n'avait pas encore reçu les autorisations nécessaires. Le Conseil national du développement scientifique et technologique (du Brésil) est prêt toutefois à examiner favorablement une nouvelle demande d'autorisation. En octobre 1986, une première expédition en Guyane française avait prouvé l'intérêt scientifique de cette observation.

Les suites de la marée noire

L'Etat de l'Alaska poursuit la compagnie pétrolière Exxon

L'Etat de l'Alaska vient d'engager des poursuites contre la compagnie pétrolière Exxon dont l'un des navires, l'Exxon-Valdez, avait provoqué en s'échouant, le 24 mars, la marée noire la plus grave jamais survenue aux Etats-Unis. Sont également poursuivies six autres sociétés membres du consortium géant l'oléoduc traversant l'Alaska.

L'Etat accuse les sociétés pétrolières de négligence dans la gestion de l'Exxon-Valdez et de réaction trop lente et inappropriée après l'accident. Il réclame des indemnités pour les dommages causés à l'environnement et à la pêche, le remboursement de tous les frais liés à la lutte contre la marée noire, la poursuite des opérations de nettoyage et la condamnation des « coupables » à une forte amende. L'ensemble de ces demandes n'est pas encore chiffré, mais pourrait atteindre des centaines de millions de dollars.

Depuis que, en vertu du principe « pollueur payeur », les entreprises américaines prennent en charge la réparation des dégâts qu'elles causent à la nature, c'est la première fois qu'un Etat, estimant ces mesures insuffisantes, s'engage dans une procédure d'une telle ampleur.

Selon les experts, le procès devrait durer dix ans, car les pétroliers ont l'intention de démontrer qu'ils ont tout fait pour effacer les conséquences de la marée noire.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Etat de l'environnement »

En 1987, 1 700 000 Français recevaient à leur robinet une eau dont les teneurs en nitrates dépassaient les normes européennes. Cette information est donnée par l'Etat de l'environnement, un ouvrage rempli de tableaux, de graphiques et de statistiques, dont l'édition 1988 vient de paraître.

Établi par le secrétariat d'Etat à l'environnement, il poursuit la mise à jour, entamée depuis dix ans, de nos connaissances sur les activités s'exerçant en France et leur impact sur les milieux — agriculture, matières premières, énergie, transport, industries, loisirs... — et sur les nuisances et les milieux sur lesquels elles s'exercent : mer, sols, atmosphère, espèces animales et végétales.

« L'Etat de l'environnement 1988. Documentation française, 348 p., 95 F.

GUY PORTE.

Handwritten signature: "Handwritten signature in Arabic script." (Note: The image shows a handwritten signature in Arabic script, which appears to be "Handwritten signature in Arabic script.")

Société

MÉDECINE

Une étude américaine sur les nouveau-nés anencéphales

Des médecins souhaitent pouvoir prélever des organes avant la mort cérébrale

Un chirurgien peut-il prélever, pour les transplantations, des organes des enfants nouveau-nés souffrant d'anomalies majeures du système nerveux central (anencéphalie) et condamnés à court terme, avant le stade de la mort cérébrale ? Peut-on considérer ces enfants malformés comme l'équivalent de simples « réservoirs d'organes » ? Ces questions difficiles font l'objet, outre-

Atlantique, d'une vive controverse après la publication d'un groupe de médecins californiens dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (daté du 10 août). Ces médecins souhaitent que l'on considère l'anencéphalie comme un état particulier permettant le prélèvement d'organes dès la confirmation du diagnostic et avant que la mort cérébrale soit certifiée.

La première transplantation cardiaque réalisée avec succès à partir d'un prélèvement effectué sur un enfant anencéphale a été faite en octobre 1987 à Loma-Linda, en Californie. Cette réussite devait amener les spécialistes du centre médical universitaire de Loma-Linda à développer un programme visant à augmenter le nombre de prélèvements d'organes chez des enfants gravement malformés (1). Certains voient en effet chez ces derniers une source d'organes (cœur, reins et foie notamment) pouvant être prélevés et transplantés chez d'autres enfants, victimes d'affections graves et condamnés à court terme.

On estime, aux États-Unis, à près de quatre cents le nombre d'enfants anencéphales qui naissent chaque année, les progrès du diagnostic prénatal ayant, avec la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, permis, ces dernières années, de réduire considérablement ce nombre.

L'étude a porté, durant une semaine, sur deux enfants anencéphales nés à terme, dans deux hôpitaux des États-Unis. Deux groupes de six enfants avaient été constitués. Dans le premier, les nouveau-nés étaient soignés et réanimés de manière intensive dès leur naissance, et le diagnostic de mort cérébrale était recherché toutes les douze heures. Les nouveau-nés du second groupe ne recevaient que les soins

classiques, les techniques de réanimation n'étant mises en œuvre qu'en cas d'arrêt cardiaque prolongé. Parallèlement, une série d'examen étaient effectués pour juger de l'état physiologique du cœur, du foie et des reins. Les arrêts cardiaques et la mort des enfants ont été observés à des stades très différents, entre vingt-quatre heures et deux mois. Dans dix des douze cas, la « mort cérébrale » n'a pas pu être observée avant l'arrêt cardiaque définitif.

Une « situation particulière »

Dans leurs conclusions, les auteurs précisent que lorsque les soins intensifs sont donnés tardivement (second groupe), les organes étudiés (reins, foie et cœur) ne sont pas utilisables pour une transplantation ultérieure. Ils soulignent aussi les difficultés rencontrées dans la détermination chez les enfants anencéphales de l'état de mort cérébrale (2). « Nos données suggèrent qu'il n'est pas possible aujourd'hui, compte tenu de la nécessité d'observer une mort cérébrale totale, de prélever pour les transplantations les organes des enfants anencéphales. »

Il faudrait, en d'autres termes qu'on ait « programmé », dès la naissance de l'enfant malformé, les prélèvements à venir et effectué ces prélèvements sans que la mort cérébrale soit survenue. « Nous proposons que l'anencéphalie soit consi-

dérée comme une situation particulière », écrivent les docteurs Robert Truog et John Fletcher. Le prélèvement d'organes pour transplantation devrait être autorisé sans tenir compte du critère de mort cérébrale. « Nous reconnaissons qu'il s'agit là d'une approche utilitariste », écrivent-ils, en précisant que les dispositions actuellement en vigueur sur la mort cérébrale avaient, il y a une vingtaine d'années, été définies et adoptées afin de faciliter les greffes.

D'autres spécialistes soulignent au contraire que même si les parents d'enfants anencéphales souhaitent le plus souvent donner les organes de leur nouveau-né malformé, le nombre d'organes qui pourraient être ainsi trouvés est largement surestimé. Selon eux, les quelques avantages médicaux que l'on pourrait attendre ne justifient pas de modifier les dispositions actuelles sur les prélèvements et la définition de la mort.

JEAN-YVES NAU.

(1) L'anencéphalie est caractérisée par l'absence congénitale de votre crânienne et d'une partie ou de la totalité de l'encéphale. Seuls les méninges (membranes) (respiration, digestion...) sont assurés, et l'espérance de vie de tels enfants est réduite à quelques jours ou, parfois, à quelques semaines.

(2) L'anencéphalie de cortex cérébral impose de porter le diagnostic de « mort cérébrale » à partir de critères cliniques (réflexes) et respiratoires.

Le Carnet du Monde

Décès

Le 5 août 1989, en la quatre-vingt-troisième année de son âge,

Aymé BERNARD,

a quitté les siens.

Conformément à sa volonté, les funérailles et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de :

Sa femme,
Et petits-enfants,
Et de tout son entourage.

Avec :

Cette annonce rédigée par Aymé Bernard lui-même tient lieu de faire-part.

Une messe de requiem sera célébrée le vendredi 15 septembre, à 17 h 30, en la basilique d'Albi, à Lyon.

M^{me} Aymé Bernard,
M^{me} et M^{me} Eric Bernard,
M^{me} et M^{me} Hans Smi,
Eric et Marco Homing,
Michèle, Frédéric, Dorien,

Son épouse,
Ses enfants,
Et petits-enfants,
Les familles Streichenberger,
Moulinier, Desmet et Lape.

14, cité Carnague,
69540 Igny,
121, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris.
Cotisation 7,
2261 E.W. Laidschwand,
Pay-Bas.

- Lyon.

Le président,
Et le conseil d'administration de la société

des Magasins généraux de Lyon Germain,

ont le vif regret de faire part du décès survenu le samedi 5 août 1989, de

M. Aymé BERNARD,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien président
et président honoraire de la société.

Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité le mardi 8 août, à Igny (Rhône).

Le président et le conseil d'administration de la Société de la Rue impériale de Lyon ont le vif regret de faire part du décès de leur

président d'honneur
M. Aymé BERNARD,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 8 août 1989.

M. Kherroubi Mohamed,
Et ses enfants,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} KHERROUBI,
née Badra Nouar,
leur épouse et mère,
survenue le 22 juillet 1989, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le 26 juillet.

M. et M^{me} Pierre Lainé,
ses parents,
Valérie Lainé,
sa sœur,
ont le deuil de faire part de la mort accidentelle de

Catherine LAINE,
survenue tragiquement le 4 août 1989, à l'âge de trente-sept ans, en Sardaigne, Algérie.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 18 août, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Beaumartin, Paris-17^e.

24, rue Ampère,
75017 Paris.

M^{me} Marie-Agnès,
Yves, Véronique et Nathalie,
ses enfants,
Et toute sa famille,
ont le deuil de faire part du décès de

Daniel PAQUET,

survenu brutalement à Samoëns, le 13 août 1989.

46, rue de Bivres,
92140 Clamart.

M^{me} Lorraine Mourer-Reyillon,
M^{me} et M^{me} Bertrand Bisquet du Chayla,
ses enfants,
Emmanuel, Isabelle, Frédéric et Benoît,
ses petits-enfants,
M^{me} Hélène Baile,

ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Simone REYILLON,
survenue le 11 août 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 août, à 11 heures, en l'église Saint-Vincent de Marty-le-Roi (Yvelines), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

166, avenue de Suffren,
75015 Paris.
9, rue Saint-Michel,
78150 La Chesnaie.

M^{me} Marcel Thinet,
son épouse,
M. André Thinet,
M. et M^{me} Alain Pineau,
M^{me} Françoise Thinet,
ses enfants,

Ses petits-enfants,
Sa famille
Et sa belle-famille,

La famille Manuel Pire,
La famille Serge Richard,
La famille Albert Badolo,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Marcel THINET,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national
de la Côte-d'Ivoire,
maire honoraire de La Taillandière (Loire),
président honoraire de Thinet et Cie,
président de l'Entreprise Marcel Thinet,

survenue à Neuilly, le 10 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 août à 15 h 30, en l'église Saint-Louis de Garchois (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Garchois.

Une messe de requiem sera célébrée fin septembre en l'église Saint-Pierre de Chailly. La date en sera annoncée dans la presse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue du Docteur-Gilles,
92380 Garches.
1, rue Auguste-Vaquerie,
75116 Paris.

- Paris. Lyon. Saint-Etienne. Caen.

Les associés de la société Entreprise Marcel Thinet

ont la grande douleur de faire part du décès de leur président,

M. Marcel THINET,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national
de la Côte-d'Ivoire,
maire honoraire de La Taillandière (Loire),
président depuis 1936
de l'Entreprise Marcel Thinet,
fondée par son père en 1903,
président-fondateur
de l'Association générale du bâtiment
et des travaux publics de la Loire,

survenue le 10 août 1989.

Paris-la Défense.

Le conseil d'administration
Et le personnel de la société Thinet et Cie,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel THINET,
officier de la Légion d'honneur,
PDG de 1965 à 1980,
président-fondateur,
président d'honneur,

le 10 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et M^{me} François de Rugy,
M. et M^{me} Patrice de Rugy,
M. et M^{me} Bruno Heriard-Dubreuil,
M. et M^{me} Alain de Rugy,
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hélène de RUGY,
née de Guillebon,

leur mère et grand-mère, le 11 août 1989, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 18 août, à 16 h 30, en l'église de Combloux (Haute-Savoie).

6, parc du Château,
78430 Louveciennes.

M^{me} Suzanne Schor,
son épouse,
Maurice Schor,
Michèle et Jean-Pierre Attali,
ses enfants,
Romain, Raphaël et Michael,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Joseph SCHOR,
croix de guerre 1939-1945,
survenue le 14 août 1989, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi 17 août, à 16 h 15, au cimetière de Bagneux-parisien, où l'on se réunira.

112, avenue de la République,
75011 Paris.

Anniversaires

- Pour le treizième anniversaire du décès de son père, de

Jacques CARASSON,
que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé aient pour lui, en ce jour du 17 août 1989, une pensée fidèle.

- Le 17 août 1987,
Monique GOLDBERG
quittait les siens.

Une pensée émue est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03.

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 9 h 30
du matin.

7, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 08.
Tél. MONPAR 850 572 F.
Télécopier : 42-23-06-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F
Abonnés et abonnés : 73 F
Communications diverses : 88 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sous réserve de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

SPORTS

NATATION : les championnats d'Europe

Deux records du monde battus

Les championnats d'Europe de natation, qui s'annoncent assez chauds en années post-olympiques, ont au contraire commencé en fanfare mardi 15 août à Bonn (RFA) : deux records du monde ont été améliorés dès la première journée.

Le plus impressionnant a été celui établi en 200 mètres nage libre par l'Italien Giorgio Lamberti qui, ainsi, est devenu le premier Transalpin à inscrire son nom sur les tablettes de médailles. À 20 ans, doté d'un gabarit moyen, Lamberti n'avait pas passé le cap des qualifications aux Jeux de Séoul alors qu'il faisait partie des favoris. Il a donc pris sa revanche à Bonn en réalisant un 46 sec 69 en finale du 200 mètres, soit 56 centièmes de moins que l'Australien Duncan Armstrong en finale des Jeux olympiques.

Champion olympique du 100 mètres brasse, le Britannique Adrian Moorhouse, âgé de vingt-cinq ans, a, pour sa part, effacé des tablettes l'Américain Steve Lindqvist pour 16 centièmes de seconde : il a nagé la distance en 1 m 1 sec 49 lors des séries avant de remporter la médaille d'or en finale. Le Français Cédric Pénicaud n'a pu

participer à cette course bien qu'il ait établi un nouveau record de France de la distance (1 m 3 sec 46) lors des qualifications.

Sans réaliser des performances exceptionnelles, les nageuses de RDA ont dominé les débats de cette première journée avec trois médailles d'or : Katrin Meissner sur 100 mètres nage libre (55 sec 38), Daniela Hunger sur 400 mètres quatre nages (4 m 41 sec 82) et le relais 4x200 mètres nage libre (7 m 58 sec 55). La Française Catherine Plovinski, médaille de bronze à Séoul, s'est classée quatrième de la finale du 100 mètres nage libre.

En natation synchronisée, désormais discipline aquatique vedette, la Soviétique Kristina Falasinski, septième aux Jeux olympiques, a remporté le titre solo avec 184,56 points. Elle a devancé la Française Karine Schuler, qui avait le tâche délicate de succéder à Muriel Hermine, trois fois championne d'Europe.

En water-polo, l'équipe de France a terminé deuxième de son groupe de qualification derrière l'équipe de Yougoslavie, championne olympique.

● TENNIS : classement mondial féminin. - Alors qu'il n'y a plus de joueur français classé dans les vingt premiers mondiaux par l'Association des joueurs (ATP), une joueuse vient de faire son entrée dans ce « club » : la Tropicenne Nathalie Tauziat, demi-finaliste du tournoi de San-Diego (Californie) la semaine dernière, apparaît au dix-neuvième rang du classement de l'Association des joueuses professionnelles (WTTA).

● Open du Canada. - Tête de série numéro huit, le Français Yannick Noah a été éliminé le 15 août au deuxième tour de l'Open du Canada disputé à Montréal : il a été battu par l'Autrichien Alex Antonitsch, classé 88^e mondial, en trois manches, 6-3, 6-7, 7-8.

● VOILE : course en solitaire du Figaro. - La Lorienne Alain Gaudier, âgé de vingt-sept ans, a gagné la vingtième édition de la Course en solitaire du Figaro à la barre de Concorde. Il a devancé, au terme de la quatrième et dernière étape, le Corse La Trinité-sur-Mer, Halvard Møller sur Ficht Industrie graphique et Laurent Cordelle sur Matagore.

LE MONDE diplomatique

Août 1989

COUP DE FROID ENTRE LES ETATS-UNIS ET ISRAEL

Les temps sont révolus d'une alliance sans nuages entre les États-Unis et Israël. L'administration républicaine, bien décidée, comme l'URSS, à en finir avec les conflits régionaux, ne craint plus de déplaire aux autorités de Jérusalem, écrit Benny Morris. Et si — comme le montre Serge Halimi — le lobby pro-Israélien demeure très puissant à Washington, les juifs américains ne sont plus aussi soudés que naguère.

FAUT-IL DIRE ADIEU A LA SOUVERAINETE CULTURELLE ?

L'impérialisme culturel n'est plus ce qu'il était, explique Herbert I. Schiller. Il a cessé, par exemple, d'être exclusivement américain. Mais les méthodes mises au point naguère aux États-Unis par les grands des communications de masse se sont répandues partout. Désormais, les grandes firmes multinationales appliquent, en Europe et ailleurs, des procédés qui menacent, de l'intérieur, les cultures locales. Tout est soumis aux impératifs médiatiques : urbanisme et loisirs, histoire et politique.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Gérants :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Benne-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1983)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Gérants :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Benne-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1983)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Gérants :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Benne-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1983)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Correspondant en chef :

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 8

L'ALMANACH DE 1789 :

• Août 1789 au jour le jour : la Grande Peur court la campagne. • 4 août : l'abolition des privilèges. • 26 août : la Déclaration des droits de l'homme • Culture : la naissance de la presse parlementaire • L'homme du jour : La Fayette • Etranger : comment la Révolution a été accueillie en Allemagne et en Grande-Bretagne.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

• Libres et égaux : les points de vue de Marcel Gauchet, Madeleine Reberieux, Elisabeth de Fontenay • Le récit des débats parlementaires et la discussion sur les 17 articles de la Déclaration. • Les racines des droits de l'homme dans l'Ancien Régime : la Contre-Réforme catholique en fut-elle le précurseur ? • Portrait : Thomas Paine, le passager des droits. • Relire aujourd'hui : Edmund Burke, penseur de la contre-révolution.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

A Dakar, « Toussaint-Louverture », le plus grand spectacle du Bicentenaire réalisé hors de France. • La « Marseillaise noire » de Lamar-tine • Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en Province.

AOUT 1989

30 F - Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

N°8
MENSUEL
AOUT 1989
SPÉCIAL

Le Monde

de la Révolution française

AOUT 1789

LA VIOLENCE ET LA LOI

La Grande Peur

L'abolition des privilèges

Les droits de l'homme

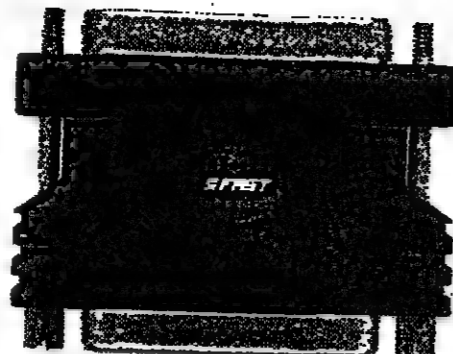
LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

AL. JOURNAL BICENTENAIRE

27 AOUT 1989 - 30 F - 120 PAGES

شركة النشر

Le leader de la protection de logiciels en Allemagne recherche un représentant de vente dynamique et résolu à s'imposer sur le marché français.



nouveau Hardlock E-Y-E, conçu autour d'une puce spécialement développée pour la protection des logiciels, ouvre la voie pour les années 90.

Sur le marché français nos objectifs sont les mêmes et nécessitent que nous rencontrions un représentant de vente qui partage nos ambitions, résolu à figurer rapidement parmi les premiers avec un produit de très haut niveau. Engagement personnel et dynamisme constituent pour nous des facteurs décisifs. En outre, une expérience de la vente des logiciels et un bon niveau en anglais seront importants pour accompagner FAST Electronic sur la voie du succès. Si vous souhaitez assurer la réussite commerciale d'un produit gagnant, n'hésitez pas à nous écrire ou téléphoner : Timm N. Rehder attend votre appel.

FAST
Fast Electronic GmbH

FAST Electronic, Kaiser-Ludwig-Platz 5, D-8000 Munich 2, Téléphone: 19-49-89-53 26 53, Fax: 19-49-89-53 34 01

COORDINATEUR

chargé de projets agricoles à long terme

Le poste ci-dessus est disponible au Centre de liaison pour l'Environnement international, qui rassemble des organisations non gouvernementales travaillant dans les domaines de l'environnement et du développement et dont le siège se trouve à NAIROBI, au KENYA.

Qualifications et expérience :

Nous recherchons une personne diplômée en agriculture et faisant preuve d'initiative personnelle pour assurer le développement de projets agricoles à long terme dans les domaines tels que les pesticides et les déchets toxiques, la conservation du sol et de l'eau; les problèmes relatifs à la diversité biologique et à la sylviculture. Les candidats doivent avoir au moins deux ans d'expérience professionnelle dans les activités relatives à la liaison internationale et à la formation de réseau à tous les niveaux. Une bonne connaissance du français et/ou de l'arabe, outre l'anglais, est nécessaire.

Attributions et responsabilités :

- Exécution et initiation des projets dans la formation de réseau et l'échange d'informations dans le cadre d'un programme triennal;
- Maintenance et élargissement de contact avec les ONG travaillant dans le domaine des projets agricoles à long terme;
- Conseil et assistance aux autres membres du personnel sur les problèmes qui touchent les projets agricoles à long terme.

Le salaire est négociable dans le cadre du barème normal de l'organisation et dépendra des qualifications et de l'expérience.

Les candidatures doivent nous parvenir le 15 juillet 1989 au plus tard, accompagnées d'informations détaillées sur les qualifications, l'expérience, les conditions d'emploi présentes, les recommandations (noms et adresses de trois personnes) et une date de début d'emploi la plus proche possible. Elles doivent être adressées à :

LE DIRECTEUR EXÉCUTIF CLEI
B.P. 72461, NAIROBI (Kenya)

UCC Collège na
Hollis Gaillim
UNIVERSITY COLLEGE GALWAY

CHAIRE DE LANGUES ROMANES

Le Conseil d'administration cherche à pourvoir le poste ci-dessus.

Date limite de réception des candidatures :
31 août 1989

Toute autre information peut être obtenue auprès du secrétaire général.

U.C.G., THE REGISTRAR, CO. GALWAY, IRLANDE.

TEMPORARY RESEARCHER - CAMBODIA AND CHINA

£ 14,687

Amnesty International (AI) needs a human rights researcher to work on Cambodia and aspects of China and possibly other countries in Southeast Asia. This is a temporary contract from October 1989 to September 1990. Candidates must have a good knowledge of China and other countries in the region, fluent English and good Mandarin Chinese. Because of the temporary nature of this post, only people already entitled to work in the United Kingdom should apply.

Closing date : 15 September. REF : No RD-11.
Interviewing week commencing 16 October 1989.

RESEARCHER - VIETNAM

£ 14,687

A permanent researcher is also needed to work on Vietnam and other countries in Southeast Asia. Candidates must have a good knowledge of Vietnam and the region. Fluent English is essential, French and Vietnamese desirable.

Closing date : 13 October. REF : No RD-16.

Both researchers will document cases prepare reports and advise on initiatives to be taken by AI, particularly in relation to prisoners of conscience, trial procedures, treatment of prisoners and executions. Candidates must have proven research skills, sound political judgement, the ability to work impartially, to work in a team and under pressure. Familiarity with the legal systems of the countries would be useful.

amnesty international

For further information and an application form please contact Personnel Officer, Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, Tel. 01-837 3805 (24 hr answerphone). Please quote appropriate reference.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
ARTS-ET-MÉTIER
202 PCE EN DUPLEX
cuis., s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

4^e arrdt
EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCE
2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

9^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

11^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

14^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

15^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

16^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

17^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

18^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

19^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

20^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

21^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

22^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

23^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

24^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

25^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

26^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

27^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

appartements achats

3^e arrdt
ARTS-ET-MÉTIER
202 PCE EN DUPLEX
cuis., s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

4^e arrdt
EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCE
2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

9^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

11^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

14^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

15^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

16^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

17^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

18^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

19^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

20^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

21^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

22^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

23^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

24^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

25^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

26^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

27^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

immeubles

3^e arrdt
ARTS-ET-MÉTIER
202 PCE EN DUPLEX
cuis., s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

4^e arrdt
EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCE
2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

9^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

11^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

14^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

15^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

16^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

17^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

18^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

19^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

20^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

21^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

22^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

23^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

24^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

25^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

26^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

27^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

bureaux

3^e arrdt
ARTS-ET-MÉTIER
202 PCE EN DUPLEX
cuis., s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

4^e arrdt
EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCE
2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

9^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

11^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

14^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

15^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

16^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

17^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

18^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

19^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

20^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

21^e arrdt
RUE DE DOUAI
Dans bel immeuble, 2 s. de
bain, w.c., sur cours, cadras,
mobilier, chaudière, 2 p. de
cuis., 2 s. de bain, w.c., sur
cours, cadras, 950 000 F.
48-04-55-55.

22^e arrdt
RUE DE DOUAI

Économie

SOMMAIRE

■ Pour contrer les effets de la baisse de ses exportations vers l'Union soviétique, la Finlande se tourne vers l'Europe (lire ci-dessous).

■ La formule du groupement d'employeurs joue en faveur du développement rural (lire page 18). ■ Les banques occidentales ont réalisé en 1988

leurs meilleurs résultats (lire page 16). ■ Le projet de démantèlement du parc nucléaire suédois divise les sociaux-démocrates (lire ci-contre).

L'URSS réduisant ses importations

Les industriels finlandais font les yeux doux à l'Europe

« L'Europe, l'Europe, l'Europe. » Les Finlandais, qui ont en aussi leur de Gamble en la personne du président Urho Kekkonen (1956-1982), pourraient reprendre à leur compte la célèbre expression du général. Pour contrer les effets de la baisse de leurs exportations vers l'Union soviétique, leur partenaire privilégié depuis un quart de siècle, ils ont lancé une véritable offensive — économique et de charme — sur le Vieux Continent.

HELSINKI
de notre envoyée spéciale

Il y a quelques jours, les dirigeants de l'un des deux plus grands chantiers navals de Finlande, Wärtsilä, demandaient — et obtenaient — l'aide de l'Etat faute de quoi ils risquaient la faillite. A l'origine de leurs difficultés, une perte de compétitivité liée, entre autres, à la réévaluation en mars dernier de la monnaie finlandaise (le markka) et à la baisse des commandes en provenance d'URSS. Les Soviétiques, perestroïka aidant, n'ont pas à se détourner de leur fournisseur traditionnel pour s'adresser à des concurrents occidentaux. Trois mois plus tôt, la filiale française du même Wärtsilä regroupait ses moteurs Diesel avec ceux d'un groupe commun, la Société alsacienne de construction mécanique (SACM). Deux nouvelles particularités significatives qui montrent bien les problèmes rencontrés par l'industrie finlandaise et les virages qu'elle est obligée d'opérer. Avec un maître mot : le pragmatisme. Comme un fil conducteur, ce pragmatisme se retrouve dans toute l'histoire industrielle du pays. Car l'un des grands talents des Finlandais est d'avoir su transformer en avantages leurs deux grands handicaps — leur climat et leur voisinage — et de s'en être servi comme tremplins pour leur développement industriel.

La forêt monticulaire

Recouverte de neige huit mois sur douze, la Finlande est avant tout un pays forestier (57 % du territoire). Il est d'ailleurs frappant de voir avec quelle régularité — voire avec quelle monotonie — le paysage est ponctué inlassablement par trois essences : les sapins, les pins, les bouleaux. Richesse inépuisable, ces arbres ont servi de piliers à l'industrialisation du pays, au demeurant fort tardive.

Aujourd'hui, la Finlande détient 10 % du marché mondial et 20 % du marché européen des produits de l'industrie du bois. De cette branche (un cinquième de la main-d'œuvre, 10 % du produit intérieur brut et 40 % des exportations) ont dérivé une métallurgie et une industrie mécanique puissantes : une machine à papier sur cinq utilisée dans le monde est finlandaise. Si bien que ce secteur pèse presque aussi lourd que la forêt (si on lui intègre les équipements électriques et électroniques).

Autre branche cousine du bois : la chimie qui, même si elle reste nettement plus petite que ses deux sœurs, n'en assure pas moins 9 % des exportations. Car dans ces trois cas, dès que le petit marché finlandais a été satisfait (il ne compte que cinq millions de consommateurs), les industriels ont misé sur l'extérieur, bénéficiant pour cela d'un consensus national. « En 1978, nous avons changé de politique industrielle, explique M^{me} Pirko Lammi, économiste à l'organisation patronale. Syndicats, patrons et hommes politiques se sont entendus sur une nouvelle idée : privées ou publiques, les entreprises ont le devoir d'être rentables. Constatant, d'une part, que nous n'étions pas assez forts en recherche-développement, nous avons corrigé cela. Nous avons décidé, d'autre part, de nous internationaliser. Nous avons même fini par abandonner l'idée de toute politique industrielle pour privilégier le marché : il a plus d'informations que le meil-

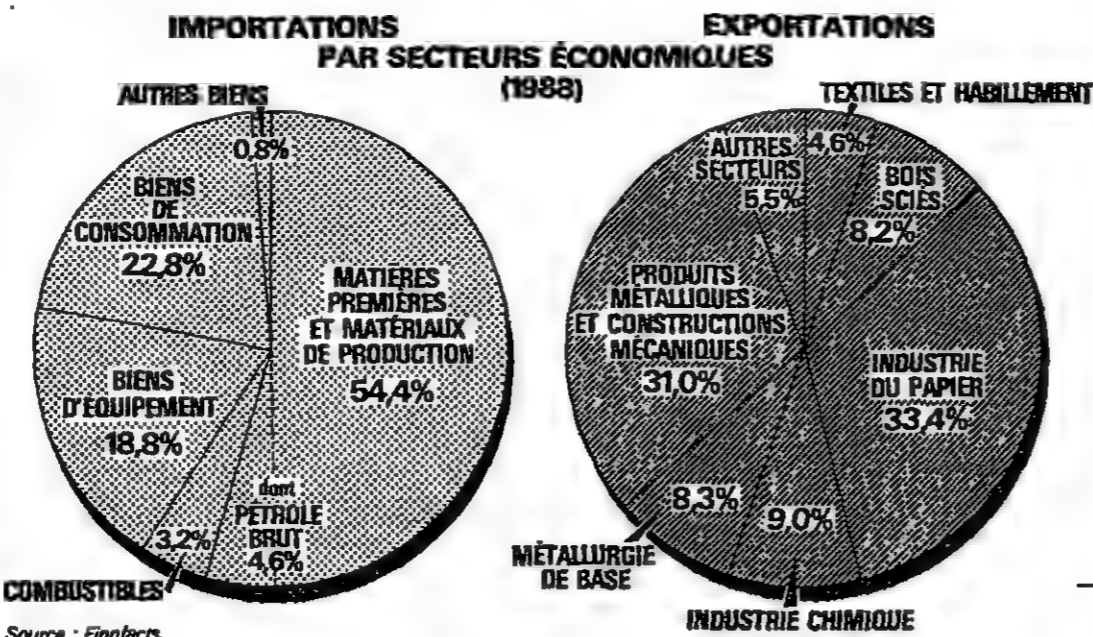
leur des fonctionnaires. » Résultat : un tiers du produit national brut vient de l'export et plus de la moitié de la production industrielle est vendue à l'étranger.

Le pays avec lequel la Finlande commerçait le plus était alors l'URSS. Placées elles aussi sous le signe du pragmatisme, les relations entre les deux pays sont régies dans le domaine économique par un traité de coopération signé en 1948, reposant sur le principe de la compensation et prévoyant un strict équilibre import/export. Ce débouché a aussi favorisé l'essor de l'indus-

rielles théories en cours au Kremlin risquent d'accroître la concurrence et ne sont pas forcément favorables au pays des mille lacs. L'exemple des chantiers navals est là pour le prouver. En outre, les interlocuteurs avec lesquels les Finlandais avaient l'habitude de traiter ont changé et un certain flou est perceptible : « Les Soviétiques voudraient faire des joint-ventures, mais ils n'ont aucune idée du comment, du sur quoi, ni de la façon de procéder. Ce n'est pas à nous de dire ce qu'ils doivent faire », va jusqu'à déclarer un industriel. Position qui n'est

excédent avec presque tous les grands groupes de pays. A quelques exceptions près (RFA, Belgique, Italie), il leur vend plus qu'il ne leur achète. Le tir est particulièrement groupé sur la Communauté européenne : les ventes finlandaises vers les Douze se sont accrues de 10 % en 1988, absorbant 44 % des exportations totales. Encore déficitaire en 1987 de 1,6 milliard de markkas (1), la balance commerciale affichait en 1988 un excédent de 1,8 milliard avec cette région.

Inquiets de voir la Commu-



trie. Car les Soviétiques ont eu besoin d'habits, de chaussures, de produits alimentaires et chimiques mais aussi de navires (comme les brise-glaces) ou de machines. La Finlande a acheté elle, les matières premières et l'énergie qui lui manquaient. Aussi a-t-elle, paradoxalement, tiré le plus grand profit de l'envolée des prix du pétrole pendant une dizaine d'années : si sa facture énergétique gonflait, ses exportations se développaient aussi... et son industrie derrière elles.

Retour de bâton le jour où le pétrole commença à baisser : la part de l'URSS dans les ventes finlandaises à l'étranger est tombée de 25 % à 15 % en trois ans, obligeant le pays à trouver une nouvelle parade. Celle-ci se révèle d'autant plus urgente que les nou-

velles théories en cours au Kremlin risquent d'accroître la concurrence et ne sont pas forcément favorables au pays des mille lacs.

Changement de cap

Tandis que les industries traditionnelles les plus vulnérables (textile-habillage-chaussure, navale), incapables de faire face au recul de leurs ventes en URSS, s'enfoncent dans la crise, les plus dynamiques se tournent vers d'autres pays pour compenser cette perte de débouchés. Leur cible : l'Europe du Nord et communautaire, considérée comme « le » débouché naturel. A partir du milieu des années 80, les exportations vers les pays occidentaux ont donc crû rapidement. L'an dernier, le pays affichait un

excédent avec presque tous les grands groupes de pays. A quelques exceptions près (RFA, Belgique, Italie), il leur vend plus qu'il ne leur achète. Le tir est particulièrement groupé sur la Communauté européenne : les ventes finlandaises vers les Douze se sont accrues de 10 % en 1988, absorbant 44 % des exportations totales. Encore déficitaire en 1987 de 1,6 milliard de markkas (1), la balance commerciale affichait en 1988 un excédent de 1,8 milliard avec cette région.

Reste qu'un certain nombre de facteurs structurels risquent de freiner cette croissance industrielle, d'autant plus remarquable que le pays — traditionnellement agricole — paraît de loin. Des contradictions apparaissent pourtant. La Finlande, qui se vante d'être le pays le plus capitaliste d'Europe, s'est lancée il y a quelques mois dans un processus de privatisation. Pourtant, elle vole au secours de ses chantiers navals, comme tous les autres pays européens confrontés avant elle à une crise semblable. D'autre part, à n'avoir pas voulu abandonner le modèle de l'Etat-providence à la suédoise, le pays souffre d'un handicap de compétitivité au moment où se lance à l'assaut des marchés extérieurs. Une demande intérieure survolée provoque en outre une hausse préoccupante des importations (meubles, électronique grand public...).

Certes, la Finlande a réussi à hausser son niveau de vie à un seul comparable à celui de la Suède — et cet autre grand voisin dont elle a été dépendante pendant des siècles et qui l'a si longtemps considérée comme un « parent pauvre » — Revers de la médaille d'une natalité en chute, elle souffre d'une pénurie de main-d'œuvre (le taux de chômage est particulièrement bas à 4 %) qui ne peut que pousser les salaires vers le haut. Et la hausse du markka aidant, tous les signes d'une surchauffe sont là (voir ci-contre). « Je ne sais pas ce qu'ils vont nous sortir cette fois de leur chapeau. Mais je ne suis pas sûr qu'il y ait encore beaucoup de lapias », note, sans s'en réjouir, un observateur. Cette fois encore, les Finlandais, s'ils veulent s'en sortir, devront être conformes au qualificatif qu'ils se sont eux-mêmes choisis pour se définir dans leur campagne de publicité au sein de l'Hexagone : « Forcément efficaces ».

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Le boom actuel ne devrait s'affaiblir que progressivement au cours des deux années considérées. La croissance du produit intérieur brut devrait donc se ralentir, pour passer de 3 % en 1989 à 2 1/4 % en 1990. Le taux de chômage devrait être en moyenne de 3 3/4 % cette année et rester inchangé en 1990. L'inflation pourrait monter de 5 % environ au cours des six premiers mois de l'année à 6 3/4 % au cours de la deuxième moitié de 1990. Le déficit de la balance des paiements courants devrait continuer d'augmenter, pour représenter 3,75 et 4 % du PIB en 1989 et 1990, en raison de la détérioration de tous les postes de la balance.

L'OCDE : attention, surchauffe !

L'économie finlandaise souffre de « surchauffe » et « les pressions inflationnistes constituent un sérieux problème », diagnostique l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans son rapport annuel consacré à la Finlande.

La consommation privée devrait continuer d'être soutenue cette année, sous la poussée des salaires, la chute du chômage, des exonérations fiscales et une légère baisse de l'épargne des ménages. Cette tendance devrait se poursuivre en 1990. L'épargne devrait atteindre son niveau plancher cette année et augmenter légèrement en 1990. L'investissement continuera de croître rapidement en 1989, puis amorcera un palier en 1990, dans la crainte d'une baisse de rentabilité et d'un affaiblissement de la demande dus à une érosion de la compétitivité et à un renchérissement du coût réel du capital.

L'OCDE s'attend ainsi à une hausse de 6 3/4 % des coûts de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière en 1990, alors que la tendance ne devrait être que de 2 1/4 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE. La croissance de la demande intérieure totale devrait se ralentir, de 4 1/2 à environ 3 % en 1990.

« Le contexte économique international a favorisé la croissance des exportations cette année, et on ne s'attend pas à un ralentissement majeur pendant la

période étudiée », note encore l'OCDE. La croissance des exportations vers l'Occident pourrait se ralentir, mais légèrement seulement, pour reculer de 6 3/4 % en 1989 à 6 1/4 % l'année prochaine. Toutefois, des parts de marché pourraient bien être perdues pendant les années 1989 et 1990, en raison de limites dans les capacités et, l'an prochain, d'une détérioration de la compétitivité. Les exportations vers l'URSS (- 23 % depuis le début de 1988) vont tomber cette année et rester inchangées en 1990. Les importations devraient demeurer soutenues et afficher une hausse, de 7 1/4 % cette année, et un peu moins forte en 1990.

Le boom actuel ne devrait s'affaiblir que progressivement au cours des deux années considérées. La croissance du produit intérieur brut devrait donc se ralentir, pour passer de 3 % en 1989 à 2 1/4 % en 1990. Le taux de chômage devrait être en moyenne de 3 3/4 % cette année et rester inchangé en 1990. L'inflation pourrait monter de 5 % environ au cours des six premiers mois de l'année à 6 3/4 % au cours de la deuxième moitié de 1990. Le déficit de la balance des paiements courants devrait continuer d'augmenter, pour représenter 3,75 et 4 % du PIB en 1989 et 1990, en raison de la détérioration de tous les postes de la balance.

Suède : l'avenir du nucléaire divise les sociaux-démocrates

STOCKHOLM
de notre correspondante

La décision du gouvernement suédois de commencer le démantèlement du parc nucléaire plus tôt que prévu par le référendum de 1980 était une bombe à retardement. Il apparaissait, en effet, difficile de concilier les impératifs d'une production industrielle grande consommatrice d'énergie à ceux de la protection de l'environnement résultant de la panique provoquée par l'accident de Tchernobyl. La bombe vient d'exploser et elle accuse la dissension au sein même du Parti social-démocrate au pouvoir concernant la politique énergétique.

Le « groupe des années 90 » chargé par le parti de définir la stratégie future de la social-démocratie, doit présenter son rapport vendredi 18 août. Mais, en début de semaine, il avait déjà les premières informations qui, pour incomplètes qu'elles soient, ne laissent pas moins pressentir que le ministère de l'énergie et de l'environnement, M^{me} Birgitta Dahl, aura du mal à défendre son projet d'avancer le démantèlement des deux premières tranches condamnées à 1995 et 1996. Son principal adversaire dans cette question n'est autre que M. Stig Malm, le patron de la centrale syndicale ouvrière, LO. Il fait lui-même partie de ce groupe de réflexion en compagnie, notamment, du ministre des finances M. Kjell-Olof Feldt, lequel ne voit pas son plus d'un bon où la fermeture précoce de deux réacteurs.

Six commissions d'experts

En prenant sa décision en juin 1988, le gouvernement avait cependant ouvert un tout petit peu la porte au compromis en faisant de 1990 une « station de contrôle », une ultime phase d'analyse avant de franchir le pas. C'est à cette date que le Parlement devra avoir l'assurance que les tranches qui devront disparaître seront remplacées — d'une manière ou d'une autre. Mais il y a encore quelques semaines, le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, affirmait qu'il n'y avait pas lieu

de revenir sur la décision. Entre-temps, six commissions d'experts ont été chargées d'étudier pour 1990 les conséquences de l'abandon prématuré d'une partie des ressources nucléaires pour l'industrie. Avant même d'avoir le résultat de ces rapports, il semble peu probable que l'opération sera sans douleur.

Les premiers secteurs menacés, et non des moindres, sont ceux qui constituent la base de l'économie suédoise : le papier, la sidérurgie et la chimie notamment, qui représentent à eux seuls quelque 40 % de la totalité des emplois du secteur industriel. Par quoi remplacer le nucléaire de manière aussi efficace, lorsque l'a déjà été décidé, en 1983, de ne pas développer l'énergie hydraulique (qui répond de la moitié de l'approvisionnement en électricité, l'autre revenant au nucléaire) en interdisant l'exploitation des quatre dernières rivières vierges ? Il a aussi été décidé que les émissions de dioxyde de carbone ne doivent pas dépasser le plafond actuel, ce qui empêche donc l'utilisation forcée d'énergies fossiles.

Ces trois objectifs destinés à protéger l'environnement ne sont pas compatibles avec ce que demande la santé économique du pays : la poursuite, grâce à une électricité bon marché, de ses activités industrielles d'exportation et la poursuite de la politique du plein emploi. C'est ce que constate, prudent, le rapport du groupe, qui ne recommande pas formellement d'ignorer la décision d'avancer le démantèlement mais qui laisserait entendre qu'elle n'est pas très indiquée. Les industries, elles, voudraient bien savoir à quoi s'en tenir.

Mardi, il était impossible à Stockholm d'obtenir des précisions de la part des auteurs de ce rapport. A la chancellerie, on indiquait que le premier ministre ne participerait pas à la réunion de vendredi. Il souhaite « rester indépendant » dans le débat qui s'annonce au sein de son parti. Quant au ministre de l'énergie et de l'environnement, elle s'est mise hors de portée des questions indiscrètes, elle fait actuellement une randonnée à pied dans les hautes terres de Laplande.

FRANÇOISE MÉTO.

Le gouvernement australien prévoit un excédent budgétaire record

Le budget présenté mardi 15 août par M. Paul Keating, le ministre australien des finances, a été débattrement placé sous le signe de la rigueur. Quelques mois avant des échéances électorales importantes (des élections générales devraient avoir lieu en mars prochain), le gouvernement travailliste de Canberra maintient le cap sur une gestion de l'économie stricte et prévoit un excédent record des finances publiques (9,1 milliards de dollars australiens, soit 45 milliards de francs environ) pour l'exercice s'achevant en juin prochain.

Cet excédent devrait être affecté prioritairement au remboursement de la dette intérieure et extérieure australienne (dont les encours s'éle-

vent respectivement à 5,25 milliards et 1,75 milliard de dollars australiens). Paul Keating s'est en effet engagé à consacrer « chaque cent » du surplus budgétaire.

L'orientation restrictive de la politique (taux d'intérêt élevés) a également pour but de ramener l'économie australienne à une croissance plus équilibrée.

Le budget table sur une inflation ramenée à 7 % contre 7,6 % lors de l'exercice précédent. Grâce d'ailleurs à l'attente tendue du côté de la balance des paiements courants. Le déficit devrait encore progresser pour s'élever à 18,5 milliards de dollars australiens pour l'ensemble de l'année 1989-1990, contre 17,4 milliards lors de l'exercice 1988-1989. Une détérioration confirmée par le chiffre de juillet : le déficit des paiements courants ayant augmenté de 16,4 % sur un an. Les réductions d'impôt consenties aux ménages aux termes d'un accord conclu avec la confédération des syndicats australiens en avril dernier (en contrepartie desquelles le gouvernement arrachait une pause dans les revendications salariales) ont un effet stimulant sur une consommation à fort contenu d'importations.

Le gouvernement table sur une croissance légèrement inférieure à 3 % (contre 4,7 % pour l'exercice 1988-1989), une prévision comparable au 2,7 % annoncé par l'AMZ Banking Group, l'une des principales institutions bancaires australiennes.

« Peu de perturbations dans le trafic aérien. — La grève des électriciens de la sécurité aérienne (ESA), chargée de la maintenance des radars et des ordinateurs de contrôle aérien, n'a pas véritablement affecté le trafic pendant le week-end du 15 août. Quelques retards allant de trente minutes à une heure « au maximum » ont été enregistrés par la direction de l'aviation civile. L'impact de la grève a été considérablement réduit par trois facteurs : un service minimum a été mis en place ; le trafic aérien a été nettement moins important que lors du précédent conflit à la fin du mois de juillet, et les avions de matériel ont été peu nombreux. Le conflit entamé le 10 août a pris fin mercredi 16 août à 8 heures.

INSOLITES

Moutons refoulés

Trente-trois mille cinq cents moutons australiens se sont vu interdire l'entrée en Arabie saoudite. Motif : les deux cent mille animaux arrivés dans deux précédentes cargaisons auraient eu la « langue bleue », une maladie infectieuse mortelle pour les moutons. Certains auraient même été porteurs du virus de la variole.

Grands exportateurs d'ovins, les Australiens ripostent violemment à ces accusations : « Nos moutons ne souffrent ni de la langue bleue ni de variole, proteste le ministère australien de l'industrie. Soit les tests sérologiques ne sont pas fiables, soit les vraies raisons sont commerciales. » Et les Australiens font remarquer que dans d'autres ports de la région, comme le Koweït ou Bahreïn, les autorités sanitaires n'ont pas refoulé leurs moutons, ils ont tout de même proposé d'envoyer une mission technique en Arabie saoudite pour examiner les raisons du refus saoudien. L'enjeu, il est vrai, est d'importance : en 1988, l'Australie a exporté plus de 7 millions de moutons dans les pays du Proche-Orient, dont 3 millions en Arabie saoudite, pour une valeur totale d'environ 180 millions de dollars américains.

(1) 1 franc français = 0,67 markka.

Économie

SOCIAL

Avec la promotion des groupements d'employeurs

Syndicalistes et organisations professionnelles jouent la carte du développement rural

POITIERS
de notre envoyé spécial

Un groupement d'employeurs ? Rendre possible par la loi de juillet 1983, le dispositif permet à plusieurs employeurs n'ayant pas plus de cent salariés, et qui sont adhérents d'une association loi 1901, de se partager l'emploi d'un ou de plusieurs salariés. La loi, bien évidemment, s'applique à l'agriculture. Actuellement, on compte soixante-dix groupements d'employeurs en zone rurale, sur l'ensemble du territoire. Un succès modeste mais déjà significatif.

En Poitou-Charente, en revanche, la formule est un peu plus développée. Dix-sept de ces groupements, qui rassemblent soixante exploitants et ont, chacun, créé un emploi, existent déjà. Ce qui n'est pas tout à fait un hasard. Constitués en novembre 1983, l'Association pour la promotion de l'emploi rural (APER), milite en faveur de tout ce qui peut aider au développement d'activités en milieu agricole et à obtenir, pour ce faire, le soutien du conseil régional comme de la préfecture de région.

L'APER a pu naître grâce au rapprochement des organisations agricoles (la FNSEA, la CNIA) et des organisations de salariés (la CFDT, FO, la CGC, la Fédération des syndicats d'ouvriers agricoles

(FGSOA), à la suite d'un vœu unanimement voté par le comité économique et social régional. Les uns et les autres ont considéré qu'il était temps de prendre, ensemble, des « initiatives locales pour l'emploi » et ont décidé de dépasser les clivages traditionnels.

Comprendre l'enjeu, le conseil régional a d'ailleurs décidé de financer une opération, pour la première fois « directement formulée par les partenaires sociaux », ainsi que le souligne M. France Joubert, secrétaire général de l'union régionale CFDT : « une figure, un personnage capable de se mouvoir de a priori ».

Pour l'emploi permanent

Au point de départ, il y a quelques constats. Dans cette région, l'emploi agricole salarié occupe encore quarante mille personnes, mais ne cesse de décliner avec la modernisation. Le nombre de travailleurs à temps complet a diminué de 34 % entre 1979 et 1985, et la désertification guette des campagnes mécanisées. Dans le même temps, des besoins en main-d'œuvre apparaissent, notamment dans la filière porcine ou l'arboriculture, mais cela s'adresse à un personnel à qualification élevée, impossible à trouver à temps partiel.

Or les statistiques montrent qu'il y a des ressources en emplois.

Tandis que s'effondrent les offres pour une activité saisonnière de moins de trente-neuf jours par an, ou les propositions pour des emplois presque permanents de plus de deux cent quarante jours par an, il apparaît que les salariés qui effectuent entre quarante et deux cent quarante jours de travail par an conservent leur poste, leurs effectifs ayant été pratiquement stables de 1981 à 1984.

D'où l'idée d'avoir recours au groupement d'employeurs qui fait un chemin en Poitou-Charente. Alors qu'il existait sept groupements d'employeurs avant sa création, l'APER en a favorisé l'apparition de dix supplémentaires et prévoit d'en créer vingt-cinq par an.

Cela ne va pas toujours sans mal. Les groupements d'employeurs ne peuvent pas bénéficier de l'exonération de charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié, puisque celui-ci travaille sur deux exploitations. De même, cette structure, pourtant associative et à but non lucratif, est soumise à l'impôt sur les sociétés et doit supporter la taxe forfaitaire de 8 000 F. Quant à son assujettissement ou non à la TVA, la situation n'est pas encore totalement éclaircie.

Faire plus encore

Pour autant, ces obstacles ne découragent pas M. France Joubert, décidément inventif, qui prépare actuellement un autre projet, APERTE (Association volontaire pour l'emploi, la reconversion, le travail, l'insertion et la réussite). Pensé que la tâche du syndicalisme est de « s'attaquer aux causes et non pas exclusivement aux conséquences », le responsable syndical

de la CFDT estime que, au nom du social, « il y a une fonction de régulation et d'animation du marché du travail que nous devons assurer ». Pour M. Joubert, le syndicat doit s'associer à d'autres partenaires, dont les représentants des services publics, et des chefs d'entreprise, ou tout autre « acteur qualifié », pour que soient mis en œuvre tous les moyens disponibles en faveur de l'emploi et de son développement.

« Notre but serait de rendre opératoire l'ensemble des dispositifs liés à la modernisation agricole pour faciliter les évolutions ou faire du privé », dit-il, bien décidé à utiliser la palette des solutions offertes, de la formation au développement, des nouvelles qualifications en passant par l'anticipation des conséquences sociales de la modernisation.

« Il s'agit de préparer et d'accompagner les individus ou les groupes concernés », dit-il, bien décidé à passer par la confrontation avec des réalités parfois dérangeantes. Et il a tout à gagner en participant activement au développement local, que ce soit en aidant à l'implantation de groupements d'employeurs, ou en aidant les salariés ou les demandeurs d'emploi dans leurs préoccupations de tous les jours. « Nous devons établir un pont entre salariés ayant un emploi et ceux qui n'en ont pas », ajoute-t-il, convaincu que ces actions positives renforceront le syndicalisme sur un terrain concret où il retrouvera sa légitimité.

ALAIN LEBEAUE.

FINANCES

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1988

4 août 11 août

Valeurs boursières, à rev. variable	118,3	118,4
Valeurs industrielles	120,7	120,5
Valeurs financières	117,1	120,2
Pièces d'or	132,1	132,7
Châles	106,7	107,9
Métallurgie, mécanique	132,4	132,1
Électronique, électronique	108,5	108,1
Équipement et matériel	127,7	128,1
Ind. de consommation, non alim.	114,8	114,5
Agro-alimentaire	121,4	121
Distribution	130,9	130,8
Transport, télécom, services	128,5	129,2
Assurances	131,4	131,5
Crédit bancaire	112	112,7
Immobilier et immobilier	104,5	103,9
Investissement et portefeuille	108,3	107,1
Investissement et portefeuille	111	113,7

Base 100 : 31 décembre 1988	
Valeurs boursières, à rev. fixe	99,8
Emprunts d'État	100,3
Emprunts garantis et assimilés	98,7
Sociétés	98,9

Base 100 en 1989	
Valeurs boursières, à rev. variable	4 217,44
Valeurs boursières	4 217,44

Base 100 en 1972	
Valeurs boursières, à rev. fixe	808,7
Valeurs boursières	808,7

Base 100 : 31 décembre 1980	
Indice des val. bours., à rev. fixe	121,4
Emprunts d'État	121,5
Emprunts garantis et assimilés	121,3
Sociétés	120,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981	
Indice global	804,7
Produits de base	804,7
Construction	804,7
Énergie d'équipement	804,7
Énergie de consommation	804,7
Énergie de consommation, durables	804,7
Énergie de consommation, non durables	804,7
Services	804,7
Sociétés	804,7

Base 100 : 31 décembre 1981	
Valeurs boursières, à rev. fixe	804,7
Valeurs boursières	804,7

Base 100 : 31 décembre 1981	
Indice global	804,7
Produits de base	804,7
Construction	804,7
Énergie d'équipement	804,7
Énergie de consommation	804,7
Énergie de consommation, durables	804,7
Énergie de consommation, non durables	804,7
Services	804,7
Sociétés	804,7

La croissance plutôt que la survie

POITIERS
de notre envoyé spécial

Ils ont le même âge et les mêmes préoccupations. Depuis août 1988, ils ont constitué un groupement d'employeurs et ont embauché un salarié commun qui travaille dans leurs porcherie respectives à la Roche-Rigault, dans la Vienne. M. Jean Garault, la petite quarantaine, possède une exploitation de 75 hectares et un petit élevage de truies naissantes à l'engraissement. M. Jean-Charles Proux et sa femme Bernadette fonctionnent en GAEC sur une ferme céréalière de 135 hectares. « Comme à tout le monde, nous avons des soucis de gestion, nous avons mis le doigt dessus. On ne pouvait pas continuer comme ça, mais on ne pensait pas à notre côté », il fallait choisir entre la mort lente, apparemment indolore, et la course aux investissements pour progresser.

Affaire de génération et de sensibilité, les Proux et les Garault décidaient de se lancer dans l'élevage des porcs, avec plus de 1 000 places chacun, selon des méthodes modernes et informatisées. Mais, physiquement, ils ne pouvaient y arriver seuls « car on ne fait rien de bon quand on tourne à 110 à l'heure ». La ressource, facilitée par l'amitié, était inévitable. Ils embauchèrent ensemble, et à temps plein, le salarier de l'un des deux. « Mais c'était un vrai journalier, et nous avons donc dû en trouver un autre. » La troisième tentative fut la bonne. Recruté avec un contrat de qualification, et en formation alternée pendant un an, « leur » employé passa d'une ferme à l'autre selon un programme établi. « Il serait plutôt animalier que cultivateur », juge M. Bernadette Proux, mais il sait s'adapter et a maintenant de bonnes connaissances dans l'élevage des porcs. Moyennant une prime de « pénibilité » de 5 %, son va-et-vient n'est pas trop mal ressenti et, d'ailleurs, « il veut s'intégrer ».

Quand ils font le bilan de leur partenariat, les deux couples d'agriculteurs se déclarent satisfaits. Ils sont même persuadés d'utiliser une formule d'avenir et croient à « la répartition de l'emploi agricole qui était en perte de vitesse ». Des formules comme les groupements d'employeurs pourraient aider les exploitants qui vieillissent, « et, pourquoi pas, permettre la formation d'un jeune » avant qu'il s'établisse.

Pour être, à la différence de leur voisinage, pensent-ils surtout que cette solution correspond à leur stratégie. « Nous cherchions une diversification, un complément d'exploitation », racontent-ils avec le langage des gestionnaires qu'ils sont devenus. « Nous sommes devenus des spécialistes de la porciculture », de « méthodes rigoureuses » et de « souplesses » pour l'utilisation de leur employé. « On essaie de faire bouger les choses et on veut créer une émulation. Alors, on joue les signaux dans les structures », vont-ils jusqu'à dire. L'un s'occupe de porcs avec l'idée d'ouvrir pour la professionnalisation de la filière. L'autre s'est investi dans le groupement de développement agricole qui sert d'appui technique pour les céréales. Tous deux ont participé, « avec une petite prise de capital », à la création d'un cabinet privé de conseil en agriculture et en porcherie. « C'est un investissement pour le futur, et le technicien qu'on avait, il ne fallait pas le laisser partir ».

En fait, le groupement d'employeurs a été le point de départ de tous ces projets. Comme ils le disent eux-mêmes, ils ont choisi le porc de la « survie ». Autour d'eux, bien des jeunes agriculteurs qui les observent, incrédules, ont inconsciemment fait le choix de ne pas évoluer « parce que ça tourne ». « Ils ne se sont pas encore rendu compte de ce qui allait se passer », regrettent les compères qui ont décidé de parler sur le développement rural, bien entendu.

A. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DU 1^{er} SEMESTRE 1989 : + 19,1 %

Sous l'effet d'une bonne conjonction et de l'élargissement du Groupe, le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 1989 s'élève à 5 632 362 millions de francs contre 4 730 964 millions de francs au 1^{er} semestre 1988 (+ 19,1 %).

A périmètre constant, le taux d'augmentation serait été de 11,3 %.

Ciments Français sur Minutal : 36-16 Cliff.

Communication

Propriétaire de l'unique quotidien

Le groupe Hersant tente de se diversifier aux Antilles

Le groupe Hersant, représenté aux Antilles françaises essentiellement par la région de publicité Publiprint-Antilles et par l'unique quotidien France-Antilles, cherche à se diversifier, notamment par le rachat

de journaux gratuits, le lancement d'un hebdomadaire et une prise de participation dans un journal martiniquais.

Le groupe, dont la filiale antillaise est dirigée par le plus jeune des fils du magnat

de la presse française, Philippe Hersant, est installé à la Martinique depuis le début des années 60 et à la Guadeloupe depuis le lendemain des événements de mai 1967.

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

A Fort-de-France, à deux pas de la célèbre place de la Savane, trône un imposant bâtiment sur lequel est écrit en lettres capitales taillées dans la pierre « Imprimerie officielle ». Il s'agit d'un ancien bâtiment de la colonie appartenant au conseil général de la Martinique où, bien qu'il s'agisse de finances publiques, on a toutes les peines du monde à obtenir la confirmation du montant du modeste loyer versé chaque mois par ses occupants. Nous sommes place Stalingrad, le siège administratif de la SA France-Antilles, société dont le siège social, rue de Presbourg à Paris, est le même que celui de nombreux journaux du groupe Hersant. Dans les rues de Fort-de-France, de Pointe-à-Pitre ou de Basse-Terre, quotidiennement, des créneaux commentent en croûte les faits divers étalés à la « une » d'un journal qui, voici peu de temps encore, affichait le groupe de presse Hersant et qui, aujourd'hui, se contente pudiquement, sous le vocable « principaux associés », de donner la liste des enfants du magnat de la presse française.

Lancé au début des années 60 à la Martinique (grâce à un avis favorable du ministre de l'Information M. Alain Peyrefitte), le quotidien de Robert Hersant était le seul sur la place. Avec des moyens réduits au minimum, il a su se montrer incontournable et, si tous les Antillais le critiquent, tous également le lisent... au moins le matin au bureau !

Peu à peu, tout en maintenant son secrétariat de rédaction et son imprimerie à Fort-de-France, la SA France-Antilles a cherché à s'étendre et à se diversifier. En 1967, à l'occasion des élections de mai au cours desquelles plusieurs dizaines de personnes trouvent la mort, un supplément sort en Guadeloupe, qui deviendra un hebdomadaire, puis aura trois éditions par semaine (le rythme actuel du *France-Guyane*), puis deviendra un quotidien qui, de par son traitement et sa fabrication sur une autre île, aura quelque chose de la Guadeloupe soit dotée d'un équipement informatique permettant au journal de « bouclier » plus tard.

Entre temps, le groupe a pris le contrôle de deux autres sociétés : Vitamine 7 (devenue RV 7) à Fort-de-France, et Radio Bis à Pointe-à-Pitre. Très vite avec le support de Publiprint-Antilles, la filiale de la région parisienne de publicité, ces deux antennes deviennent vraiment commerciales. Elles sont même, désormais, regroupées sous la même enseigne, Sun FM, et distillent le même programme à des auditeurs sensiblement différents.

An début de l'année dernière, la société PAMS, gérée par M. Philippe Hersant, rachète le 97,2 et le 97,1, deux stations distribuées respectivement à la Martinique et à la Guadeloupe.

Mais l'ambition du groupe ne s'arrête pas là. Il faut à la fois conforter la position sur la Guadeloupe et la Martinique, et tenter de rattraper le publicitaire de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, les deux petites îles du nord, dépendant administrativement de la Guadeloupe, mais situées à deux cent cinquante kilomètres au nord de Pointe-à-Pitre.

Là, les deux seuls supports viables financièrement sont respectivement le *St-Martin's Week* et le *St-Barth*

Magazine. Deux hebdomadaires gratuits bilingues, jeunes, remplis de petites annonces, de publicité, et contenant occasionnellement des publi-reportages ou des articles d'information. Le premier d'entre eux, durant sa première année d'exploitation, a eu le chiffre d'affaires énorme de 120 000 dollars américains. Le propriétaire du *St-Martin's Week*, Philippe Tisseaux, se contente de confirmer que des négociations sont en cours, après la publication, le 20 juillet dernier, d'un entrefilet parlant du rachat de son journal, dans le *Guardian*, le quotidien de la partie néerlandaise de l'île de Saint-Martin. Selon nos informations, le rachat de ce journal installé dans un paradis fiscal devrait avoir lieu avant le 31 août. Pour ce qui est du *St-Barth Magazine*, des « propositions » auraient également été faites au directeur de la publication, Stéphane Baillie, mais n'auraient pas encore abouti.

A Pointe-à-Pitre, le rachat de l'hebdomadaire *7 Mag* (dérivé de *Télé 7 Jours Guadeloupe*) avait été envisagé. Mais la mauvaise situation financière du journal (*Le Monde* du 7 avril) a fait plier les dirigeants du groupe qui devraient lancer, vers le mois d'octobre, un magazine de télévision concurrent dont la rédaction

en chef, indique-t-on au sein du groupe, sera confiée à l'unique numéro deux du journal en Guadeloupe.

A Fort-de-France, la situation est légèrement différente. Le *Télé 7 Jours Martinique*, lui, a une situation saine et des comptes pratiquement équilibrés. Et c'est peut-être par crainte d'un nouveau concurrent que son principal actionnaire, Jean-Claude Rossignol, a accepté de négocier avec la SA France-Antilles. Une négociation qui pourrait aboutir à une prise de participation minoritaire à hauteur de 20 % dans le capital du journal pour octobre prochain. Déjà, depuis plus d'un mois, Publiprint Antilles s'occupe des espaces publicitaires du journal.

Pour que la panoplie soit complète, il ne manquerait qu'une télévision. Lorsque l'anarchie régnait dans ce domaine à la Guadeloupe, la solution du rachat de l'une des télévisions pirates de l'archipel avait été envisagée. Le projet semble désormais dormir dans les tiroirs, à moins que celui des télévisions privées dans les DOM ne revienne le premier souci du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

A Fort-de-France, dans les locaux de l'ancienne Imprimerie officielle devenue depuis près de trente ans l'entreprise de presse la plus rentable contrôlée par M. Robert Hersant, le directeur général du groupe, M. Christian Coustal, n'a « rien à dire » et « rien à confirmer ». Pour l'instant.

ANDRÉ LÉGER.

Les fleurons du groupe

● **France Antilles**
France-Antilles, édition de la Martinique (quotidien), appartenant à la SA France-Antilles, 28 000 exemplaires.

● **France-Antilles**
France-Antilles, édition de la Guadeloupe (quotidien), appartenant à la SA France-Antilles, 18 000 exemplaires.

● **France-Guyane**
France-Guyane, parution trois fois par semaine, appartenant à la SA France-Antilles.

● **France-Antilles hebdo**
France-Antilles hebdo, (hebdomadaire), appartenant à la SA France-Antilles, diffusé en France métropolitaine, réalisé en Martinique à partir d'articles de différentes éditions auxquelles sont ajoutés des articles envoyés de Paris par télécopie.

● **Journal gratuit**
97,2, le Martiniquais, hebdomadaire (Martinique), appartenant à PAMS, 50 000 ex.

97,1, le Guadeloupéen, hebdomadaire (Guadeloupe), appartenant à PAMS, 40 000 exemplaires (1).

● **Imprimerie**
La SIGA, installée à Fort-de-France, imprime tous les journaux actuels du groupe et réalise les maquettes de France-Antilles hebdo, imprimé à Roubaix et diffusé dans les grandes villes métropolitaines.

● **Réseau SUN FM**
diffusé sur la Guadeloupe et la Martinique.

● **Régie publicitaire exclusive**
Publiprint Antilles, filiale de Publiprint, contrôle la publicité de l'ensemble des organes du groupe ainsi que *Télé 7 Jours Martinique*.

(1) Le nombre d'exemplaires est celui annoncé par le journal, à défaut d'un contrôle de l'Office de justification de la diffusion (OJD) dans l'Ouvr-Met.

● **Nouveau centre de facilité à Francfort**
Le « International Herald Tribune ». — Le quotidien américain *International Herald Tribune*, dont le siège se trouve à Neuilly, annonce la mise en place d'un nouveau centre d'impression avec transmission des pages par facsimilé à Francfort. Ce centre, qui sera opérationnel dès le début du mois de septembre, permettra aux lecteurs ouest-allemands, ainsi qu'aux habitants des pays scandinaves, de pouvoir lire plus rapidement leur journal. Imprimé à Paris depuis 1887, l'*International Herald Tribune* (178 000 exemplaires vendus chaque jour) disposera alors de onze centres de transmission par facsimilé pour sa distribution internationale, sept se situant en Europe, trois en Asie, un à New-York.

لبنان في الوطن

PARIS, 15 août —=

Le point d'équilibre

Le point d'équilibre

La Bourse de Paris a rouvert ses marchés après les jours de chômage observés par suite de l'Assomption. Elle a eu fustement du mal à reprendre le lier. Parvenu à ses plus bas niveaux historiques à la fin du semaine écoulée, le marché péniblement maintenu à niveaux très soutenus à l'ouverture (+ 0,10 %), la tendance a ensuite céder à l'effritement (- 0,08 %), avant de remonter légèrement. Dans l'après-midi, l'indicateur de tendance s'est établi à 0,10 % en dessous de son précédent.

Selon les professionnels, la Bourse a surtout pâti du manque d'affaires. Vu la situation au 15 août, bien des investisseurs ont cédé à la tentation d'ouvrir un port déjà important. Ce n'est rien de dire que le palais royal n'est pas le meilleur endroit pour faire des affaires.

était lui-même à moitié vide. ment des professionnels pour fier le désaccoutrement : cette semaine est placée sous le signe l'extensisme, avec les dernières tiques sur l'évolution de l'économie américaine. Ce mercredi, le secteur de l'indice de la production industrielle pour juillet d'être pu.

Les résultats du commerce rieur, les plus importants, se eux, annoncés jeudi. Puis ven les prix de détail pour juillet dront le relais. L'on ne saura mentement trop, dans ces condi étonner du désaccoutrement à un désaccoutrement, qui, noton a quand même pas tourné à rrement.

La reprise, même légère, de Street, le 15 août, a exercé un d'encouragement non négligeable. Le seul événement de la journée la hausse de Locofrance vedette au palmarès. Dans la nuit, la cotation du titre avait dû être suspendue en raison du fort décalage, mais avec d'effacement.

TOKYO, 16 août ↑
Record

Pour la première fois Bourse de Tokyo a terminé séance au-dessus du seuil 35000 yens. Mercredi, l'index Nikkei a atteint en fin de jour le niveau des 35084,15 ; après un gain de 273,46 pt (+ 0,79 %). Le précédent record de hausse, en clôture, remontait à 31 juillet à 34953,87 yens plus haut « historique », réalisé en cours de séance, le 2 août 35015,93 yens.

TOKYO, 16 août ↑

Record

Pour la première fois, la Bourse de Tokyo a terminé sa séance au-dessus du seuil des 35 000 yens. Mercredi, l'indice Nikkeï a atteint en fin de journée le niveau des 35 084,15 yens après un gain de 273,46 yens (+ 0,79 %). Le précédent record de hausse, en clôture, remontait à 31 juillet à 34 953,87 yens. Plus haut « historique », relevé en cours de séance, le 2 août, il s'élevait à 35 015,93 yens.

L'activité était encore si modeste mercredi pour le dernier jour des traditionnelles vacances d'été au Japon. La baisse du yen face au yen a stimulé les achats qui se sont principalement intéressés aux valeurs automobiles et de l'électronique.

FAITS ET RÉSULTATS

- **Hausse de 7% du bénéfice net de Xerox.** — Pour le troisième trimestre 1989, Xerox Corp. connaît une légère hausse de résultats avec une augmentation de 7% de son bénéfice net et 8% de son chiffre d'affaires. Entre avril et juin 1989, Xerox réalise **un bénéfice net** de 179 millions de dollars (1,16 milliard de francs environ) contre 167 millions de dollars (1 milliard de francs) en 1988, à un rythme comparable, pour un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de dollars (13,4 milliards de francs).

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Assault & Associée	...	436	Int. Metal Service	...	1054
Asynpal	...	890	La 1 ^{re} ligne de nuit	...	450
B.A.C.	...	830	Local développement	...	285
C. Brumley & Associés	...	850	Locust	...	170
R.I.C.M.	...	722	Machette, Minika	...	...
Raison	...	423	Microvision	...	...
National Technologies	...	635	Microvision (Paris)	25 80	...
Reunert Lyon	...	217 50	Milva	215	213
Sté des de Luxe	...	3450	Neuville	...	1200
Californian	...	...	Olivetti-Legrand	236	276
Caroli	...	801	On. Gen. Fin.	...	435
S.A. de Fr. (S.C.I.)	...	650	Plomix	...	642
C.A.T.	...	800	P.F.A. S.A.	...	617
C.D.M.E.	1775	...	Proteus (K. de Fr.)	...	37 30
C. Equip. Elect.	380	...	Providence	...	830
C.E.G.I.D.	911	...	Publicis, Filippucci	...	825
CEP&P	385	...	Renaud	701	...
CEP&P-Comptabilis	400	...	Rémy & Associée	...	336 20
Chemist of Calgary	783	...	St-Honore Matignon	...	230
C.E.M.	610	...	S.C.P.J.M.	...	662
Colson	350	...	Sed	367	370
Concept	1110	...	Silicon Int. (Lyon)	...	103
Constatant	...	...	S.E.P.	...	528
Cowatt	405	...	Serbo	...	630
Dafin	161	...	S.M.T. Group	...	336
Daphin	1425	...	Sonofinix	...	800
Dowling	1250	...	Spart	...	288
Dreile	...	...	Thermal Dynamics	...	237
Edifon	205	...	T.F. 1	...	401 80
Edifon National	...	...	Unilog	...	135
Elysean Investments	17 80	...	Union Financ. de Fr.	...	505
Finser	238	...	Val et Cie	...	210
Genmar	468	...			
Gen Tech	845	...			
Gr. Foudier Fr. (S.F.F.)	319	...			
Groland	180	...			
I.C.E.	255	...			
Idia	250	...			
Imery	152	...			
I.R.	300	...			

Marché des options négociables le 11 août 1989

Nombre de contrats : 15 209.					
VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
		dernier	dernier	dernier	dernier
Accor	769	25	50	-	28
CEG	448	15,70	33	7	13
Elf-Aquitaine	448	53	-	1,50	-
Eurometal SA-PLC	90	7,50	-	3,25	6
Lafarge-Capex	1 539	228	250	-	8
Michelin	180	7,50	13,50	4,70	8
Mil	1 550	16,10	61	-	-
Paribas	520	10,50	26	15	-
Pengsat	925	23,50	59	25	-
Saint-Gobain	680	9,80	26	-	-
Société générale	520	12	20,50	-	-
Thomson-CSF	220	3,50	10	22	25
Source Pariet	1 690	-	120	-	55
Suez-Bleu-Ind	360	28,50	41	4	8

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 août 1989				
Nombre de contrats : 62 278.				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	
Dernier	110,44	116,18	109,90	
Précédent	109,94	109,76	109,56	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
108	2.41	2.47	0.01	0.32

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar: 6,566 F =		PARIS (BSE: base 100: 30-12-68)	
Le dollar était toujours ferme le mercredi 16 août, s'échangeant à 6,566 F contre 6,55 F la veille. La fermeture des taux d'intérêt américains et l'attente de statistiques économiques importantes cette semaine (dont les résultats du commerce extérieur américain en juin-juillet) contribuent à soutenir le billet vert.		10 août	11
FRANCFORT	15 août 16 août	Valeurs françaises ..	119 119,59
Dollar (en DM) ..	1,946 1,9416	Valeurs étrangères ..	120,29
10 août	15 août 16 août	(SBF, base 100: 31-12-81)	
10 août	15 août 16 août	Indice général CAC ..	507,2
Dollar (en yen) ..	142,28 141,80	(SBF, base 1000: 31-12-87)	
		Indice CAC 40 ..	1.814,46
		(OMF, base 100: 31-12-81)	
		Indice OMF 50 ..	510,55 511,60
MARCHÉ MONÉTAIRE		NEW-YORK (Indice Dow Jones)	
(effets privés)		14 août	15 août
Paris (16 août) ..	812/819 765/768	Industrielles ..	2.677,92 2.686,65
New-York (15 août) ..	917/8	LONDRES (Indice Financial Times)	
		14 août	15 août
		Industrielles ..	1.958,3 1.947,8
		Mines d'or ..	199,7 201,4
		Fonds d'Etat ..	87,46 87,24
		TOKYO	
		15 août	16 août
		Nikkei Dow Jones ..	34.810,69 35.094,15
		Indice général ..	2.633,5 2.659,61

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+	-	Rep. +	ou sup. -	Rep. +	ou sup. -	Rep. +	ou sup. -
E.-U.	6.5400	6.5490	- 5	+ 10	- 5	+ 28	+ 0	+ 39
FR (100)	5.5447	5.5527	- 18	- 135	- 37	- 255	+ 833	- 714
DM	4.6056	4.6222	+ 136	- 68	+ 303	- 121	+ 251	- 241
DM	3.7446	3.7384	+ 51	+ 68	+ 99	+ 121	+ 321	+ 241
FR (100)	2.9931	2.9958	+ 49	+ 51	+ 79	+ 96	+ 234	+ 272
FR (100)	16.1322	16.1525	+ 77	+ 154	+ 127	+ 249	+ 339	+ 690
FR (1 000)	1.7050	1.7055	+ 40	+ 35	+ 65	+ 57	+ 154	+ 154
FR (1 000)	4.7080	4.7069	- 155	- 116	- 292	- 147	- 217	- 223
FR (1 000)	10.3261	10.3346	- 433	- 384	- 832	- 754	- 2.028	- 2.223

TAUX DES EUROMONNAIES

DE-UL	8 15/16	3 3/16	8 15/16	9 1/16	8 7/8	8 3/4	8 7/8
6 7/8	7 1/8	8 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
7 1/8	7 3/8	7 3/16	7 5/16	7 3/16	7 5/16	7 5/16	7 5/16
7 1/8 (100)	8 5/8	8 1/4	8 9/16	8 5/8	8 5/16	8 5/16	8 5/8
7 5/8	7 7/8	7 1/4	7 3/8	7 3/8	7 5/16	7 1/16	7 1/16
(1 000)	12	13	11 1/4	12 3/4	11 7/8	12 3/8	12 1/2
8 15/16	13 7/8	13 5/4	13 7/8	13 3/4	13 7/8	13 11/16	13 13/16
8 15/16	9 3/16	9	9 1/8	9	9 1/8	8 7/8	9

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Composée	VALEURS	Cours proposé	Premier cours	Dernier cours	% + -					
3785	C.N.E. 3% + ..	3750	3751	3750						

Règlement mensuel

Comptant (collection)	SICAV (collection)	11/8
-----------------------	--------------------	------

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

c: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

1000 Miles

كنا من اصل

ÉTRANGER	ENQUÊTE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Liban : la Syrie et ses alliés déterminés à faire tomber le général Aoun. 4 Le voyage de M. Rocard dans le Pacifique sud. 6 Pologne : les tractations se poursuivent pour la formation du gouvernement.	6-7 Sakhaline ou la persécution en différé. - A Aleksandrovsk, la mémoire des bagnards. - Une diaspora coréenne oubliée.	8 La manifestation des « Anti-89 ». - Le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle. 9 Un entretien avec Paul Quilès. - La lutte contre les incendies.	15 Le groupe Herant tente de se diversifier aux Antilles.	14 Les industriels finlandais font les yeux doux à l'Europe. 15 Syndicalistes et organisations professionnelles jouent le carte du développement rural. 16-17 Marchés financiers.	Abonnements 10 Annonces classées 13 Carnet 10 Météorologie 12 Mots croisés 12 Radio-Télévision 12	Les résultats des grandes écoles : 3815 tapers LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3815 tapers LMI

L'affaire du « Vincennes »

Les Etats-Unis acceptent de comparaître devant la Cour de La Haye

Les Etats-Unis ont accepté la juridiction de la Cour internationale de justice de La Haye dans l'affaire du *Vincennes*, le croiseur américain qui avait abattu un Airbus iranien avec à son bord deux cent quatre-vingt passagers dans le Golfe le 3 juillet 1988. « La présidence a décidé que les Etats-Unis comparaitront et combattront les affirmations iraniennes devant la Cour internationale de justice », a déclaré mardi 15 août un porte-parole du département d'Etat.

L'Iran poursuit Washington au titre de deux conventions internationales, celles de Chicago et de Montréal, dont le gouvernement américain estime qu'elles ne s'appliquent pas au cas du *Vincennes*. Le porte-parole américain a précisé que la Cour a autorité pour déterminer si elle a juridiction sur l'affaire, mais que Washington se réserve le droit de rejeter ses conclusions.

« Le *Vincennes* a agi en croyant que l'aviation de ligne était un avion militaire hostile, a-t-il poursuivi. La simple fait que c'était faux ne suffit pas à rendre illégale l'action du *Vincennes*. »

Les Etats-Unis avaient refusé la juridiction de la Cour il y a trois ans, à la suite d'une plainte du Nicaragua. Depuis, Washington et Moscou ont décidé d'un commun accord de renforcer le rôle de la Cour de La Haye. — (AFP.)

Controverse à Washington sur l'exportation vers l'Est de micro-ordinateurs

Le département américain du Commerce a décidé, mardi 15 août, d'autoriser l'exportation vers les pays de l'Est d'ordinateurs portables plus robustes que ceux qui avaient reçu un feu vert le mois dernier.

Le 13 juillet, le secrétaire du Commerce, M. Robert A. Mosbacher, avait annoncé des facilités à l'exportation de certains petits ordinateurs, estimant que ces restrictions — largement levées par les autres pays — ne servaient qu'à pénaliser les compagnies américaines. Cette décision avait été critiquée par le secrétaire à la Défense, M. Dick Cheney, qui avait assuré que les pays du bloc de l'Est pouvaient utiliser les machines en question à des fins militaires : les ordinateurs concernés — dont l'exportation a été approuvée par le Comité de coordination pour les contrôles à l'exportation (COCCOM) — sont des machines portables particulièrement robustes et donc plus résistantes aux manipulations en cas d'utilisation à des fins militaires.

Le département américain à la Défense n'a pas encore réagi à ces dernières mesures. — (Reuters.)

LITIERIES CHEZ CAPELOU

Les meilleures marques aux meilleurs prix.

TRECA EPEDA
SIMMONS PIRELLI

37, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. 43.57.46.35 • Métro : PARENTIER

CHINE : service militaire et « retour à la base » Reprise en main des universités

PÉKIN
de notre correspondant

La situation ne manque pas de piquant : l'université de Pékin, la plus prestigieuse de Chine, est paralysée parce qu'une partie au moins du corps enseignant a refusé, de manière plus ou moins explicite, les termes de la reprise en main idéologique des étudiants par le régime. Selon diverses sources, les professeurs de la « Sorbonne chinoise » résistent devant la restauration de pratiques socialistes, à l'égard du monde universitaire, comme l'endoctrinement et l'envoi « à la base » des étudiants préalablement à tout cursus universitaire. Résultat : la rentrée, initialement prévue pour le début de cette semaine, y a été différée de deux mois — jusqu'à la mi-octobre — et l'établissement sera fermé alors que la république populaire fête son quarantième anniversaire le 1^{er} octobre. Un comble quand on songe au rôle d'avant-garde que jouait cette même université pendant la révolution culturelle.

Aucun motif n'a été donné aux étudiants de l'université de Pékin, Beida, lorsque la nouvelle leur a été annoncée lundi 14 août, mais il ne fait guère de doute que l'objectif est d'empêcher les étudiants contestataires de mettre à profit le jour où le régime communiste deviendra quadragénaire pour tenter de relancer le mouvement pro-démocratique. Au cours des dernières semaines, de

nombreuses indications sont venues confirmer qu'un noyau « dur » de la contestation n'entendait pas se soumettre au régime, en dépit de la sanglante répression militaire qui a conclu le soulèvement d'avril-mai. Les autorités redoutent que l'économiquement provoqué par cette répression ne soude le monde universitaire autour des agitateurs.

De plus, la « mauvaise volonté » de certains professeurs envers les nouvelles orientations en matière d'éducation aurait éclaté au cours d'une réunion des enseignants et des autorités du parti qui a duré tout une journée. Selon de multiples indications, la discussion a été étonnamment franche, du moins conduisant sur un point pour les représentants du régime : les enseignants de Beida ne sont pas suffisamment sûrs au plan politique. Certains auraient même fait savoir qu'ils ne se sentaient pas prêts à se substituer au parti pour remettre les étudiants au pas, manière indirecte de rejeter sur les autorités les responsabilités politiques du malaise. Celles-ci n'ont pas voulu prendre de risque avec l'échéance du 1^{er} octobre en vue.

Les étudiants des huit autres grands établissements d'enseignement supérieur de la capitale, qui ont commencé à effectuer leurs réductions à la fin de l'été, ont été conduits à se familiariser avec les rudiments de la vie du monde du travail. On n'ose pas, officiellement, invoquer la politique de Mao envers les étudiants — tout le monde aux champs pour X années, et seuls les « bons » éléments, dûment endoctrinés selon les préceptes du marxisme-léninisme, auront le droit de revenir à la ville pour étudier, mais l'esprit, de toute évidence, est le même.

Étouffer la dissidence dans l'œuf

Les autorités avaient déjà annoncé que la libéralisation de l'emploi pour les diplômés du supérieur ne serait finalement pas introduite cette année. A moins de faire jouer le piston, un étudiant chinois est, toujours aujourd'hui, commis d'office à un emploi donné, sans la moindre possibilité de choix. Il est à parier que cette pratique perdurera si les orientations actuelles sont maintenues : l'Etat socialiste se présente comme le véritable propriétaire de la matière grise qu'il a for-

mée à ses frais, même si, comme il vient également d'être annoncé, les familles devront désormais contribuer financièrement aux études supérieures de leurs enfants, pour un montant représentant environ sept pour cent de leur coût (soit environ un mois de salaire de fonctionnaire par trimestre).

En outre, les autorités envisagent de renforcer la pratique du service militaire préalable au cursus universitaire. Beida, punie pour la révolte du printemps, risque de faire les frais de ce qui est encore présenté comme une « expérience » : un an d'armée, pour tous les nouveaux, avant de s'essayer dans les amphithéâtres. Il va de soi que les éléments qui n'auraient pas fait suffisamment la preuve de leur « patriotisme » sous les drapeaux compromettraient la suite de leur carrière universitaire.

Tout indique donc que la priorité donnée ces dix dernières années à la formation professionnelle des jeunes générations, dont la Chine a un besoin urgent, a dû céder le pas, au moins provisoirement, à une préoccupation absolue née de la vague de mécontentement du monde universitaire à l'égard de l'Etat tout entier, de la dissidence. L'enseignement, disait récemment le *Quotidien du peuple*, ne peut « se couper du concept d'éducation politique ». Développement d'un thème énoncé sans ambiguïté par le premier ministre, M. Li Peng, le 14 juillet, lors d'une conférence de la nouvelle direction sur l'enseignement : « Ce serait un échec total de l'éducation si les étudiants acquièrent de bonnes connaissances professionnelles, mais s'opposent au socialisme et au concept du peuple ». Le nouveau chef du parti, M. Jiang Zemin, tenait, lui, un langage plus modéré : « L'enseignement ne doit en aucun cas se couper du monde extérieur, doit s'inspirer largement de tout ce qui est précieux dans l'ancienne éducation chinoise et dans l'éducation étrangère, sans toutefois le copier mécaniquement. » Pour l'heure, il est à prévoir que c'est la pelle à la main, dans les champs, ou la Kalachnikov à l'épaule, dans une caserne située au sud-ouest de Pékin, que les futures élites du pays soient appelées à méditer sur cette pédagogie.

FRANCIS DERON.

Au Japon Salaires en forte augmentation pour les jeunes diplômés

Le Japon a enregistré la plus forte hausse des salaires d'embauche de jeunes diplômés depuis 1982. Ce constat a été établi par le Nikkeiren, la Fédération japonaise des associations d'employeurs, sur la base d'un questionnaire envoyé à quelque 2 225 entreprises nipponnes.

Ainsi, le diplôme a peine en poche, le jeune Japonais s'est vu offrir un salaire mensuel de 165 000 yens (soit 7 700 FF) en moyenne en 1988, en hausse de 4,3 % par rapport à l'année précédente. La progression n'avait été que de 3,2 % en 1987 et fluctuait entre 2 et 3 % dans la période récente. Le bond des salaires d'embauche s'explique par le nombre insuffisant de jeunes diplômés formés par les universités japonaises face à la demande croissante des entreprises.

Le numéro de « Monde » daté 16 août 1989 a été tiré à 410 107 exemplaires

Au conseil des ministres

Les efforts de la France en faveur du Liban

Au cours de sa traditionnelle communication hebdomadaire sur la situation internationale, M. Roland Dumas a évoqué devant le conseil des ministres, réuni, mercredi matin 16 août, au palais de l'Elysée, la situation en Pologne, au Cambodge, en Amérique centrale et au Liban. En ce qui concerne ce pays, le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a indiqué, selon M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM et porte-parole du gouvernement, que les efforts de la France « ont tendu à révéler une opinion internationale qui avait tendance à s'assourdir ».

D'autre part, quatre projets de loi ont été présentés au conseil : l'un par M. Jean-Pierre Chevènement qui prévoit de transformer le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) en

société nationale, l'autre par M. Claude Evvin qui vise à renforcer les garanties offertes aux personnes, à titre complémentaire aux régimes de sécurité sociale, contre les conséquences de la maladie, de l'incapacité de travail, de l'invalidité et du décès et deux autres autorisant l'approbation d'accords sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements signés avec la Pologne et la Bulgarie.

Enfin, M. Jacques Pelletier a présenté une communication sur la politique française de coopération et MM. Paul Quilès et Henri Curien, respectivement ministre des postes, des télécommunications et de l'espace et ministre de la recherche et de la technologie ont traité de l'observation de la Terre par satellite (voir page 9).

ALBANIE Visite privée de Mère Teresa

Mère Teresa, Prix Nobel de la paix 1979, s'égare depuis lundi 14 août à Tirana, en visite privée, a annoncé l'agence officielle albanaise ATA reçue à Vienne. Mère Teresa ira notamment se recueillir sur les tombes de membres de sa famille dans la capitale albanaise, indique ATA.

Mère Teresa a été accueillie à l'aéroport de Tirana par le président de la Croix-Rouge albanaise, M. Ciri Pistoli, et la président du comité pour les relations culturelles et amicales avec les pays étrangers, M. Jorgo Melica, épouse ATA qui fait l'éloge de son œuvre. Répertoire que toute pratique religieuse est interdite par la régime albanaise.

(Née en 1910 à Ustka (aujourd'hui Skopje, en Yougoslavie et alors partie de l'Empire ottoman) sous le nom de Gonxhe Bojaxhiu, Mère Teresa a, par la suite, rejoint la Congrégation des sœurs de Loretto pour travailler comme missionnaire aux Indes, et y a fondé l'Ordre des Missionnaires de la charité.)

En Afrique du Sud Nouveau ralentissement de la croissance

Le taux de croissance du PNB de l'Afrique du Sud a été limité à 0,7 % en rythme annuel au cours du deuxième trimestre de 1989, contre 1,6 % au premier trimestre, et 2,8 % au cours des trois derniers mois de 1988. Si l'on exclut le secteur agricole, le PNB a même reculé de 0,4 % entre avril et juin.

En début d'année, le gouvernement prévoyait une croissance de 2 % en termes réels pour l'ensemble de 1989, après 3 % en 1988, 2,5 % en 1987, et 1 % seulement en 1986.

● TUNISIE : M. Bourguiba a regagné Monastir. — L'ex-président Bourguiba, hospitalisé depuis le 17 juillet dans un hôpital de la capitale, a regagné sa résidence de Monastir, mardi 15 août, après que ses médecins eurent constaté que son état de santé était satisfaisant. Agé de quatre-vingt-six ans, il souffrait de rétention urinaire et a subi deux interventions chirurgicales, les 21 juillet et 8 août, pratiquées par le professeur Daniel Beuron, chef du service d'urologie à l'hôpital Ambroise-Paré de Paris. — (Corresp.)

Décès de Georges Potin ancien député

Georges Potin, ancien député et préfet honoraire, est décédé le 5 août dernier à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

(Né le 25 juin 1900 à Paris, Georges Potin, licencié en lettres et en droit, diplômé d'études supérieures d'économie politique et de droit public ainsi que de l'Ecole libre des sciences politiques, était journaliste de profession : rédacteur à l'*Informateur* de 1924 à 1940, rédacteur en chef de l'*Echo de la Nièvre* de 1934 à 1940, éditeur de l'*Informateur* de l'*Allier* de 1938 à 1940, puis, après la guerre, directeur-rédacteur en chef de la revue *Jeune* de 1946 à 1967, éditeur de la revue *Le Pour et le Contre* de 1947 à 1967, directeur à partir de 1951 de la *Revue républicaine*, il avait assumé les fonctions de directeur général de la *Revue politique et parlementaire* de 1957 à 1961.)

Professeur dès 1927 à l'Ecole des hautes études sociales et internationales, il a donné plus tard le président ainsi que de l'Ecole supérieure de journalisme de Paris. Secrétaire du bureau national du Parti radical socialiste, il avait été élu député de la deuxième circonscription de la Nièvre en 1932, conseiller général et maire de Decize trois ans plus tard, puis élu en 1936 à la chambre des députés où il avait occupé la plus part de ses interventions aux questions financières, fiscales et économiques. Le 10 juillet 1940, au congrès de Vichy, il avait voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Préfet de la Loire de 1941 à 1943, Georges Potin était, depuis, en 1944, commissaire général au ministère de la production industrielle et au ministère des communications.)

EN BREF

● Baisse du prix des matières premières importées par la France en juillet. Le prix (exprimé en francs) des matières premières importées par la France a diminué de 6,4 % en juillet par rapport à juin. Sur un an cependant (juillet 1989 comparé à juillet 1988), le prix des matières premières importées a augmenté de 0,9 %.

Le prix des matières premières industrielles a diminué de 5,1 % entre juin et juillet, mais augmenté de 7,9 % sur un an, tandis que celui des matières premières alimentaires a baissé de 11,1 % sur un mois, et également de 19,5 % sur un an.

● Les Etats-Unis apportent leur soutien au programme économique de l'Argentine. — Les Etats-Unis ont, par la voix du secrétaire adjoint au Trésor, M. David Mulford, en visite à Buenos-Aires, le mardi 15 août, apporté pour la première fois leur soutien à la politique économique du nouveau gouvernement argentin. M. Mulford a affirmé, à l'issue d'un entretien avec M. Carlos Menem, le président argentin entré en fonction début juillet, qu'il était « impressionné par la rapidité de l'action » du nouveau gouvernement. « Si l'Argentine réalise les réformes nécessaires, ouvre son économie sur l'extérieur, applique avec succès un régime fiscal et un programme de privatisations, elle pourra alors se porter candidate à l'application du plan Brady » (qui prévoit des réductions de dette), a ajouté M. Mulford. Il a assuré le président argentin du soutien des Etats-Unis pour la recherche d'une solution au problème de la dette de l'Argentine, qui atteint 84 milliards de dollars (415 milliards de francs environ).

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

3615 tapers LEMONDE

A C D E F G H

Bert McClure et Bruno Régnier

Promenades d'architecture à Paris

PARIS reste à découvrir. Avec ces six itinéraires illustrés et abondamment commentés, ce guide original invite à une promenade savante aux sources de l'architecture moderne.

En vente en librairie

La Découverte / Le Monde

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR NE PAS BRONZER IDIOT !

Profitez de la période des vacances pour faire un tour d'horizon des connaissances de base et renforcer votre formation générale. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture sous une forme simple, dans la chronologie des événements et des mouvements de pensée. Accessible à tous, indispensable à la réussite de vos projets.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 7063 35, r. Collège, 92303 Paris-Levallois. Tél. (1) 42-76-73-63.

ARTS • SPECTACLES

Au conseil des ministres
Les efforts de la France
en faveur du Liban

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévesque, a annoncé au conseil des ministres que la France s'efforce de faire passer 100 réfugiés libanais par semaine en Europe. Il a également souligné que la France continue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la libération de la Palestine (Olp) et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (Olp).

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévesque, a également souligné que la France continue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la libération de la Palestine (Olp) et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (Olp).

ALBANIE
Vende privée
de Mère Teresa

Une vente privée de la collection personnelle de la mère Teresa a eu lieu à Paris. La vente a été organisée par la galerie d'art contemporain de la ville de Paris. Elle a permis de réunir une somme importante pour soutenir les œuvres de la mère Teresa.

La vente a été organisée par la galerie d'art contemporain de la ville de Paris. Elle a permis de réunir une somme importante pour soutenir les œuvres de la mère Teresa.

Le Afrique
de la capitale

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévesque, a souligné que la France continue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la libération de la Palestine (Olp) et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (Olp).

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévesque, a également souligné que la France continue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la libération de la Palestine (Olp) et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (Olp).

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévesque, a souligné que la France continue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la libération de la Palestine (Olp) et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (Olp).

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévesque, a également souligné que la France continue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la libération de la Palestine (Olp) et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (Olp).

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévesque, a souligné que la France continue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la libération de la Palestine (Olp) et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (Olp).

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévesque, a également souligné que la France continue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la libération de la Palestine (Olp) et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (Olp).



MICHEL SERRAULT ENTRE LE RIRE ET LA PEUR

Son truc, c'est l'humanité

Depuis le cabaret de l'Amiral, où il donnait d'irrésistibles faux interviews à Jean Poiret, Michel Serrault peut faire crouler une salle de rire sur des situations et des dialogues sans surprise. Il ne se lance pas dans des mimiques déhantes, comme Louis de Funès. Il ne se fige pas non plus dans l'impassibilité comme Buster Keaton. Son truc, c'est l'humanité.

Michel Serrault ressemble à tout le monde, et laisse apparaître ce que tout un chacun enferme de folie. Il fait rire parce qu'il

fait peur. Le cinéma a souvent utilisé son côté inquiétant, tout comme son inquiétude (voir l'article de Danièle Heymann p. 22). Quelque chose d'indicible se passe dans sa tête, passe dans son regard. Il est terrifiant et vulnérable. Son truc, c'est l'ambiguïté.

Sur scène et à l'écran, Michel Serrault a conquis un statut de star, rêve d'un travail rigoureux et austère. Les plus grands metteurs en scène cherchent à travailler avec lui. Cer-

tains s'en félicitent, d'autres s'en mordent les doigts. Lui, il est capable de choisir le film d'un débutant. On dit qu'il n'est pas comode, parce qu'il est imprévisible — pour ses partenaires aussi. Quand il jouait *la Cage aux folles* au théâtre, avec Jean Poiret, ils improvisaient tellement que parfois le spectacle s'allongeait de deux heures, et le public ne voulait pas partir. Le truc de Michel Serrault, c'est le talent.

COLETTE GODARD.

MUSIQUES Les chants des sept mers

20



Depuis la fin de la marine à voile, les marins ne chantent plus sur les bateaux. De par le monde, de Lorient à La Nouvelle-Orléans, de Santiago-du-Chili à Naples, des centaines de chansons étaient en train de s'éteindre en même temps que ceux dont elles avaient rythmé la vie. A Paimpol, le premier Festival du chant de marin a permis de découvrir un répertoire inépuisable, d'une variété insoupçonnée.

RACINES Bayonne, les arènes et leur mythe

21



Voilà cent trente-six ans que, pour plaire à Eugénie de Montijo, Napoléon III autorisa les corridas en la ville de Bayonne. Le Musée Bonnat retrace l'histoire tauromachique de la ville à travers l'exposition « Arènes/Rituels ». L'occasion de retrouver quelques moments de la légende taurine basque et de se souvenir de quelques grandes figures : aficionados (Hemingway ou Deborah Kerr), toreros (Joselito ou Liria, ci-dessus) et toros (Pompos).

STYLES Les meubles rentrent à la maison

26



L'ère des « post » n'en finit plus. Voici qu'arrivent jusque dans nos demeures les meubles de l'après-high-tech qui s'ouvrent et se ferment pour mieux transformer les intérieurs en autant de cocons. De la coiffante menhir de Garosne et Bonetti, au miroir carolingien de Patrick Rétif, le mobilier retrouve les matériaux anciens, bronze ou fer forgé, et conquiert sa place sur le marché de l'art.

مكتبة من الكتب

RACINES

MUSIQUE ET MARINE A VOILE

Les meneurs de chant

Trop longtemps négligé, le patrimoine culturel marin sort de l'ombre. A Paimpol, le week-end du 4 août, musiciens et chanteurs s'étaient donné rendez-vous autour d'une centaine de vieux bateaux. Chants de travail ou de détente, un répertoire riche en événements et en histoire, celle de la marine à voile.

STAN HUGILL porte la boucle d'oreille des marins qui ont franchi la ligne d'Equateur, l'ancre tatouée entre le pouce et l'index de ceux qui ont vaincu le cap Horn. Ce ne sont ni les embruns, ni les paquets de mer, ni les filles des ports lointains qui lui ont cassé la voix. Au contraire, au fil des voyages, des naufrages et des errances, il a appris à la faire glisser comme le vent le long d'une grande voile que l'on hisse, à la faire tonner comme dix matelots qui pèsent sur le cabestan. L'âge, oui, peut-être un peu. Le souffle y a perdu en force, mais la mémoire y a gagné en richesse.

A quatre-vingt-trois ans, l'Anglais Stan Hugill, de Liverpool, est un des derniers représentants vivants de la marine à voile. Le 11 novembre 1929, le quatre-mâts — barque *Garthpool* s'échoue, lors de son ultime voyage, sur un quelconque récif des îles du Cap-Vert. C'en est fini des long-courriers, cathédrales de toile. Sur les steamers, le bruit des moteurs viendra couvrir celui de la brise sur le foc et de l'eau fendue par l'étrave. Et les hommes désapprendront les *hitchies*, ces fins de phrases musicales glissées comme un large coup de vent, à mi-chemin entre le jodel suisse et le blues du sud des Etats-Unis.

Au cap Vert, Stan est de la partie. Les hommes épuisés gagnent la rive. Il chante. Car, ni mousse ni capitaine, il occupe une fonction d'importance sur le navire : *shantyman*, meneur de chants. De ces *shanties*, ces chants de travail qui rythmaient la vie des grands bateaux à voile, Stan Hugill en connaît des centaines. Il les a répertoriés, une fois à la retraite, dans quatre livres, dont *Shanties from the Seven Seas*, bible de tous les amateurs de chants de marins, où cinq cents thèmes recueillis auprès de compagnons de route irlandais, gallois, flamands, antillais, américains, suédois ou français sont présentés, commentés et livrés dans leurs diverses variantes.

A CHAQUE MANŒUVRE, SON CHANT

« Chanter, c'est crier distinctement, à pleine gorge *hiss-ho, hiss, hiss, ho*, hiss afin qu'au dernier mot exprimé avec plus de force que les autres, tous les gens rangés sur les manœuvres halent ensemble de toutes leurs forces », précise le *Manuel des marins ou explications des termes de marine* de Bourd de Villeneuve, en 1773. Chanter est alors considéré comme un terme technique de vocabulaire maritime.

Le répertoire le plus connu date de la fin du dix-neuvième siècle, lorsque les grands clipper du thé et de la laine sillonnaient les mers, que les émigrants saisis par la fièvre de l'or dansaient la polka ou fredonnaient des airs de la *Chauve Souris* ou du *Trouvère* entre deux coups de mal de mer, et que les armateurs, en bons bourgeois, cherchaient à rentabiliser les voyages. L'équipage est réduit, la vitesse des bateaux améliorée grâce, entre autres, à des cartes plus fines. Les conditions de travail empirent ; coordonner les efforts des hommes de bord prend une importance extrême.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de hisser le grand hunier volant par gros temps, le meneur, installé au pied du mât, chante ses solos en donnant le signal de l'effort de chaque fin de phrase musicale dont il adapte la durée au roulis du bateau, puis appelle le refrain au moment où la voile est légèrement déventée et la poussée commune possible. Les matelots hissent la voile par à-coups sur le premier et le troisième temps du refrain. Cela nous vaut les classiques *Jean François de Nantes*, le *Père Lancelot*, *Good Bye Farewell*. A noter que la paillardise des paroles est proportionnelle à l'effort à fournir.

Virer ou remonter l'ancre au cabestan donne également naissance à des classiques du répertoire français : *Le 31 du mois d'août*, *La Danaé*. Le tempo varie selon l'étape de la manœuvre, vif lorsque la chaîne est encore lâche, de plus en plus lent pour finir en cris et exclamations sauvages au moment où l'ancre doit s'arracher au fond.

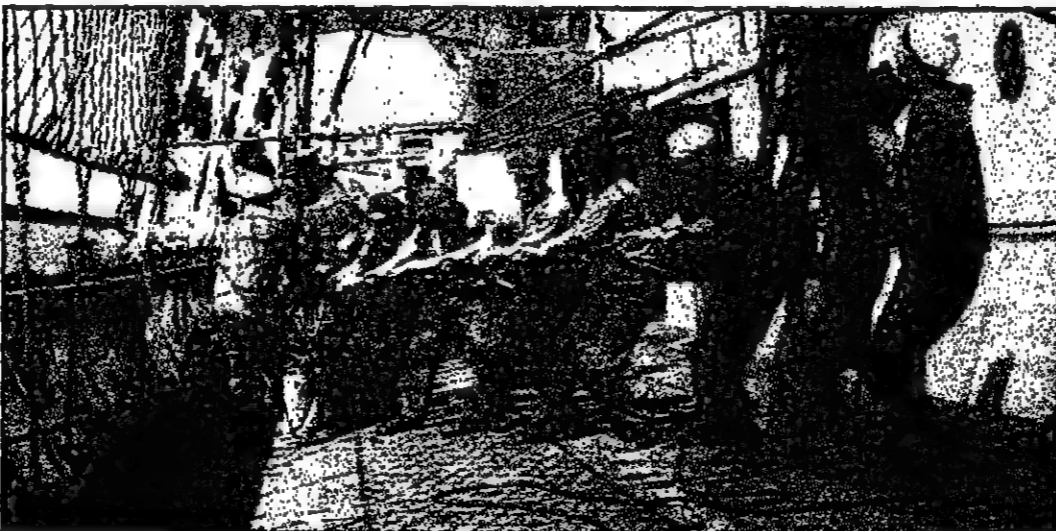
Stan Hugill a recensé des thèmes composés par des gens de mer, ou assaisonnés à la sauce marine, venus des quatre coins du monde. Chaque matelot y apportait un morceau de son village, de son histoire. Les chants de travail français portent la marque de la Bretagne où se recrutaient les deux tiers des matelots. Mais ils ont aussi emprunté à des sources plus anciennes : chants de déhalage — longues cantilènes graves et monotones — des pêcheurs de Dieppe et de Fécamp, chants à ramer lancés des canoës canchoises, des bateaux de Berque ou d'Arcachon. Les *shanties* anglo-saxons se nuancent de ballades irlandaises, de danses galloises, se colorent très nettement



Stan Hugill.



Haleurs le long du Lugué, à la sortie du port de Saint-Brieuc.

Matelots hissant les cacatois sur le voilier anglais *Parma* (1932).

des rythmes et des thématiques des Noirs du sud des Etats-Unis et des marins antillais des West Indies.

Les marins travaillaient à mains nues en s'accompagnant de leurs seules voix. La Royale y ajouta des fifres et la Navy, des violons pour augmenter les cadences et la discipline. Sous la Révolution française, on préconisa l'usage du binou et du tambourin pour aider les hommes à résister aux dures conditions de vie pendant les guerres navales. Puis les matelots, en même temps que du rhum et du tabac, embarquèrent pour leurs heures de détente des concertinas et des accordéons diaphoniques, petits, pratiques et résistants à l'humidité. « En 1899, note l'Almanach du Marin breton de 1901, les Italiens et les Allemands ont vendu en France 70 000 accordéons, en grande partie achetés par des marins. » C'est ensuite le grand mélange : le banjo américain, la mandoline vénitienne, le cistre anglais, le bodhan, percussion irlandaise, le rümmelpot hollandais, sorte de tambour en forme de pot, percé en son centre d'une baguette enduite de résine, la cromorne galloise, autant de raretés qui feront les délices de la génération folk song des années 70.

Sur les bateaux anglo-saxons du début du siècle, de petites formations, les *foofoo bands*, mènent le bal lors des passages de ligne. Complaintes, faits divers, *protest songs*, histoires de filles ou de naufrages, les matelots tiennent en musique pendant deux siècles un journal très précis de la vie de marin. Ils le consignent d'ailleurs souvent dans des cahiers d'écolier où se mêlent chansons, considérations sur l'ordinaire, le capitaine, les manœuvres, dessins colorés de bateaux et poèmes nostalgiques lancés vers la mère ou la fiancée.

Les derniers vestiges de cette culture marine se noyèrent dans la modernité à partir des années 30. Les

bateaux à voile furent détruits. Cotres, bisquines, langoustiers, pinasses, canots et goélettes se mirent à pourrir sur les grèves ou au fond des rades. C'est le patrimoine maritime français dans sa totalité, musique, peinture, architecture, qui s'effrite alors. En 1950, le répertoire musical marin se réduit à une quinzaine de chansons, toujours les mêmes, plutôt crues et faciles à chanter le soir au fond d'un bistrot. L'image du marin en bordée, dont le seul souci est de « planter son mât dans un quelconque tonneau », restera collée à la peau des chansons de marins. Non pas que ces soucis légitimes soient absents de l'imaginaire des peuples de la mer, mais de là à dire qu'ils en sont les seuls objets... En tout cas, la grivoiserie permettra au genre de subsister bon au mal au jusqu'à l'arrivée de la génération folk song des années 70, qui bénéficie des premiers travaux de collecte entrepris par des spécialistes, inquiets de la disparition des traditions orales.

Alan Stivell rénove. *Tri Martolod*, une ronde à trois pas vendéenne fait un tabac. Parallèlement, les Sonneurs maréchaux, ou les Corsaires malouins conti-

nuent d'animer les dimanches après-midi bretons. En marinière, ou déguisée en pirate, ces masculines chorales traditionnelles font chanter les grand-mères en évoquant la polka, amusent les petits en disant merde au roi d'Angleterre et ravissent les papas en les invitant à s'éclater fraternellement à Valparaiso avec des créatures de petite vertu. Victimes de cette virilité toute marinère, repiqués de temps à autre à fin de tubes, — d'Hugues Aufray à Soldat Louis, qui fait chanter à coup de son les fétards du Zénith en première partie de Renard, — les chants marins avaient besoin d'un sérieux carénage.

du jaillissement folk des années 70, tel Djiboujep très populaire en Bretagne, et qui, empruntant beaucoup au répertoire anglo-saxon, joue la carte de l'énergie contagieuse devant son public. Cabestan s'encracine dans une musique moins attractive *a priori*, mais indissociablement liée à son contexte côtier ou marin.

Cette musique est-elle encore vivante ? Elle constitue un fonds d'une richesse extrême. Il est urgent de la préserver. La faire évoluer est une autre histoire. Ni les plaisanciers, ni les skippers en solitaires, ni les patrons pêcheurs n'ont pour le moment la fibre musicale. Peu de nouvelles compositions, des cas rares trop prisonniers d'un style, comme les musiques composées par le marayeur Michel Tonerre pour Djiboujep.

LES MARINIERS DE LA LOIRE

Des reconstitutions oui. Intéressantes parfois, comme le travail du groupe angevin « De Balise en Galarne ». Ces musiciens « routiniers » (qui ont appris d'un maître des chants, des musiques jouées toujours de la même manière) découvrent à l'occasion d'une rencontre avec l'équipe de *Chasse-Marinée* que la Loire possédait une tradition musicale très riche. De Balise en Galarne — les grandes perches qui punctuent la navigation en rive droite de Loire — recherche les traces perdues du temps où les marinières, piètres navigateurs, mais excellents manœuvriers — bancs de sable obligeant, — faisaient leur service dans la Royale, puis revenaient au pays. Ils retrouvent également des chants de travail à répons, plus anciens, chantés *a cappella* avec un bourdon. Comprenez à quel point le chant est indissociable des gestes et de l'usage, ils construisent une gabare, sorte de barque à fond plat, à voile et à avirons. En remontant le fleuve d'Angers à Nantes, ils renouent avec les belles heures de la plaisance du dix-neuvième siècle, quand pharmaciens, avocats ou médecins angevins pariaient au son du fort-trot s'encanailler dans les guinguettes, s'empiffraient de fritures d'anguilles chez *Gueule de serpent*, avant de retrouver leur bourgeoisie à la nuit tombante. « De balise en Galarne » présente un spectacle itinérant où les chansons ont été reconstituées à partir de morceaux de textes et de phrases musicales traditionnelles laissées ensuite à la libre interprétation du groupe.

D'autres pistes restent à explorer. Des chansons de femmes, il reste quelques complaintes. Plus fortement empreintes de régionalisme (puisque les épouses ne parlaient pas), moins porteuses d'aventures à cent sous, elles ont été peu étudiées. Le plus important festival de chansons de marins, qui ait eu lieu depuis dix ans aux Etats-Unis, à Mystic Seaport, dans le Connecticut, a mis en place cette année un atelier de recherche qui leur est consacré. Des grèves, où elles attendaient les bateaux pour les halier, aux conserveries, où elles devaient se rendre dès l'arrivée de la pêche, même en pleine nuit, les femmes chantaient. C'est certain. Et, selon Stan Hugill, le plus merveilleux poète de la voile était une jeune fille de Vancouver, C. Fox Smith, secrétaire dans une officine d'embarquement. Son bureau dominait le port et les bateaux à quai. « *Kipling n'a jamais été marin, il a écrit pourtant de bonnes choses, avoue l'ancien shantiman anglais, mais elle, toute femme qu'elle était, elle les a tous battus, tous mis dans sa poche.* »

VERONIQUE MORTAIGNE.

« *Le Chasse-Marinée*, Abri du marin, 29100 Douarnenez. Abonnement d'un an, six numéros, 300 F. Outre de nombreux ouvrages consacrés aux bateaux traditionnels, aux peintures, ou à des travaux de recherche sur le milieu marin, le *Chasse-Marinée* a édité une série de six disques de chants marins. Un guide du répertoire traditionnel, abondamment illustré, vient compléter cette anthologie. *Le Chant de marin*, les Albums du *Chasse-Marinée*, 96 pages, 160 F.

Paimpol en musique

Tout l'imaginaire marin s'était donné rendez-vous sur le port de Paimpol le week-end du 4 août. En organisant le premier Festival du chant de marin en collaboration avec le *Chasse-Marinée*, la poignée de bénévoles de l'Association pour le développement de Paimpol et de sa région (ADEPAR) avaient voulu redorer le blason de cette petite ville des Côtes-du-Nord aujourd'hui assoupie. Mais Paimpol fut hier un important centre de pêche à la morue, tout empreint des rires et des combats des pêcheurs d'Islande.

Stan Hugill hisse le grand, voile en chantant comme au bon vieux temps. Djiboujep électrifie le chapitre, les Canadiens de Manigance jouent aux terrasses des cafés avec les Italiens Tosi-Vallant, et les Provençaux Buchas-Montjoia avec les Hollandais Lieretier. Les Corsaires malouins discutent avec Jean Perret, collectionneur angevin, qui avait apporté à Paimpol 250 des 430 accordéons qu'il possède. Bateaux traditionnels, chansons de corps de garde, chants polyphoniques traditionnels, frites, morue et régates : chacun pouvait y prendre ce qu'il voulait. Soulagés d'avoir récupéré leur mise de fonds (1,4 million de francs pris sur leur budget personnel), les neuf fondateurs de l'ADEPAR envisagent de renouveler l'expérience dans deux ans.

V.M.

RACINES

MYTHE FONDATEUR DES ARÈNES DE BAYONNE

Le taureau philosophe

Traditionnellement, la saison taumachique culmine au milieu du mois d'août : feria aux arènes de Bayonne, les premières en France à avoir présenté des corridos importants (1853) ; exposition remarquable au Musée Bonnat : « Arènes/Rituel » ; et la suite des œuvres complètes de Claude Pelletier...

L'AUTRE soir, aux arènes de Bayonne, ma voisine racontait à qui voulait l'entendre la terrifiante histoire qu'elle tenait de sa grand-mère. Vibrante dans la corde vocale et prunelle humide. Voici les faits. Elle les inventait à peine.

Un beau soir de 1923, à la même place, pendant un corrida, sa propre grand-mère était là, en personne, lorsqu'un spectateur, que dis-je un spectateur, un riche aristocrate aux yeux de brasse, la distinction faite homme, dans la séduction de la jeunesse, un espoir pour son pays, un parti pour les belles créatures, un rêve enfin, repart en plein cœur, par un concours de hasards navrant, l'épée du matador. Raide mort. La foule n'eut qu'un cri. Les femmes s'évanouirent. Les hommes endurcis se frappèrent le front. La grand-mère de ma voisine resta pour la vie choquée par un destin dont elle avait vu, de ses yeux, le doigt d'acier.

Les soirs de corrida, où que vous soyez placé, vous aurez toujours dans ces arènes un voisin ou une voisine capable de vous narrer l'histoire de cette épée fendante les airs pour estocquer habilement le cœur d'un jeune homme aux yeux doux (milliardaire de surcroît).

L'anecdote est véridique. Elle a des airs de légende. Mais elle est nécessaire. Elle a, à Bayonne, valeur de mythe fondateur dans une ville dont les arènes historiques sont, Dieu merci, peu sanglantes. A simplement écouter vos voisins, à constater le nombre de ceux qui prétendent avoir vu cette scène, vous arriverez sans mal à vous persuader que, pour cette corrida terrible du prince qu'une épée avait cloué sur place, il devait y avoir pour le moins, ce soir-là, dans les gradins, le 2 septembre 1923, plusieurs centaines de milliers de spectateurs. Peut-être un million. C'est énorme, direz-vous, mais ce n'est pas impossible. Certains rétorqueront : mais enfin, les arènes de Bayonne n'ont pas dix mille places. Et alors ? L'argument est court, figurez-vous. Cette petite mathématique vous empêcherait donc de croire qu'une épée ait pu réellement décrire une élégante parabole pour finir bien droite et vibrante dans le cœur d'un jeune roi au regard brillant (plusieurs fois milliardaire, d'ailleurs) ?

AU PLUS PRÈS DU CERCLE MAGIQUE

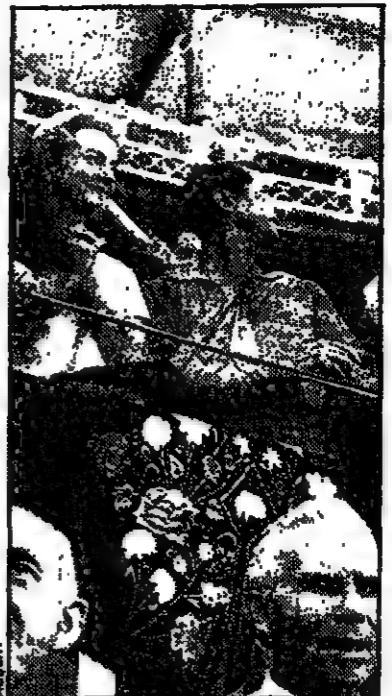
L'histoire véridique de ce drame affreux, vous la trouverez dans *l'Histoire de la tauromachie à Bayonne*, de Claude Pelletier. Avec son érudition gaie, avec sa passion éclairée par le rire, l'ouvrage est le plus vivant et le plus chaleureux qu'on connaisse. L'histoire vraie a évidemment moins de relief que son souvenir. Carlos Federico Aguirre y Sanchez, brillant étudiant à l'université de La Havane, fils de famille, voulait absolument, ce jour-là, une place de barrera, là, au plus près du ruedo, le cercle magique où se joue le drame attentif et où passent les cornes. Par quel tour de force obtint-il cette place, ce jour plein à craquer, alors qu'il se présentait au dernier moment devant les guichets fermés ? Nul ne le sait. Pourquoi tomba-t-il sur la place 23 des barreras d'ombre, ce jour d'été de 1923, alors qu'il venait d'avoir vingt-trois ans ? Mystère. Par un coup du sort inouï, l'épée d'Antonio Marquez, au lieu de pénétrer, fit ressort ; le poignet céda, l'acier se banda, siffla dans l'air, et Carlos s'effondra sans un cri, le cœur transpercé. On crut à un malaise, sans plus. « Dans la foule, poursuit Pelletier, vingt personnes à peine se sont rendus compte de l'accident... L'immense majorité du public sortira de Lachapillet (1) en ignorant qu'un homme a trouvé la mort sur les gradins. » Ivres de douleur, les parents de Carlos Aguirre ont fait placer une statue devant l'université de La Havane. Et, à Bayonne, on pense toujours à Carlos.

Autre mythe fondateur du lieu, ce soir de septembre 1919 où un public déçu d'attendre des taureaux qui ne venaient pas mit le feu aux arènes. Et pas des voyous : des notables, des commerçants, des coiffeurs et même un officier supérieur !

D'abord, au cœur du quartier Saint-Espirit, ensuite sur les hauteurs champêtres de Lachapillet, les arènes de Bayonne sont les premières en France à avoir célébré le rite formel de la corrida moderne. Depuis 1853 : par un geste de Napoléon-le-petit, comme l'appelaient Victor Hugo, adressé à Eugénie de Montijo. La place de Saint-Espirit - le quartier populaire de Bayonne - est aujourd'hui occupée par l'école Jules-Ferry. Tout un symbole. C'est la seule école au monde qui sente le taureau. Les maïs de Lachapillet l'ont cédé aux villas.



Par FRANCIS MARMADE



Aidé par le haut (« ayudado por lo alto »), le passe donne au taureau une sortie de seigneur. Tout s'arrête dans l'instant. Du sable au soleil, le corps à corps est soudain vertical. Seul à pouvoir le fixer, l'instantané du photographe. C'est son œil qui repère les vedettes aux barreras (ci-dessus, Deborah Kerr et Dominguito blessé). C'est son regard qui change le réel en géométrie : un buriladero - planches de protection autour de l'arène - prend alors (ci-dessous) des airs de composition abstraite.

Et, de Montherlant à Florence Delay (petite-fille d'un maire de la ville), en passant par Hemingway qui s'installait à longueur de *facas*, les écrivains se sont succédés dans les gradins, les sens au monde où les spectateurs (les témoins plutôt) s'installent en songeant à un Cuban joli garçon. On a vu aussi les plus belles comédiennes de Hollywood et, sans grand tapage, les musiciens, comme Maurice Ohana.

TOUS SONT VENUS, SAUF MANOLETE

Michel Portal a fait mieux : ancien élève de Jules-Ferry, comme Pelletier du reste, il jouait, presque enfant, dans l'harmonie municipale, qui marque les temps forts de la cérémonie. Depuis l'enfance, il est acteur musical. Dans les arènes, tous ceux qui participent à la fête - garyons de piste, ouvriers, musiciens, balayeurs - sont plus ou moins toreros. Du moins ont-ils quelque droit à le croire. Surtout en un lieu où le spectateur s'engage à ce point.

Dans le *ruedo*, tout de même, pour en rester aux choses sérieuses, ce sont tous les toreros les plus grands qui ont foulé le sable blond de Lachapillet, du milieu du dix-neuvième siècle, à la feria de l'Assomption, qui vient de se dérouler. Tous, sauf Manolete, torero officiel après la guerre civile, à l'époque de fermeture de l'Espagne, mais même Joselito (Rafael El Gallo), le plus grand d'entre eux probablement, dont ce fut la seule représentation en France (avec Bordeaux ?).

Cette antériorité n'a rien de surprenant. A Bayonne, on court les taureaux, les boeufs et les vaches depuis la nuit des temps. Claude Pelletier a mis à jour un document de 1289 attestant une pratique tauromachique bien installée. C'est l'un des plus anciens du monde. Sept siècles plus tard, pendant les fêtes de la ville, les courses libres dans la rue, ouvertes à tous, perpétuent

un jeu antique sans en modifier grand-chose. Dans l'arène, les événements sont plus troublants, plus graves, plus accidentels aussi. En ouverture du livre de l'exposition « Arènes/rituel », Florence Delay le rappelle : « Le rond (est) plus magique que le carré ou le rectangle. Qu'il soit terre, soleil, théâtre antique, cercle de la nation, *ruedo* ». Elle dit aussi que « ce qui se passe dans le rond de l'arène n'est pas naturel ». Elle cerne avec talent, avec goût cet excès de réel, qui est tout sauf naturel. Autour d'elle des écrivains, des graphistes, des photographes associés pour une exposition au Musée Bonnat mettent en perspective le mystère rituel que l'on va chercher à Lachapillet. Le musée donne à voir ce que l'arène montre. Le livre est naturellement dédié à l'auteur de *Miroir de la tauromachie*, Michel Leiris.

POMPOSO, OBSTINÉMENT, REFUSE LE RITE

Dernier mythe fondateur de Bayonne : ce ne sont pas seulement les plus grands taureaux qui ont défilé ici. Ce sont aussi les plus grands éleveurs qu'on a présentés. Les dernières années sont, sur ce point, exemplaires. Or, en 1931, le 6 septembre, un taureau, le plus beau de l'après-midi, le plus impressionnant, fit une entrée majestueuse, lentement, avec cérémonie. Comme on va à la mort. Comme on va se battre. Et, à partir de là, rien n'y fit. Il ne voulait rien savoir. Ni les capes ni les banderilles ne le tiraient d'un flegme brisant. Il regardait tout ce mouvement autour de lui comme une gesticulation. Il ne désira pas entrer dans le rite. Attention : pas à la manière des taureaux *mancos*, ceux qui fuient ou se refusent et ne font que se défendre. Non, d'une manière absente, digne, dégoûtée. Séparé de la communauté angoissante du monde des taureaux. Il s'appela Pomposo. On le fit sortir vivant. Il ne le voulait pas tout de suite. Son éleveur humilié (les taureaux prennent généralement le nom de leur

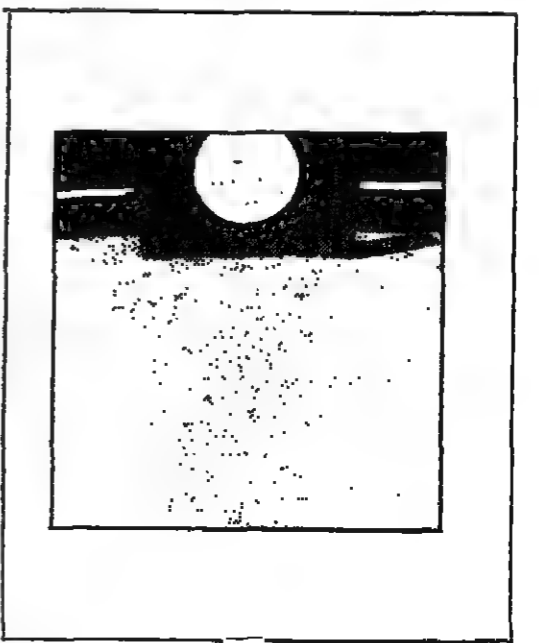
éleveur), c'était Antonio Marquez. Lui. L'ancien torero, l'involontaire auteur de l'estocade tragique. Quel compte énigmatique réglait philosophiquement Pomposo, sans bouger dans le *ruedo* ? Quelle mémoire manifestait-il ? A qui s'adressait-il ?

(1) Nom du quartier où se situent les arènes de Bayonne.

* Exposition « Arènes/rituel » au Musée Bonnat, organisée par Pascal Parados et l'association Point de suite, jusqu'au 30 septembre, tél. : 59 59 02 83.

* Claude Pelletier : *Histoire de la tauromachie à Bayonne*, Union des bibliophiles taurins de France, 1982.

* Claude Pelletier : *De peurs et de lumières*, photos de Guy Dubesque et Michèle Darriehou, 14, rue du Hameau, 64200 Biarritz 190F.



هذا من اصل

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Nocturne indien
d'Alain Corneau
avec Jean-Pierre L  aud,
Catherine Deneuve,
Otto T  mmel,
T-P. J  n,
R  diger,
D  p   D  ne.
Principale (1 h 50).

Alain Corneau a abandonné la jungle urbaine et jette son regard sur la jungle indienne. Le film est une o  uvre de l'art, une oeuvre de l'art, une oeuvre de l'art. Le film est une o  uvre de l'art, une oeuvre de l'art, une oeuvre de l'art.

VO : C  n   Bourgeois, handicapé, 3   (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon,    (42-25-10-00) ; U.G.C. Champs-  lys  es, handicapé, à (46-82-20-40) ; 14 Juillet Bourgoin-Jallieu, 1   (45-75-78-78).

VF : U.G.C. Montparnasse,    (46-74-04-04) ; U.G.C. Opéra,    (46-74-04-04) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1   (43-43-01-53) ; U.G.C. Gobelins, 1   (43-38-23-44) ; Métro, handicapé, 1   (45-38-52-43) ; U.G.C. Convention, 1   (45-74-53-40).

Permis de tuer
de John Glen
avec Timothy Dalton,
C  r  y Lowell,
Robert D  n  ,
Talia Sh  n,
Anthony Zerbe.
Britannique (2 h 12).

Deux James Bond à peine, et Timothy Dalton, le nouveau 007, est d  j essuyé. Permis de tuer, la dernière intrigue de John Glen est le pire James Bond. Pourtant, il y avait de la concurrence. Le baptême du feu de Timothy Dalton (*Two is a team*) n'était pas franchement réussi, les dernières aventures d'un Roger Moore vieillissant non plus.

Cette fois-ci, l'humour et la finesse de l'agent secret des services de Sa Majesté se sont définitivement volatilisés dans une débauche de violence. 007 est prêt à tout pour venger son épouse décédée par un requin. Il rend oil pour oil, retour du requin pour les services que des monstresux

individus lui ont fait subir. Les services secrets britanniques ne gâtent pas du tout ce coup de folie de leur agent vedette et lui retirent son permis de tuer. James Bond accomplira sa vengeance seul, mais bien accompagné.

Pour conter un scénario et des dialogues qui frisent le niveau zéro, le réalisateur a mis à son comédienne de la mémoire la plus sérieuse possible. Corps empal  s, broyés, mangés, grillés, explosés, rien n'est épargné au pauvre spectateur qui s'ennuie ferme.

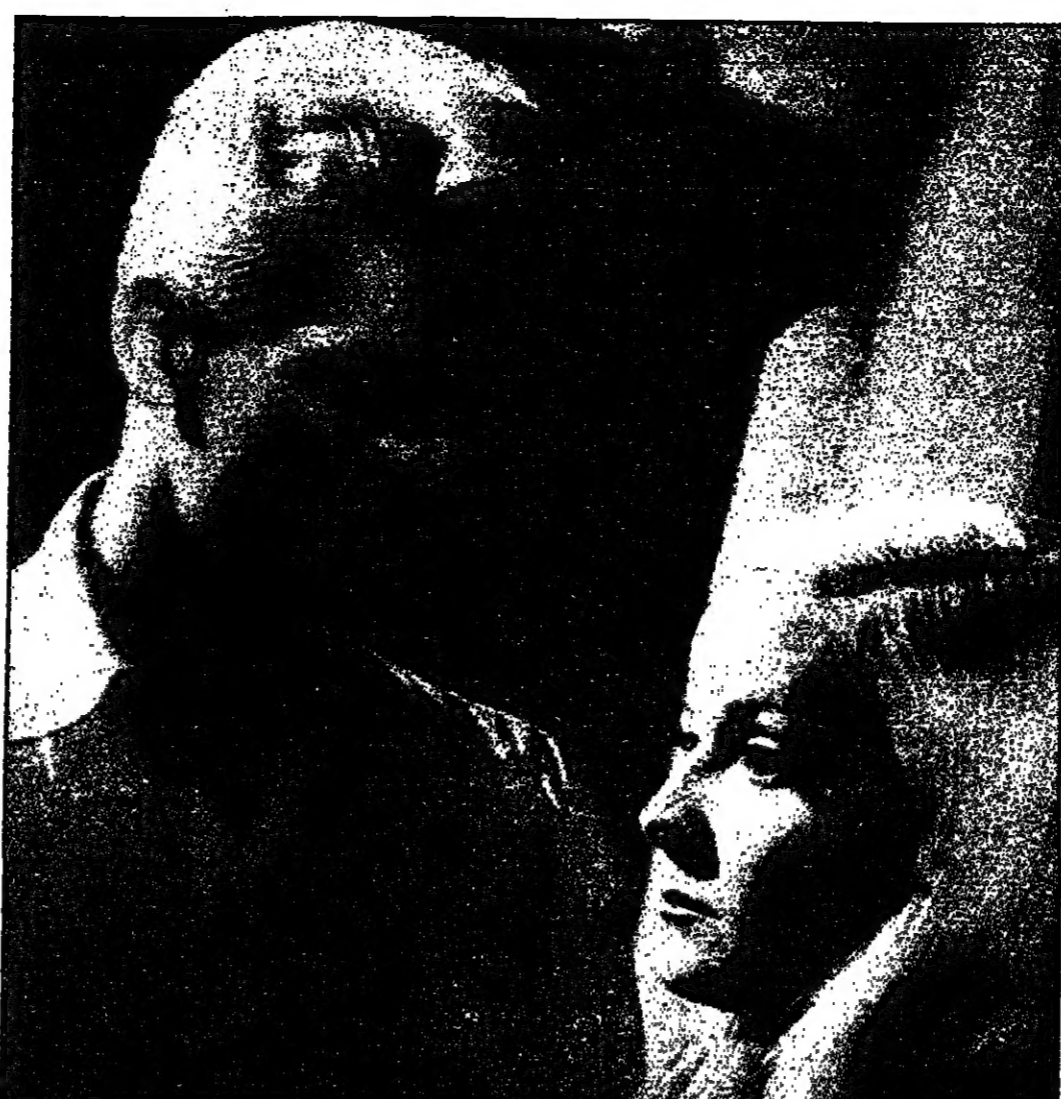
B.M.
VO : Forum Horizon, handicapé, THX,    (45-08-57-57) ; Publicis Saint-Germain,    (42-22-72-80) ; U.G.C. Danton,    (42-25-10-00) ; Par   Métro-Grand, handicapé,    (43-82-52) ; Publicis Champs-  lys  es,    (47-20-78-23) ; U.G.C. Biarritz,    (46-82-20-40) ; 14 Juillet Bourgoin-Jallieu, 1   (45-75-78-78) ; Kinopax, handicapé,    (43-06-50-50) ; U.G.C. Métro,    (47-43-06-06).

VF : Parc du Grand Nord, handicapé,    (42-38-53-83) ; Bretagne,    (42-22-57-57) ; Saint-Lazare-Parquet, handicapé, à (43-82-52) ; Paris-Montparnasse,    (43-43-04-57) ; U.G.C. Lyon Bastille,    (43-43-01-53) ; Forum, handicapé, 1   (43-51-58-58) ; Métro,    (46-39-52-43) ; Par   Métro-Grand, handicapé,    (43-82-52) ; U.G.C. Convention,    (45-74-53-40) ; Par   Wapler,    (45-22-48-01) ; La Gauchette, THX,    (46-36-10-86).

Skinheads
de Guyver Clark
avec Chuck Connors,
Barbara Bain.
Américain (1 h 30).

Vingt ans après le *summer of love*, des skinheads s  ment la terreur à Berkeley. Mais qui fait la police ? VO : Forum Orient Express, handicapé, 1   (42-33-42-28) ; George V,    (45-82-41-48).

VF : Paramount Opéra,    (47-82-82-31) ; Forum,    (42-31-55-08) ; Images, 1   (45-22-47-94).



SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans *Le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Arise my Love

de Mitchell Leisen
avec Claudette Colbert,
Ray Milland,
Doris O'Keefe.
Américain, noir et blanc (1 h 40).

On aime Claudette Colbert, les acteurs de comédie américaine, leur finesse et leur séduction, même si Mitchell Leisen n'est pas Ernst Lubitsch, même si son film s'ennuie un peu les pieds

dans une histoire de guerre et d'amour, de mariageage entre les bombes et le champagne.

VO : Action Christian,    (43-29-11-30).

Désir meurtrier

de Sh  del Inamura,
avec Masumi Harukawa,
Akira Nakamura,
Shigeru Tsuyuguchi,
Ritsko Kusumoto,
Haruo Kaga.
Japonais, noir et blanc (2 h 25).

Un Inamura hivernal en noir et blanc, magnifique et glacé, à l'opposé de son f  d  ment habituel. Comme un poisson pris sous la glace, une femme se débat pour survivre. Les personnages, les situations sont d'une cruauté exacerbée, à peine tempérée par la chaleur animale du cinéaste qu'on ne perdrait ici que par éclairs.

VO : C  n   Palace,    (43-54-07-78) ; Les Trois B  l  s,    (46-61-10-80) ; La Bastille, handicapé, 1   (43-54-07-78).

La génération de l'immédiate après-guerre a réservé un immense succès au mythe de Tristan et Yseult transposé par Cocteau et film  , sous le contrôle du poète, par Jean Belandier. La modernisation de la plus belle histoire d'amour est, paradoxale-ment, ce qui date aujourd'hui terriblement *l'éternel retour*. Ainsi, bien sûr, que la voix exaltée de Madeleine Solange. Reste Jean Marais... *l'  ternel*.

VO :   p   de Bois,    (43-37-57-47) ; Le Triomphe,    (45-82-45-78) ; L'Entre  t, 1   (45-43-41-83).

The Last of England

de Derek Jarman,
avec Spring,
John Phillips,
Matthew Hawkins,
Spencer Leigh,
Gerrard McArthur,
Guy Gaylor.
Britannique, couleurs et noir et blanc (1 h 27).

Ce n'est peut-être pas le dernier film de Derek Jarman, c'est en tout cas celui où il se raconte le plus directement - si l'on peut dire - à travers un tourbillon d'images chaotiques, qui installent une ambiance de force et de tragédie, qui disent l'  tail, la solitude, la mort.

VO : Accatone, à (46-33-86-86).

ans, isolé dans un pr  ventorium, avec des gamins de dix ans et des infirmiers trop jolies. L'histoire se passe en Espagne au début de l'ère franquiste. Jeux de regards, fascination du péché et de l'enfer. Aux antipodes des *k  movies*    ados bontonneux, *Manolo* déborde de drôlerie signée, de force, de sensibilité, de charme, de drame. Il avait été présenté il y a deux ans à la semaine du film espagnol, et à mis tout ce temps pour être distribué, sort dans une période considérée comme mauvaise pour les recettes. Mais tant mieux pour les sages qui restent en ville.

VO :   p   de Bois,    (43-37-57-47) ; Le Triomphe,    (45-82-45-78) ; L'Entre  t, 1   (45-43-41-83).

L'Homme des hautes plaines

de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood,
Verna Bloom,
Marlene Hill.
Américain, 1972 (1 h 42).

Lorsqu'un village demande à un cow-boy inconnu de le protéger contre des bandits, il peut s'attendre au pire, car leur s  avoir à la vengeance au cœur. Dans la chaleur et la pouss  re, Clint Eastwood, beau ténébreux habillé tout de noir, le vert aux yeux, j  ne du coût dans un excellent film de Clint Eastwood. Les anglicistes confirmés auront plus de chance d'avoir des frissons, le scénario original est en effet plus "fantastique". La version française à préférée de Clint Eastwood le vengeur de son frère et non de lui-même, dans le rôle d'un cow-boy bien vivant et non d'un fantasme.

VO : Action Christian,    (43-29-11-30).

REPRISES

L'équipée sauvage

de Léo Bancelot,
avec Marion Brando,
Mary Murphy,
Robert Keith,
Leo Marvin,
Joy C. Flippen.
Américain, 1963, noir et blanc (1 h 18).

La naissance d'une panoplie, celle du parfait délinquant juvénile : blouson noir, casquette et Harley Davidson. Sous le coût, il y avait Marion Brando alors en voie de mythification. Trois ans avant le premier succès d'Elvis Presley, le premier film rock.

VO : Radio Odéon,    (43-38-18-68) ; Les Trois B  l  s,    (45-81-10-40).

L'  ternel Retour

de Jean Cocteau,
Jean Delannoy,
avec Jean Marais,
Madeleine Solange,
Jean Marais,
Yvonne de Bray.
Française, 1945, noir et blanc (1 h 45).

Tristan et Isolt revus par Jean Cocteau, dans le romantisme des amants 40. Les adultes sont insupportablement   p  s, âgés. Au mieux ils sont mous. Les enfants qui s'aiment, en revanche, ont l'irresistible blondeur, la coiffure lisse de Madeleine Solange, la renversante beauté de Jean Marais, dont le pull-over jacquard    marqué la mode pendant des lustres. Vraie poésie et vraie pacotille : tout Cocteau.

Saint-Lambert, 1   (46-32-97-68).

Holiday

de George Cukor,
avec Katharine Hepburn,
Cary Grant,
Doris Nolan,
Low Ayres,
Edward Everett Horton,
Henry Kolker.
Américain, 1938, noir et blanc (1 h 34).

Deux des comédiennes f  d  es de Cukor, Katharine Hepburn et Cary Grant se retrouvent dans un merveilleux numéro de clown. Il y a dans *Holiday* toute l'habileté du réalisateur à tisser une comédie brillante, son amour pour les femmes qu'il dirigea avec humour.

VO : Action Christian,    (43-29-11-30).

L'Homme des hautes plaines

de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood,
Verna Bloom,
Marlene Hill.
Américain, 1972 (1 h 42).

Lorsqu'un village demande à un cow-boy inconnu de le protéger contre des bandits, il peut s'attendre au pire, car leur s  avoir à la vengeance au cœur. Dans la chaleur et la pouss  re, Clint Eastwood, beau ténébreux habillé tout de noir, le vert aux yeux, j  ne du coût dans un excellent film de Clint Eastwood. Les anglicistes confirmés auront plus de chance d'avoir des frissons, le scénario original est en effet plus "fantastique". La version française à préférée de Clint Eastwood le vengeur de son frère et non de lui-même, dans le rôle d'un cow-boy bien vivant et non d'un fantasme.

VO : Action Rive Gauche,    (46-29-44-40).

Lawrence d'Arabie

de David Lean,
avec Peter O'Toole,
Alec Guinness,
Anthony Quinn,
Omar Sharif,
Jack Hawkins,
José Ferré.
Américain, 1962 (3 h 38).

Jamais acteur n'  t autant de moyens à sa disposition pour réussir son numéro. Peter O'Toole est Lawrence d'Arabie, pas tant le personnage historique que le film. Pour   paner et canaliser sa démesure folle, la mise en scène majestueusement classique de David Lean et la

révélation sobre et triomphante d'Omar Sharif.

VO : Forum Horizon, handicapé,    (45-08-57-57).

Monty Python, la vie de Brian

de Terry Jones,
avec Graham Chapman,
John Cleese,
Terry Gilliam.
Britannique, 1979 (1 h 30).

Ce soir-là en Galilée, les rois mages se sont trompés de bébé. D'où la vie mouvementée de Brian, racontée par les Monty Python, qui n'ont jamais été dans une forme aussi éblouissante. C'est la loufoquerie méchante à l'état pur. Même si on a d  j vu le film, il est impossible de ne pas hurler de rire. A ne pas r  ter non plus la reprise du *Sac  r Graal*. Le premier paru en France et pas le moins drôle.

VO : C  n   Bourgeois, handicapé, à (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse,    (43-28-58-00) ; Grand Pavois, 1   (45-54-48-58).

Monty Python, sacré Graal

de Terry Gilliam,
Terry Jones,
avec Graham Chapman,
John Cleese,
Terry Gilliam.
Anglais, 1976 (1 h 30).

Voir plus haut.

VO : C  n   Bourgeois, handicapé, à (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse,    (43-28-58-00) ; Grand Pavois, 1   (45-54-48-58).

Plein soleil

de René Clément,
avec Alain Delon,
Marie Laforêt,
Maurice Ronet,
Elvira Popesco,
Enzo Cris  .
Française, 1960 (1 h 56).

Dans ce somptueux huis-clos à bord d'un superbe voilier, René Clément révèle un Alain Delon ambigu, beaucoup plus diabolique que ne le laissait entrevoir sa belle gaule d'ange bronzé.

La Saint-Germain-des-Pr  s, Salle G. de Beaugren  ,    (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade,    (43-59-19-08) ; Sept Parnasses, 1   (43-20-32-20).

Le Procès Paradine

d'Alfred Hitchcock,
avec Gregory Peck,
Anne Todd,
Charles Laughton,
Evelyn Barrymore,
Charles Colburn,
Louis Jourdan.
Américain, 1947, noir et blanc (1 h 52).

Tout le p  renoir d'Hitchcock, dans une histoire à trois qui compte moins que l'humour d'Alfred et les performances d'acteurs. On aimerait être soupçonné de crime rien que pour être défendu par Gregory Peck jeune.

VO : Radio Logos, handicapé, à (43-54-42-34).

La Ville dorée

de Veit Harlan,
avec Kristina S  derbaum,
Eugen K  pfer,
Kurt Maas,
Anneliese Ro  der,
Rudolf Prack,
Paul Klinger.
Allemand, 1942 (1 h 40).

En 1943, les Français s  v  r  s d'oeuvres américaines firent bon accueil à ce premier film en Agfa-color réalisé par Veit Harlan, dont on avait oublié qu'il était le cinéaste du *Julius S  ss*, avec Kristina S  derbaum, la protégée du cinéma hitlérien.

VO : Les Trois B  l  s,    (46-33-87-77) ; Studio 43, handicapé, à (47-70-83-40) ; L'Entre  t, handicapé, 1   (45-43-41-83).

La sélection cinéma a été établie par Colette G  dard, Bénédicte Mathieu et Thomas Sotinel.

VOTRE TABLE CE SOIR

   Ambiance musicale à Orchestre - P.M.E. : prix moyens de repas - J.-H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMESON
10, rue des Capucines, 2  
40-15-00-30/40-15-08-08

At à   , le premier restaurant de Paris, d  , dîne, spécial de menu fût et poisson d'Inde, menu d  t,    95 F. As r  d  t, RITTY O  NEAS : "Le vrai pain indienne", ambience à la s  n  e. Le plus gré de la cuisine du monde. Jour, 2 h de nuit.

LE PRESBOURG
3, av. de la Grande-Armée, 1   T   les jus
45-00-24-77

Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastronomique, avec une vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. P  ts du terroir, fruits de mer. P  ssons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. D   d'off. Menu    96 F + carte.

RIVE GAUCHE

KAMAL
20, rue Rousselot
(angle rue de S  vres), 7  

Un indien de plus ! Mais connu de sa clientèle parisienne depuis 12 ans. Vous le retrouverez installé dans son nouveau restaurant. Menu    déjeuner à 85 F et ses spécialités tardives.

RESTAURANT THOUMIEX
79, rue Saint-Denis, 7  

Spécialité de coût de canard et de canard au coût de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT
HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ
Pl  ts traditionnels - Vins à découvrir
Décor : "Branche de Lèze"
TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille
Tél. de 11 h 30 à 2 heures du matin
6, place de la Bastille, 43-42-90-32

D  S RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT
Porte Maillot, 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à tous grillés
45-74-17-24 - Ouvert Tél.

Joel in 100

SÉLECTION PARIS

Mardi 22 août

Brahms

Alma Mahler

Gustav Mahler

Lieder

Hanna Scherzer (mezzo-

soprano),

François Tiliard (piano).

On a vu la belle Hanna

Scherzer et admirer sa techni-

que très sûre dans la plupart

des opéras dirigés en concert

par Jasowski. Remarquable

Walkyrie, cette mezzo

sculpturale a choisi la fin du

romantisme pour un récital

notamment consacré aux li-

eder d'Alma Mahler.

L'acoustique du temple des

Billettes est exemplaire.

Eglise des Billettes,

21 heures. Tél.: 46-23-18-25.

Location Fnac. De 90 F à

100 F.

Finale

du 9^e concours

de clavecin

Ensemble baroque de Nica.

Séances-qualifications can-

didatures sont parvenues au

siège du Festival estival qui

organise pour le neuvième

fois cette compétition bien-

nale. Plus de cinquante can-

didats de vingt-quatre na-

tionalités devraient finalement

s'aligner à la première des

trois épreuves éliminatoires

pour se retrouver à six, seu-

lement, au soir de la finale.

Une Noëlle Spiech, un Yan-

nick Le Gallard comptent

parmi les lauréats de ce

concours remporté il y a

deux ans par le Hongrois

Myklos Spany et dont

l'enjeu en espèce

(30 000 francs pour le pre-

mier prix) comme en nature

(nombreux engagements à

des concerts) ne peut laisser

indifférent le dessus du

pauvre des jeunes clavicé-

nistes. Programme de cette

finale: Bach, Byrd, Soler.

Scott Ross est remplacé au

jury par le Hollandais Bob

van Asperen.

Maison de Radio France,

19 heures. Tél.: 48-04-28-01.

Entrée libre.

Lundi 21 août

Brockner

Symphonie n° 9

Orchestre des jeunes

de la Communauté euro-

péenne.

Bernard Haitink (direction).

Les jeunes de la commu-

nauté, ce sont cent-

cinquante musiciens que

l'ancien patron du Concert-

gebouw, actuel directeur

artistique de Covent Gar-

den, le grand Bernard Hai-

tink, brocknerien devant

l'éternel, va tenter de pou-

ser à hauteur de cette sym-

phonie « du destin ». Tous

ces brillants sujets auront

un préalable travaillé cinq

jours durant à Nemours pour

préparer leur passage par

Paris. Ils font étape le lendemain

à Amsterdam. Itinéraire on ne

peut plus européen.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél.:

48-04-28-01. De 90 F à 150 F.



FLORIAN/IFA

Des concours inter-

nationaux ne

réchappent, dit-on,

que les bêtes à

concours, davan-

tage grâce à leurs

muscles qu'à leur

sensibilité. Les

interprètes conti-

nuent néanmoins

de s'y aligner. D'où

l'idée d'organiser,

pour les pianistes,

un « concours des

concours » qui met-

trait un peu

d'ordre dans un

mélange très encom-

bré. C'est un Amé-

ricain, Benjamin

Pasternack, qui a

remporté la pre-

mière édition de

cette super-

compétition.

Récompense: un

concert le 20 à

Menton.

Starker et lui se sont-ils

connus en Hongrie avant

d'émigrer, le premier aux

Etats-Unis, le second en

France? En coulisses, ils

pouront se faire des confi-

dences et, sur scène, man-

ifester d'évidentes affinités:

goût de la couleur instru-

mentale, passion brûlante

pour une légèreté froide

apparente, force intran-

sigeable.

Le 17, Parvis de l'église Saint-

Michel, 21 h 30. Tél.: 93-57-

57-00. De 90 F à 200 F.

Brahms

Variations sur un thème de

Hendel op. 24

Debussy

2 Préludes de livre I

Scriabine

Sonata n° 5 op. 63

Chopin

3^e Ballade op. 474^e Ballade op. 62

Polonaise op. 63

Benjamin Pasternack (piano).

« Vainqueur des vain-

queurs » au premier World-

Music Masters dont la finale

s'est produite à Nice le 9 juil-

let (Le Monde du 12 juillet),

Benjamin Pasternack a donc

été distingué par un jury

impressionnant comme le

pianiste de l'année, dans un

lot de huit « bêtes du cla-

vier » jalousement sélection-

nées parmi les lauréats de

grands prix internationaux.

A quoi sert de remporter

cette sélection au carré? A

empocher une liasse impres-

sionnante de contrats avec

quelques grands orchestres,

à se produire dans les salles

les plus cotées. Et dans les

festivals haut de gamme,

comme Menton. Avec les

Variations Haendel de

Brahms et la cinquième

sonate de Scriabine, l'élève

de Serkin, Horowitz et

Fleisher n'a pas choisi la

facilité. Au demeurant, un

magnifique programme de

récital.

Le 20, Parvis de l'église Saint-

Michel, 21 h 30. Tél.: 93-57-

57-00. De 90 F à 120 F.

Saint-Léon-

sur-Vézère

Brahms

Les Trois Sonates

pour piano et violon

Le Trio avec cor

Cyril Huvé (piano).

Guy Conzelmann (violin).

André Camard (cor).

Le violoniste est soliste à

l'orchestre philharmonique

de Radio-France; le corniste

partage son temps entre

l'Orchestre de Paris et sa

classe du Conservatoire; le

pianiste, qui s'est donné cet

été au mélodrame avec

Messiaen (nos précédents

suppléments) déçoit une

fois encore son Erard roman-

L'automne classique
lyrique et contemporain

Septembre

Toulouse

10^e festival « Piano aux Jacobins », du

5 au 23 septembre.

Tél.: 16-61-23-32-00.

En deux intégrales Beethoven, les cinq

concerts pour piano et les neuf sym-

phonies transcrites pour le clavier par

Liszt. Par Fournier, Haguenauer,

Cabasso, Piana, Volodant, Villa,

Swann, et, côté dames, Pirès et

Larroche.

Rougemont

Saisons d'automne, du

10 septembre au 7 octobre.

Tél.: 30-35-30-16.

Christa Ludwig, Rachel Yakar, Bri-

gitte Fournier, Phyllis Bryn-Jolson et

beaucoup d'autres pour cinq concerts

répartis sur cinq week-ends sur le

thème: voix et musique de chambre.

Bruxelles

Couverture

de la Mosaïque

Félicité en scène par Lise Piquet, du 12 au 24

septembre. Tél.: 19-33-3-216-12-11.

Avec José Van Dam dans le rôle-titre et

Sylvain Cambreling au pupitre, l'œuvre

opéra de Verdi monté par

l'éminent successeur de Strehler au

Théâtre de l'Europe.

Paris

George Solti.

Dernière tournée

avec l'Orchestre de Chicago,

le 15 septembre.

Salle Pleyel.

Tél.: 46-61-06-30.

Préface à l'arrivée de Barenboim à la

direction de l'Orchestre de Chicago, la

fête de la terrible Anglo-Hongroise sur

cette formation, l'une des meilleures

d'Amérique.

Strasbourg

Festival Musica, du 16 septembre au 10

octobre. Tél.: 16-60-50-52-54. Et à Bonn,

du 28 septembre au 16 octobre. Tél.: 19-

226-22-47-82.

Un grand rassemblement de musique

contemporaine, au sens le plus large du

terme, jumelé désormais avec la capi-

tale allemande. L'avant-garde sans

censures, quand elle regarde vers le thé-

âtre, la danse, les mises en scène, les

nouvelles modernités jazz et rock.

Paris

Couverture de la saison de l'Orchestre de

Paris.

Sergey Sclavov dirige la 2^e symphonie,

Régénération, de Mahler, les 27 et 28 sep-

tembre. Salle Pleyel.

Tél.: 46-60-07-40.

Prise de pouvoir officielle du succes-

seur de Barenboim. Encore Mahler!

Mais ne boudons pas cette superbe

Deuxième.

Cycle de créations du Festival d'automne,

du 27 septembre au 18 décembre.

Tél.: 42-96-12-27.

Vingt-quatre concerts dans les lieux

parisiens les plus divers, trente-cinq

créations mondiales et premières au-

ditions: l'ultime feu d'artifices du Bicen-

tenaire. Un festival festueux et festif,

comme on n'en connaît probablement

plus jamais.

Octobre

Paris

Théâtre des Champs-Élysées:

Jean-Louis Martinoty met en scène Le Cha-

valler à la rose, du 5 au 21 octobre.

Tél.: 47-23-47-77.

L'ancien patron du palais Garnier

dirige la scène, l'Orchestre de l'Opéra

joue dans la fosse... en attendant

l'ouverture de la Bastille.

Angers

Musiques du XX^e siècle,

du 6 au 14 octobre.

Tél.: 16-41-88-24-68.

Onze créations mondiales et françaises,

des classiques du XX^e siècle, mais aussi

l'Orchestre national de jazz, le chan-

teur baroque Benoit Achary, des master

classes amour d'Alcina et de Donatoni.

Paris

Forum international du quatuor à cordes

Théâtre des Champs-Élysées, du 9 au 19

octobre.

Tél.: 47-23-47-77.

Cycle Beethoven et Chostakovich par

l'imposant Quatuor Borodine. Cycle

« de Beethoven à la seconde école de

Vienna » par de jeunes formations à

quatre.

Lille

Orient/Occident, du 11 octobre au

25 novembre.

Tél.: 16-20-06-88-04.

Une nouvelle directrice artistique (Brigitte

Delamoy) et de nouvelles am-

bitions pour l'ancien festival de Maurice

Fleuret: Musique, cinéma, danse,

cinéma, débats, animations, ateliers,

traditions, beaucoup d'interprètes japo-

nais et une grande rétrospective de

l'œuvre de Xenakis, y compris Ores-

tais.

Paris

Ton Koopman et les siens.

Opéra-Comique,

21 octobre.

Tél.: 47-04-74-87.

Dans la Quarantième symphonie et le

Requiem de Mozart, l'Orchestre baro-

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'Amédée Ozenfant, à New York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, rue de Châteaufort, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

De la Rivière à la côte d'Azur

Modérisme et visionnaire, Charles Nègre archive les sites du littoral de la France en 1860, avec une grande variété de points de vue. Et laisse un superbe panorama d'un patrimoine architectural à jamais disparu. Cet ouvrage en photographie se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier albuminé.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Jusqu'au 21 août. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, du dessin aux dernières œuvres, jusqu'à la mort.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h, samedi, dimanche de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 août.

Dessins d'Ingres de Montauban

Si les dessins, études ou esquisses, révèlent la genèse des œuvres de peintre, leurs traits tout en douceur, courbes et gaucheries démontrent l'aspect plus libre de l'artiste. Une exposition à compléter avec celle des dessins « muscés » de Michel-Ange au Louvre.

Pavillon des Arts, 101, rue Napoléon, Paris, 1^{er}. Tél : 42-33-82-50. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 septembre. 25 F.

Egypte - Egypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Donch et de la cachette de Louxor exhumées l'hiver dernier.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris, 5^e. Tél : 40-51-32-38. Tous les jours sauf

Jean Fautrier

En plus de cent-cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des Ogres, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

Wifredo Lam

Venues de Cuba, une trentaine de peintures de celui dont les surréalistes admiraient la puissance symbolique et le sens de la magie, et dont Picasso avait dit à Pierre Loeb, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui ! Il EST nègre ! ».

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris, 7^e. Tél : 42-22-87-60. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 23 septembre.

« La Traversée de Paris »

Premier événement culturel de la Grande Arche de la Défense, cette exposition offre un formidable voyage de quatre siècles dans les rues, reconstituées, de Paris... avec un casque sur les oreilles à la mode Cinéma. Il ne faut rater sous aucun prétexte l'événement documentaire de Romain Goupil, « Je ne me souviens pas », qui retrace, images inédites à l'appui, quelques grandes journées de la capitale à la façon et en hommage au « Je me souviens » de Georges Perec.

Grande Arche, La Défense, 92200. Tél : 40-80-05-18. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 h 30, vendredi de 10 h 30 à 18 h 30. Réservations : 40-78-78-00. Fermé le 28 août. Jusqu'au 31 décembre. 45 F.

Les peintures de Louvre

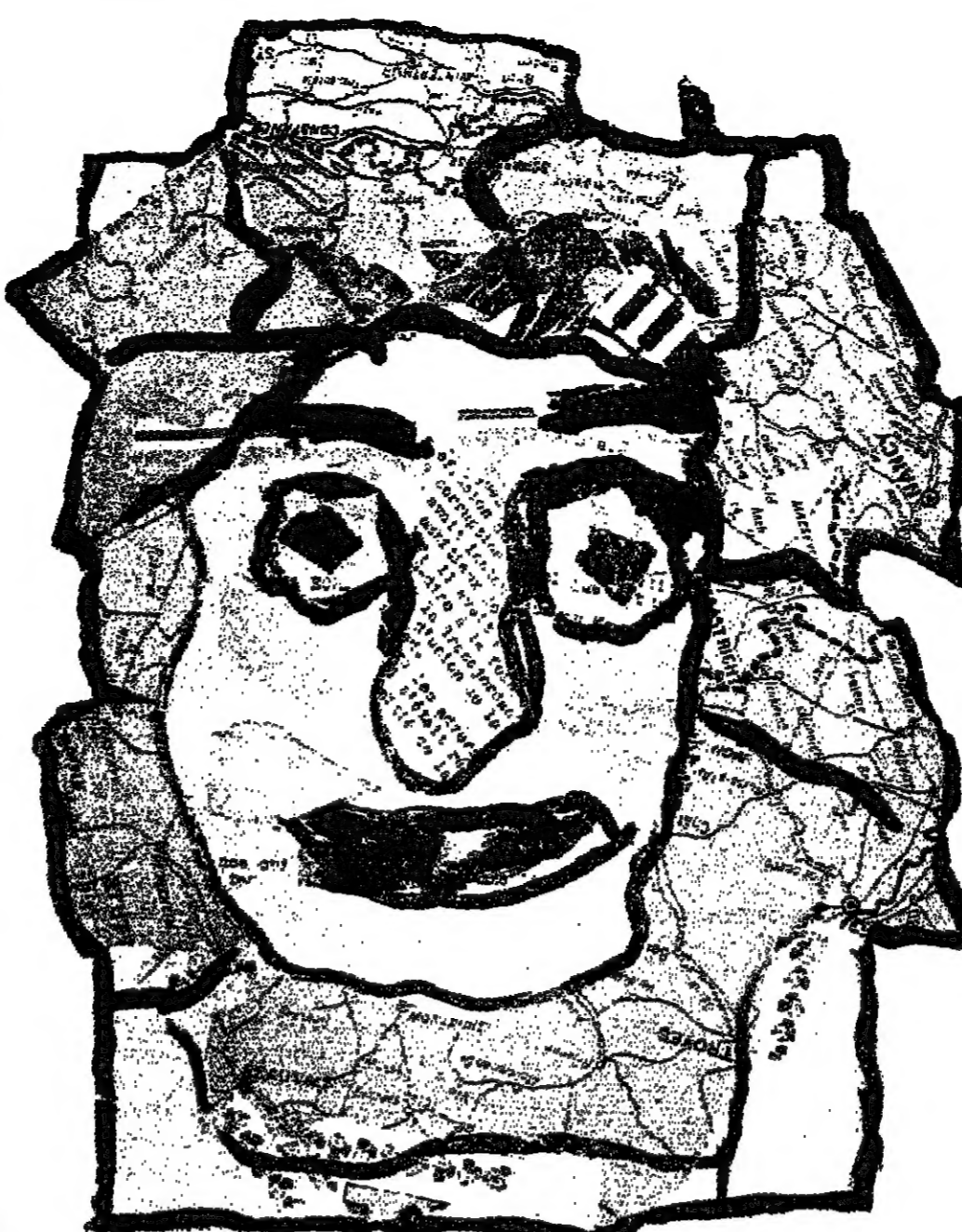
Le Louvre accroche très brièvement une soixantaine de pastels, essentiellement des portraits.

Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin des Tuilleries. Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-82-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre. 25 F (billet d'entrée au musée).

Magiciens de la Terre

Vedettes de la création occidentale mais aussi inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine ou d'Amérique Centrale offrent l'exposition la plus discutée de l'année. Une raison de plus pour aller les découvrir de Beaune jusqu'à la Villette.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 6^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h, samedi, dimanche et



Jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 28 août. 32 F, 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou).

RÉGIONS

Angers

Grav-Garriga

Cet artiste catalan, l'un des premiers représentants de ce qu'on a appelé la « nouvelle tapisserie », trace une œuvre dense et baroque où dentelles et fibres se sont posées, loin de là, synonymes de coiffures. Angers, qui abrite la tenture de l'Apocalypse, accueille ses sculptures textiles, ses collages, ses dessins.

Musée Jean-Lurcat, 4 bd Arago, 49000. Tél : 41-87-41-06. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, Tél : 41-88-64-65. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures : à partir de 15 septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Châteauneuf, promenade du Bout-du-monde, Tél : 41-87-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abbaye de Huisson, place de la Liberté, Tél : 41-88-08-75. Jusqu'au 24 septembre.

Aurillac

Alain Fleischer

Joux de miroirs et de renversement sur l'illusion à travers vingt ans de travail, brassant installations et séries médianes, l'itinéraire labyrinthique d'un manipulateur d'images, à la fois photographe, cinéaste et plasticien. Une rétrospective.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 6^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h, samedi, dimanche et

Un naïf, Gaston Chassaï. Non, un autodidacte. Payson dans l'Yonne, il a fait tous les métiers avant d'inventer « quelque chose de différent, habituel », comme il le disait lui-même, un art à la fois rustique et moderne ennobli par le plus trivial (journaux, flacons, objets divers), art d'une gaieté qui annonce irrésistiblement Dubuffet. Chassaï est exposé à Carcassonne.

La sellerie et les dorures du jardin des Carmes, rue des Carmes, 18000. Tél : 71-64-86-80. De 13 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 17 septembre.

Carcassonne

Gaston Chassaï

Voir notre photo légendée. Tours Narbonnaises, cité, 11012. Tél : 64-71-04-10. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Le Cateau-Cambrésis

Matisse : dessins de fleurs

Dans l'exposition, une cinquantaine de dessins sont inédits, qui proviennent de collections privées : branches de grenadier, de pêcher, de citronnier, de cerisier, jolies, tiges, capucines, feuilles de choux, de cinéraire, de vigne... Matisse aimait les fleurs. Ses appartements n'ont pas été pleins. Et il les dessinait de son trait incomparable.

Musée Matisse, palais Fénelon, 59380. Tél : 27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (le dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures). Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 30 septembre.

Colmar

Hartung

La jeunesse du peintre dans les années 20, lorsqu'il découvre les maîtres du passé tels Rembrandt, Hals et Goya, qu'il interprète librement. C'est aussi à cette époque qu'il entreprend ses premières recherches abstraites.

Musée d'Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél : 83-42-82-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 octobre.

La mémoire des siècles

Tout près du Musée des Dominicains, l'église de Martin Schongauer et, pour quelque temps, les plus beaux manuscrits, les plus précieux incunables de la plume du Rhin. Au total deux cents ouvrages, parmi lesquels des codex et évangéliaires du Moyen Âge. Ainsi qu'un aperçu de toutes les formes d'écriture depuis mille ans, jusqu'aux imprimés laser.

Eglise des Dominicains, 68000. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 novembre.

Dieppe

André François

Marines, peintures, sculptures et assemblages, soixante-dix œuvres dans lesquelles le peintre a composé un hymne à la gloire d'un royaume, la mer, et de tous ses habitants, les poissons, les algues ou les galets.

Château-musée de Chasteau, 78200. Tél : 35-84-19-78. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Deoules

Couronnes du monde

Du diadème de Toutankhamon à la couronne portée par Charles I^{er} d'Autriche en 1916, près de deux cents couvre-chefs d'or, d'argent

et de pierres précieuses racontent l'histoire de la couronne, parure sacrée, insignes d'un pouvoir religieux ou politique. Une exposition annoncée, non sans humour, comme la plus révolutionnaire du Biscornet.

Centre culturel, abbaye de Deoules, 21, rue de l'Église, 22224. Tél : 96-25-84-35. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Dunkerque

La géométrie méridienne

Prenant comme motif la mission scientifique que les astronomes Delambre et Méchain effectuèrent à partir de 1792 pour mesurer l'arc du méridien de Dunkerque à Barcelone, l'exposition réunit des dessins d'excellents artistes contemporains que les notions de mesure (du temps) et de poids (du corps) intéressent. S'y retrouvent en vedette, pour marquer chacun des pôles du pôle, le photographe Joachim Bonnemaison et le sculpteur espagnol Susana Solano.

Château Coselle, rue Félix-Coselle, 59140. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Hôtel de ville de Dunkerque. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 31 août.

Lyon

Collection Panza Dan Flavin

Ses sculptures en néon, colorées ou non, ont envahi les étages du musée. L'effet est garanti car l'Américain Dan Flavin sait très bien manipuler la lumière. A quelques kilomètres, le Musée d'art moderne de Saint-Etienne dévoile aussi un peu de collection Panza.

Musée d'art contemporain, 1, rue du Président-E. Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-68. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Marseille

Hopper

Pour la première, et sans doute la dernière fois en France, une large rétrospective présente l'œuvre du plus célèbre des réalistes américains du vingtième siècle. De ses études à Paris jusqu'aux derniers tableaux des années 50, une leçon de composition et de lucidité admirablement accrochée. Historique, en somme.

Musée Cantini, 18, rue Grignan, 13008. Tél : 91-54-77-75. De 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 24 septembre.

Nantes

Soulages

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Cassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais l'un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Quimper

Jean Verkade

Ce Hollandais que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi obéissant », en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique et se fit moine au couvent de Beuron. L'importante rétrospective de Quimper, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Corentin, 29000. Tél : 98-95-46-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 septembre.

Rochechouart

Aloïse

C'est l'une des plus grandes figures de l'art brut. Interné en 1918 dans un hôpital psychiatrique près de Lausanne, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbaz, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amour.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87000. De 14 heures à 18 heures ou septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Neuman

Encore une pincée de collection Panza, en accord avec le Musée de Lyon. Cette fois, il s'agit de grandes pièces de Richard Long et Bruce Nauman : cercles de pierre ou de bois de l'un, installations faites pour vous mettre en état de malaise de l'autre.

Musée d'art moderne, la Terrasse, 42000. Tél : 77-93-59-58. De 10 heures à 19 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Saint-Paul

L'œuvre ultime

Représenté par des œuvres tardives et parfois même par leur dernier tableau, le testament artistique de Cézanne, Renoir, Monet, Bonnard, Klee, Matisse, Mondrian, Picasso ou Dubuffet.

Fondation Maeght, 06570. Tél : 93-82-91-83.

De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 octobre.

Thouars

Olivier de nouveau

Extraits d'une énorme collection publique, rarement exposée, celle du Fonds national d'art contemporain, les œuvres de seize artistes (Bertrand, Bouillon, Coignot, Cragg, Grand, Rinko...) se partagent pour plusieurs mois les pièces d'un très beau château du dix-septième siècle, dont la restauration est en cours. A découvrir.

Château d'Olivier (12 kilomètres de Thouars), 79100. Tél : 48-96-57-42. De 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 octobre.

Tours

Raoul Dufy

Dufy, l'aimable, le joyeux, est exposé à Tours. On peintures et dessins prêts par les musées de Paris, de Nice et d'Orléans évoquent son parcours, sa contribution au cubisme, son admiration pour Matisse, ses thèmes favoris tels les régates, son ascension, son héliodrome.

Musée des beaux-arts, 18, place François-Sicard, 37000. Tél : 47-05-86-73. De 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 3 septembre.

Troyes

Auguste Chaboud

En une centaine de toiles, l'histoire d'un peintre provençal qui vint à Montmartre à l'époque historique des fauves et des cubistes, et peignit avec ferveur prostituées et fétards. Dommage que son œuvre ultérieure n'ait pas été à la hauteur de ces débuts flamboyants.

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél : 28-80-57-30. De 11 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 septembre.

Valence-la-Romaine

Bourdelle

Traite-huit bronzes et trois toiles du sculpteur français ses thèmes de prédilection : son entourage, la femme, le cheval, la musique et l'Antiquité.

Ferme des Arts, avenue Bernard-Hodé, 84110. Tél : 83-38-00-25. De 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Valence

Saint Sébastien saint Roch

Quand les hommes impuissants devant la peste en appelaient à ces deux saints protecteurs spécialisés dans la maladie, ils exaltaient de splendeurs ex-voto, peintures ou sculptures. L'exposition présente une trentaine de leurs œuvres réalisées entre le seizième et le dix-neuvième siècle.

Musée, 4, place des Ormeaux, 26000. Tél : 75-43-93-00. De 14 heures à 18 heures et également de 9 heures à 12 heures les mercredis, samedis et dimanches. Jusqu'au 4 septembre.

Villeneuve-d'Ascq

Daniel Deleuze

En trois cents œuvres, une rétrospective, ou presque, d'un ancien de Support/Surface, préoccupé par ce que regarder et voir veulent dire, et dont le travail sur la peinture, l'espace et le vide, ainsi théorique qu'il puisse être, fait toujours preuve de sensibilité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél : 20-05-42-48. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 30 août.

La sélection Arts a été établie par : Genevieve Breuer, Philippe Dagen, Blaise Mathieu et Patrick Roegiers.

لكن من لا يملك

STYLES

ANTIQUITÉS DU FUTUR
L'après-design

Le début des années 80 consacrait le règne du high tech ; la fin de la décennie réhabilite l'arabesque et la fantaisie. Comme les créateurs de mode, les créateurs d'objet superposent désormais matières et époques.

CHEVIGNON devrait prochainement ouvrir à Paris sa première boutique consacrée à la maison. Rien ne va plus dans la mode ? Il est certain que l'éphémère lisse. On revient aux valeurs « sûres ». Le goût du confort engendre une tendance baptisée « cocooning », formule qui a le mérite de donner à plus d'un pantoufleur la sensation d'être enfin dans le vent en 1989.

Les créateurs du prêt-à-porter s'y mettent. Chantal Thomass signe sa première licence de maison pour une ligne de tapis ; Jean-Paul Gaultier conçoit des objets pour les Trois Suisses. Le vêtement se simplifie. Mais l'intérieur a droit à ses collections, à ses thèmes, à ses cahiers de tendances.

La mode est au « nouveau naturel » réchauffé par le bois, le rotin, les palettes végétales, les objets « ethniques » posés comme s'ils avaient été oubliés. On s'invente un passé. Le nid, rempli de souvenirs hétéroclites, a raison du loft froidement ponctué de meubles noirs, pointus, métalliques. Ainsi s'en vont les années 80, leur sérieux, leur prétention, leur intolérance.

Moins de bureaux, davantage de consoles, de guéridons, de centres de tables, de vases. L'abat-jour a raison de l'halogène. Les volumes frisent, s'épanouissent en volutes. Tout ce qui est arrondi reçoit l'adjectif « baroque », qui se substitue au high tech du début de la décennie.

L'après design se veut décoratif, rejette la technologie pour retrouver des matériaux plus ou moins archaïques, bronze patiné, fer battu, rouillé, forgé. « Une lampe ne sert pas seulement à éclairer mais aussi à rêver », disent Agnès Bellebeau et Frédéric De Luca, éditeurs (1) depuis 1984, qui viennent d'ouvrir, à deux pas de la place des Victoires à Paris, « En attendant les barbares », néo-bazar de 400 mètres carrés hantés d'objets évocateurs : miroir carolingien (Patrick Rétif), lampe Galilée (Eric Schmitt), chaise arlésienne, tabouret Rha (Garouste et Bonetti), etc.

Il existe aujourd'hui plusieurs galeries spécialisées, ouvertes par d'anciens antiquaires (Gastou, Néotu), dont les enseignes codifient déjà l'univers privé de la pièce unique ou de la série limitée : Artistes et modèles, Avant-Scène, Lieux, que la société Daum ouvre en septembre pour diffuser la collection Tripani de Garouste et Bonetti ; canapé (48 500 F), tapis corail (45 000 F), pouf (1 500 F), dont l'édition n'excède pas vingt-cinq exemplaires.

Ce n'est pas seulement à Paris, mais aussi en Espagne et en Grande-Bretagne que les designers travaillent en atelier. Comme les graffitis de naguère, qui utilisaient les palissades en guise de toiles, ils ont commencé dans la rue en récupérant des carcasses. Ils ne s'inspirent plus de la ville comme leurs aînés mais d'une nature en trompe l'œil, celle des jardins secrets et des folies du dix-huitième siècle. D'où le foisonnement de formes irrégulières, d'arabesques empruntées aux grilles des parcs, d'évocations symboliques.

Dix ans après, le design reste néanmoins une affaire d'imités. L'idée du meuble universel, intemporel, relève de la « modernité » qu'on réédite : Le Corbusier, Mallet-Stevens, Eileen Gray, Charles Eames. De projet pour le futur, le design devient affaire de signature, à travers la réhabilitation de l'artisanat, du style « cousu main ».

Simultanément, le design entre dans l'histoire et se taille une place sur le marché de l'art. Chez Catherine Charbonneau, la chaise longue de Le Corbusier-Perriand-Jeanerret a été adjugée 115 000 F. Les jeunes atteignent des cotes parfois plus élevées que ces classiques : une chaise Angélique, de Tom Dixon, part à 13 500 F, une autre de Pucci di Rossi en fil de fer barbelé à 18 000 F, quand quatre fauteuils carrés de Mallet-Stevens trouvent preneur à 41 000 F.

Tandis que les antiquaires de Portobello (2) commencent à étiqueter des fauteuils Knoll orange, Londres ouvre son musée spécialisé, l'Art Institut de Chicago songe à ouvrir un département au design tandis qu'à Paris les Arts décoratifs présentent pour la première fois une sélection de deux cent vingt objets créés depuis dix ans en France, en Italie, au Japon.

On ne se meuble plus, on collectionne. Dans ce domaine, on pourrait dire de 1989 non pas « la tradition consiste à créer son époque » (Charlotte Perriand) mais « l'époque consiste à créer de la tradition ».

(1) L'éditeur, dans les métiers du design, assure la fabrication, la vente et la promotion de l'objet dont le créateur ne réalise que le prototype.

(2) Quartier palésien de Londres où se tient le marché aux puces de Camden Market.

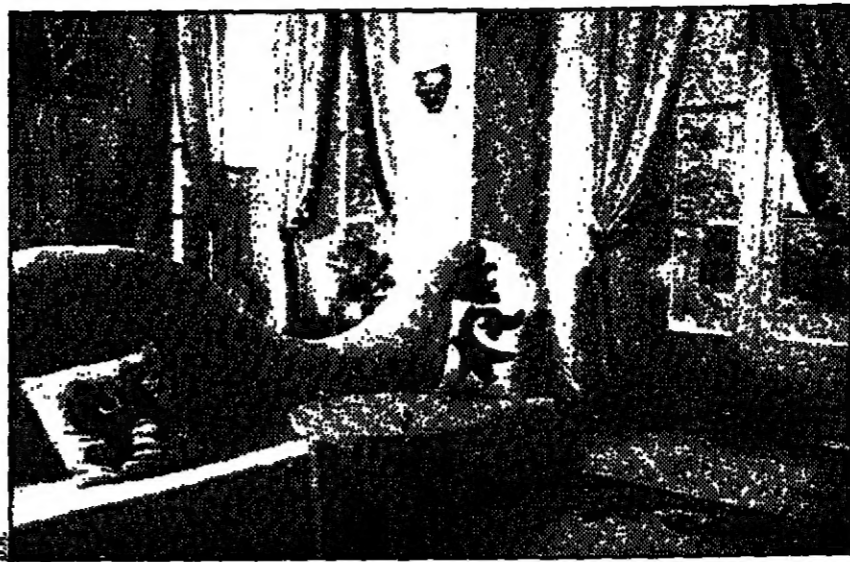
DOSSIER RÉALISÉ PAR LAURENCE BENAÏM

LA GRIFFE COUTURE,
DE GAROUSTE ET BONETTI

Ce sont les plus Parisiens, les plus médiatiques aussi, indissolublement liés à la nouvelle culture « barbare ». Les références d'Elizabeth Garouste et de Mattia Bonetti sont cousues en patchwork : Cocteau, l'art nègre, Schiaparelli. Chaque objet qu'ils créent renvoie à un souvenir, se mue en personnage. Voici le guéridon India au plateau bijouté de sequins, la coiffeuse Menhir, la lampe Lune, la boîte Pandora... On dit « Garouste et Bonetti » ou « Bonetti Garouste ».

Leur chaise tendue de poulain et lacée de cuir fut, en pleine période « minimale », exposée à la galerie Jansen puis chez Breguet. Mais le vrai succès n'advient qu'en 1987 avec le salon de couture de Christian Lacroix, galerie d'apparat où la toile rouillée se mêlait à l'or. Avalanche de contrats : Daum, Etamine, Gien, le cristal taillé Swarovski et même Aliberti pour des tissus de meubles de jardin. Mais le vrai plaisir vient des commandes privées. Les plus folles transitent par David Gill, agent et éditeur en Grande-Bretagne : un tapis incrusté de bronze pour un client chinois partagé entre Londres et Hongkong, tout récemment.

Garouste et Bonetti travaillent avec les artisans, doreurs, brodeurs, miroitiers, tapissiers, mouleurs, un

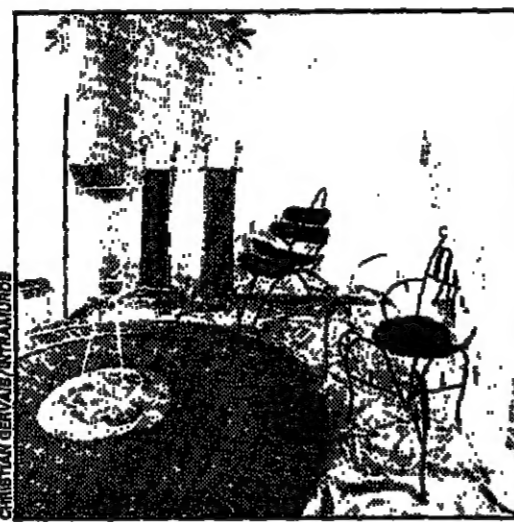


Le salon de couture de Christian Lacroix

ferronnier (celui de Giacometti). Et ils sont fiers d'avoir séduit un fondeur spécialisé dans l'art funéraire.

Alors que le public suit lentement (ce qui se vend bien date de près de dix ans, qu'il s'agisse de la chaise barbare ou de la lampe tripode), leur agenda se

couvre de commandes : une exposition au VIA cet hiver et l'aménagement, en novembre, au Grand Palais, d'une maison utopique de quatre cents mètres carrés pour l'Europe des créateurs. On y verra un mur de la connaissance, des images synthétiques, un aquarium, des livres, des robots...

ERIC SCHMITT,
AUTODIDACTE PARISIEN

Vitrine de Tisica, lors du Designer's Saturday 1988.

Une ancienne inconnue e ancienne usine à gaz du côté de La Plaine-Saint-Denis. Une cour envahie de mallets, de virgules et stucs, restes du Miraculé, de Jean-Pierre Mocky, dont certaines scènes ont été tournées ici. Eric Schmitt partage son atelier avec un architecte, Gilles Ebersot, et un peintre catalan, Juan Paiguent. Polo noir en lambeaux, il a, comme on dit, pas mal bourlingué, conçu de la musique expérimentale, sorti un 45 tours, joué les gentlemen riders pour l'équipe de France de hippisme. Ses premiers fauteuils, il les a fabriqués avec des troncs d'arbre : « Pas de Beaux-Arts, pas d'Art déco, pas d'Archi. C'est une histoire qui remonte à l'enfance. Je rêvais d'être archéologue. »

Autodidacte, Schmitt a construit lui-même sa soufflerie avec des bougies, et n'hésite pas à inventer ses outils, comme cette plaque trouée qui lui permet de tordre les barres de fer en leur donnant un arrondi imparfait. Au chalumeau, il étire, affine, martèle. Aujourd'hui, des particuliers lui commandent tables, chaises, chandeliers, consoles (la dernière était pour

Gilbert Trigano), les éditeurs en redemandant. Le duo d'En attendant les Barbares lui a déjà édité la lampe Nostradamus, la chaise Marie-Antoinette (cinquante exemplaires, 6 000 francs pièce), et lui consacre une exposition en juin 1990. DXO, dont Philippe Starck assure la direction artistique, présente en septembre à Milan sa Chaise orthodoxe, ainsi baptisée en raison de son dossier en ogive et diffusée à des prix plus abordables. « Elle est stable, elle a trois pieds, elle est même empilable. »

Du coup, Schmitt a décidé de purifier son style : « Avant, avec une plaque d'égout je faisais un dossier, mais j'en ai un peu assez de ces pièces uniques que l'on met dans un coin. L'ornementation est trop éphémère. » Ses prochaines créations devraient être des « meubles menblants », un vaisselier, une table de vacances en bois tourné, une coiffeuse, réalisés avec des matériaux plus précieux, comme le chêne massif ou la céramique. Reste à fabriquer l'essentiel : un petit four pour couler le bronze.

ANDRÉ DUBREUIL,
FERRAILLEUR LONDONNIEN

Il a baptisé son chien préféré (un terrier) Rulman et l'autre (un bâtard) Comran, du nom du fondateur d'Habitat. André Dubreuil hait le plastique et l'angle droit, leur préfère le bois, le bronze, les courbes. Trente-huit ans, le « French ferrailleur » de Beethoven Street, au nord de Portobello, travaille et vit dans son garage rustique. Au rez-de-chaussée, quatre assistants façonnent des volutes de fer, soudent, chauffent le cuivre, le gravent à l'acide, transforment des carcasses en meubles-sculptures : fauteuil à trois pieds, appliques soleil, chandeliers, chaise Paris en acier bleui à la torchère, façon léopard. Au premier étage, les gravures, les bronzes dix-neuvième, les soieries indiennes, les armoiries bourguignonnes proviennent des puces.

Arrivé à Londres il y a vingt ans pour suivre les cours de la Inch Bald School of Design, ce fils d'un biologiste lyonnais décide très vite de s'installer. Découvrant en Italie les peintures palladiennes, il se lance dans le trompe-l'œil puis troque ses pinces contre le chalumeau. Il décore la confiserie Rococo (sur King's Road) avec son ami Tom Dixon. Très sensible depuis quatre ans à Gaudi comme au style Louis XV, Dubreuil agence ses meubles dans la grande tradition, travaille jusqu'à cinq mois sur un secrétaire, raffine les matériaux (émaux, panneaux de



André Dubreuil à la galerie Gastou.

laque boutonnés de cabochons de verre). Une commode s'est vendue 500 000 F chez Kaplan Associates. Coqueluche des gens à la mode, Karl Lagerfeld entre autres, André Dubreuil fait la « une » des magazines, vend 90 % de son mobilier en France, fait l'objet d'expositions à Tokyo, New-York et, à Paris, chez Yves Gastou. S'agrandir ? L'esthète, qui se dit « vieux jeu », s'y refuse même s'il sait adroitement gérer la demande. Le fauteuil trois-pieds, son best seller, n'a été édité qu'à trois cents exemplaires. Sur son papier à lettres, on lit gravé en or : « A.D. Decorative Arts Limited ».

AU BON PLAISIR
DE PATRICK RÉTIF

Il présentera en décembre sa première collection (chez En attendant les Barbares) et avoue, sans qu'on l'y pousse : « Je ne suis pas un designer... » Créateur de bijoux, Patrick Rétif s'impose en 1985 avec un miroir carolingien en verre sablé et cabochons de bronze, un chandelier Médicis lesté de perles en nacre. A l'aménagement, il applique aujourd'hui le principe de l'ombre chinoise : un nu en métal se découpe sur un paravent en papier huilé, un vase plat cache un flacon de verre contenant les fleurs.

« C'est au Japon, dit-il, l'an dernier, que je me suis débarrassé de toutes les références au passé. Cela m'a libéré d'un poids, d'une mauvaise conscience. Pour mes bijoux, j'allais déjà, il y a dix ans, me fournir au Bazar de l'Hôtel-de-Ville. » Colliers de chien en plastique, boucles d'oreille en domino électrique... Pour Jean-Paul Gaultier, il imagine des manchettes en cuivre de hotte de cuisine, bordées de vision, des colliers obus assortis aux robes camouflages. Il continue de créer chaque saison une collection de bijoux vendus dans les boutiques de mode. Mais Rétif regarde ailleurs, met en scène l'exposition Calder intime au Musée des Arts décoratifs, dessine des objets pour Daum. Sa nonchalance mêlée d'application, on la retrouve dans son nouvel atelier de la rue Charlot, décor de vieille baraque mexicaine



avec paravents de planches et présemoirs de métal rouillé. « Je ne veux pas inventer des tables révolutionnaires. J'ai envie de jouer avec la matière et la lumière. Tant mieux si la beauté vient après. » Ses modèles ? Benys, Duchamp, Pet.

Vase plat en métal.

Les adresses à Paris et à Londres

Paris :
• Yves Gastou, 12, rue Bonaparte, 75006. Tél. : 46-34-72-15 (fermé jusqu'au 5 septembre)
• Galerie Néotu, 25, rue du Renard, 75004. Tél. : 42-78-96-97.
• Galerie V.I.A., 10, place Sainte-Opportune, 75001. Tél. : 42-33-14-33.
• Avant-Scène, 4, place de l'Odéon, 75006. Tél. : 46-33-12-40.
• En attendant les Barbares, 50, rue Etienne-Marcel, 75002. Tél. : 42-33-37-87.

Lieux, 5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004. Tél. : 42-77-63-94.
• Artistes et modèles, 1, rue Christine, 75006. Tél. : 46-33-83-20.
• Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001. Tél. : 42-60-32-14 (extension des galeries contemporaines, jusqu'au 15 octobre).
A Londres :
• Thèmes et variations, Westbourne Grove WAA. Tél. : (19) 44-1-727-55-31.
• David Gill, 60, Fulham Road SW 3. Tél. : 19-44-11c 589-59-46.